**Sommaire**



**Éditorial 3**

*Par le Général de corps d’armée BOUT de MARNHAC*

**Adresse du Commandant du CESAT 7**

*le Général de division A. VAR*

**Un penseur militaire 11**

**Sir Lidell HART**

*Par M. MOTTE*

**Articles à consulter sur les sites[[1]](#footnote-1) du CESAT**

**Les combats d’Argonne 1914-1915**

(dont un extrait est présenté dans la rubrique «articles généraux»

*Par le Général (CR) A. BERNÈDE*

**L’aide au déploiement en Côte d’Ivoire**

(dont un extrait est présenté dans la rubrique «libres opinions»

### Par le Lieutenant-colonel R. MIRCHER

**POSTUROPS: numérisation au service des autorités civiles**

(dont un extrait est présenté dans la rubrique «libres opinions»

*Par le Lieutenant-colonel D. WALLAERT*

# Questions de Sécurité

### Par le Général (CR) É. de LA MAISONNEUVE

**Articles généraux**

**Les combats d’Argonne 1914-1915 (extrait) 21**

*Par le Général (CR) A. BERNÈDE*

**La nuit de Thaï Binh 27**

*Par le Lieutenant-colonel C. FRANC*

**«L’impertinente pertinence» de Clausewitz 33**

*Par le Général de division V. DESPORTES*

**L’Europe de la défense 43**

*Par M. J. BITTERLICH*

**Le trouble de stress post traumatique 49**

*Par le Chef de bataillon L. TREMBLAY*

**Libres opinions[[2]](#footnote-2)**

**Qui a fait mieux et où? 55**

### Par le Général de corps d’armée (CR) B. GILLIS

**Le «Goban irakien» 63**

### Par le Lieutenant-colonel M. GOYA

**L’Ukraine: un regard ouvert sur l’Europe 69**

### Par M. Y. GRENON

**L’OTAN 2008: à prendre ou à laisser? 79**

### Par l’Amiral (CR) J. DUFOURCQ

**L’aide au déploiement en Côte d’Ivoire** (**extrait) 87**

# *Par le Lieutenant-colonel R. MIRCHER*

**POSTUROPS: numérisation au service des autorités civiles (extrait) 89**

*Par le Lieutenant-colonel D. WALLAERT*

### 

**Votre tribune: réposes aux auteurs**

**Article sur Dien Bien Phu (Cahiers n° 10)**

### Avis du Général de corps d’armée (CR) B. GILLIS

**Leçon d’histoire**

**La tentation du repli intérieur (1924)**

### Par le Lieutenant-colonel M. GOYA

**Rubrique: *«Le hibou de la mansarde»***

###### Le B2 sait tout…mais il ne comprend rien

*par le Colonel G. BEMELMANS*

###### On a aimé

**Les couleurs du drapeau**

**De la France de toujours à l’Europe de demain**

**Éditorial**



*Par le Général de corps d’armée Xavier BOUT de MARNHAC,*

*Commandant la KFOR[[3]](#footnote-3)*

**D**orénavant la France intervient rarement dans un cadre militaire strictement national. Les écoles de formation françaises accueillent dès les stages initiaux de nombreux stagiaires internationaux. De la même manière, un nombre toujours croissant d’officiers français suivent des scolarités au sein d’écoles étrangères. La majorité de nos entraînements opérationnels se fait dans un cadre et un environnement multinational. Enfin, l’engagement de troupes de différentes nationalités sur le terrain, au sein de coalitions de circonstance ou dans le cadre d’alliances, traduit concrètement une volonté politique commune d’action.

La multinationalité en opérations est, à mon avis, un atout à la fois précieux et exigeant. Même si elle implique des concessions à l’efficacité opérationnelle, elle donne un avantage politique déterminant pour l’atteinte de l’état final recherché.

La pratique de la multinationalité est souvent présentée comme une contrainte à la conduite de l’action. Elle augmente pourtant la liberté d’action du commandant de la force et à ce titre, elle mérite qu’on s’y prépare avec soin et dans la durée. Elle repose sur un triptyque qui s’articule autour de la maîtrise de l’anglais, de celle des procédures opérationnelles et de la connaissance doctrinale.

À la multinationalité est lié un usage permanent de la langue anglaise qui peut être déstabilisant pour certains. Bien évidemment, les choses seraient plus faciles dans la langue maternelle de chacun. À ce désagrément on peut rétorquer que l’anglais est maintenant un langage de procédure, comme peut l’être l’informatique. Il est ainsi pratiqué depuis des décennies dans le monde aéronautique sans qu’il vienne à l’idée de quiconque de le remettre en cause. Un langage militaire commun a bien pour objet de diffuser des ordres exécutables par les états-majors subordonnés. L’oral, ou plus précisément, le commandement à la voix n’est plus suffisant. Le recours à l’écrit est donc indispensable. L’écrit permet d’avoir une référence permettant d’exprimer non seulement la lettre mais aussi l’esprit. Même si la conception des ordres demande des efforts, l’écrit est un passage obligé car il explicite des ordres qui deviennent alors compréhensibles et clairs pour et par tous.

Surgit alors une limite qui colle à la multinationalité. Jusqu’à quel niveau faut-il ou doit-on multinationaliser ? Quel que soit le niveau retenu, il me semble important d’apporter un soin particulier au choix du personnel placé à l’interface entre le niveau multinational et le niveau strictement national. Ces cellules doivent, en effet, connaître non seulement les mentalités de tous leurs interlocuteurs, pour savoir expliquer et faire comprendre, mais aussi les procédures.

La conduite des opérations et le travail en état-major en milieu multinational comme en milieu national obéit à des procédures particulières. Ainsi, les procédures utilisées en milieu multinational reposent plus sur un consensus que sur un compromis car elles doivent être immédiatement applicables et assimilables par tous quel que soit leur pays d’origine. Les rédacteurs doivent donc savoir faire preuve de curiosité pour savoir où chercher mais également d’ouverture d’esprit et de faculté d’adaptation. En effet, les procédures sont regroupées dans un catalogue de SOP – Standard Operationnal Procédures – qui sert autant de mémento que de référence. Les procédures sont bien la base commune du travail d’état-major. La vie réelle de l’état-major comme son travail y sont réglés. Ainsi, on trouve aussi bien la manière de classer les fichiers informatique que les règles régissant les loisirs. Les fiches de tâches constituent également un bon repère pour tout nouvel arrivant qui doit absorber parfois sans période de relève le travail produit par ses prédécesseurs à une époque différente.

Le travail préparatoire à la mission constitue une étape importante car il permet d’étudier, en amont, les différentes doctrines appliquées.

L’arrivée dans un environnement multinational peut désorienter par la profusion des capacités offertes tant qualitatives que quantitatives. Les doctrines propres à chaque nation, ou parfois communes comme celles de l’OTAN, doivent également être connues et partagées. Ces études augmentent les bases doctrinales nationales et permettent souvent d’initier des réflexions. Un point particulièrement intéressant est l’emploi de moyens, capacités ou équipements non détenus en propre dans les états-majors nationaux. Le devoir du chef est de tirer profit de tous les moyens mis à sa disposition. C’est ainsi l’utilisation complémentaire et dosée des moyens qui garantit le succès de la mission. À l’heure ou une nation seule ne peut plus s’offrir tous les équipements, pour des raisons de coût financiers, la combinaison harmonieuse de l’existant est primordiale. Toute contribution, aussi minime soit elle, doit être étudiée, jaugée, en aucun cas refusée ou écartée d’emblée. La multinationalité permet de ne pas être seul dans le combat. La responsabilité est réellement partagée et l’action consolidée. Les coalitions affichent volontairement tous les drapeaux des pays contributeurs quel que soit le niveau de la contribution offerte.

La préparation de la projection doit donc aussi être consacrée à l’étude de l’existant et surtout des moyens particuliers au théâtre. Par exemple les équipes de LMT (Liaison and Monitoring Teams) au Kosovo n’existent pas dans nos états-majors et sont pourtant un moyen privilégié du commandant de la KFOR. La mission doit donc être soigneusement étudiée en premier lieu par le personnel faisant partie des équipes mais aussi expliquée aux autres membres de l’état-major et aux autres subordonnés pour utiliser cet atout de la meilleure manière pour accomplir la mission. Ce qui est vrai des équipements l’est encore plus pour des fonctions parfois méconnues et très efficaces comme les opérations militaires d’influence. Certaines nations se spécialisent et le choix fait par chacune de nos armées de se cantonner à certaines capacités existe. Il faut en être conscient et surtout y prendre garde car c’est un engagement pour l’avenir.

En conclusion, les savoir-faire comme les savoir-être sont des atouts qu’il faut exploiter et doser selon les circonstances. Une approche nuancée, empreinte de modestie et de curiosité, est donc de mise pour évaluer au mieux l’ensemble des leviers détenus et utilisables.

Votre expérience de jeune officier vous a probablement permis de vous «frotter» à la multinationalité. La scolarité qui s’annonce vous apportera, j’en suis sûr, de nouvelles expériences et vous permettra de nouer de nouveaux contacts. Sachez en tirer profit et avantage sans oublier que vous serez toujours regardé comme un officier français.

# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur

# de l’armée de terre



*Le Général de division André VAR*

À l’heure où vous lirez ces lignes, les vacances seront proches ou bien, déjà revenu à votre poste, vous vous préparerez soit à de nouvelles fonctions soit à poursuivre l’effort entrepris jusqu’à présent.

Prenez le temps de lire ce nouveau cahier qui vous apportera, j’en suis sûr, un complément d’ouverture sur la tactique et la stratégie militaire, éclairées par quelques réflexions historiques ou géopolitiques notamment sur l’Europe et l’OTAN.

De manière plus large, prenez le temps de lire, non pas superficiellement comme on lit des gazettes illustrées chez son coiffeur, mais avec la volonté de tirer bénéfice, et si possible plaisir, de sa lecture.

Un de mes vieux amis, qui possède une très vaste culture, ne lisait jamais un livre sans en faire une fiche dans laquelle il résumait les idées force ou nouvelles. Mais surtout il y notait son opinion sur les arguments présentés et son avis sur l’intérêt de l’ouvrage.

Sans aller aussi loin dans le sérieux de la lecture, il est important après avoir tourné la dernière page de s’interroger sur ce qu’on va en garder. Quelques minutes de méditation seront d’un bénéfice au moins égal à plusieurs heures de lecture sans but.

C’est pour cela que je vous demande de prendre **le** temps et **du** temps pour lire. La lecture est un exercice qui nécessite pratique et régularité, comme on entraîne un muscle. Car c’est la concentration qui importe, si possible sans avoir à faire d’effort pour que cela devienne un plaisir. Ce n’est pas la quantité de livres mais bien l’assimilation de leur contenu qui est l’enjeu. La variété est aussi un facteur important. Alternez vos lectures en passant de l’actualité à des matières plus profondes suivant vos goûts, mais toujours avec sérieux.

Pour ceux qui auraient besoin de se dérouiller parce qu’ils n’ont pas pratiqué depuis plusieurs années, je recommande la discipline suivante: un quotidien par jour, un hebdomadaire par semaine et un mensuel par mois, plus évidemment les Cahiers du CESAT…. Rapidement vous ressentirez le besoin d’aller plus au fond des choses et arriverez à choisir des livres dans vos domaines d’intérêt. Ne soyez pas laxistes avec vous-mêmes et n’abandonnez pas à la première difficulté – texte trop long ou pas aussi intéressant qu’attendu. En revanche, vous n’êtes pas obligé d’avaler d’un trait un ouvrage difficile. Là aussi, prenez le temps.

Sur ces fortes paroles, permettez moi de vous souhaiter de bonnes vacances et d’excellentes lectures, dont vous nous parlerez peut-être à la rentrée dans la rubrique «libres opinions» des Cahiers du CESAT.

## Un penseur militaire



**Sir Basil Henry LIDDELL HART**



**(1895-1970)**

*Par Monsieur Martin MOTTE,*

*Maître de conférences de l’Université de Paris IV Sorbonne,*

*détaché aux Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan*

**L**e 24 juin 1916, un déluge d’acier s’abattit sur les positions allemandes de la Somme. Il se poursuivit pendant une semaine, au terme de laquelle un million et demi d’obus étaient censés avoir déblayé le terrain devant l’infanterie britannique. Celle-ci passa à l’attaque au matin du 1er juillet. Le soir venu, elle avait perdu 60.000 hommes dont 21.000 tués, la plupart dès la première heure de l’assaut. La bataille s’acheva cinq mois plus tard: les Alliés y avaient eu 750.000 tués, blessés, disparus ou prisonniers pour un gain ne dépassant pas 15 kilomètres. Au nombre des victimes se trouvait un officier de 21 ans, engagé volontaire dès 1914 après des études d’histoire à Cambridge. Sévèrement gazé, il ne put jamais regagner le front. Il poursuivit le combat sur un autre terrain, celui de la pensée militaire, et contre un autre ennemi, cette «approche directe» qui avait si complètement échoué sur la Somme. À sa mort, Liddell Hart était considéré comme l’un des plus importants stratégistes du XXème siècle. De son œuvre pléthorique se détache un ouvrage d’abord intitulé «*The Decisive Wars of History»* (1929), puis «*The Strategy of Indirect Approach»* (1941) avant de devenir «*Strategy»* (1954)[[4]](#footnote-4). Ses trois premières parties passent en revue l’histoire militaire de l’Antiquité à 1945, la dernière (un dixième du volume) en tire les conclusions théoriques. C’est d’elles qu’il sera ici question[[5]](#footnote-5).

# Définitions liminaires

Liddell Hart s’en prend d’emblée à sa bête noire, Clausewitz, théoricien de l’approche directe dont il fait le père de la guerre totale. Aux yeux du Prussien, la stratégie est *«l’art d’utiliser les batailles comme moyen pour atteindre le but de la guerre»*. Définition *«simpliste»*, répond l’Anglais, car si l’ennemi jouit d’une supériorité évidente, il faut au contraire éviter la bataille et choisir *«une stratégie à but limité»*, une *«politique militaire conservatrice’»*. On peut par exemple *«attendre que le rapport de force soit modifié (…) par l’intervention d’alliés ou par le transfert de moyens prélevés sur d’autres théâtres d’opérations»*, s’en remettre à *«une action économique ou navale»* ou s’emparer de territoires qui serviront de *«monnaie d’échange lors des négociations»*. Pour amener *«l’épuisement des moyens adverses»*, des *«piqûres d’épingle»* sont plus efficaces que *«de grands coups aux résultats aléatoires»*: on lancera des raids-éclairs contre les sources d’approvisionnement de l’ennemi, on tentera d’anéantir des fractions isolées de ses forces, on le poussera à attaquer dans des conditions défavorables pour lui ou à étirer son dispositif au-delà du raisonnable; enfin, on s’efforcera d’user *«son énergie morale et psychique»*. Cette prise en compte de l’approche indirecte permet de redéfinir la stratégie comme l’*«art de distribuer et de mettre en œuvre les moyens militaires pour accomplir les fins de la politique»*.

Traditionnellement, l’on situe la stratégie entre la politique, qui définit les buts de guerre, et la tactique, ou domaine des combats. L’originalité de Liddell Hart consiste à la subdiviser en deux niveaux: la *«grande stratégie»* et la *«stratégie pure ou militaire»*. La première peut être définie comme la *«politique en cours d’exécution»*. Elle consiste à *«coordonner et diriger toutes les ressources»* financières, industrielles, commerciales, diplomatiques, morales et bien sûr militaires *«afin d’atteindre l’objet politique de la guerre»*. Elle ne se confond toutefois pas avec une gestion à court terme du potentiel national: *«La grande stratégie regarde au-delà de la guerre, vers la paix qui doit lui succéder (…). La future paix doit être solide et prospère»*. Ainsi définie, *«la grande stratégie demeure, pour sa plus grande part, terra incognita* *qui attend d’être explorée et comprise»*, car la majorité des guerres débouchent sur *«un déplorable état de paix, dont pâtissent les deux parties»*: lorsque le vainqueur est épuisé et le vaincu revanchard, les conditions d’un nouveau conflit sont en place. Tel fut le cas après la Grande Guerre. *A contrario*, l’idéal serait de remporter une victoire très nette, mais débouchant sur une paix acceptable pour le vaincu.

Liddell Hart souligne à cet égard l’importance d’une certaine éthique de la guerre: *«Une bonne cause est une épée aussi bien qu’une armure. Et l’attitude chevaleresque peut constituer l’une des armes les plus efficaces pour affaiblir la volonté de résistance adverse, aussi bien qu’un moyen pour accroître nos forces morales»*. Durant la Seconde Guerre mondiale, il s’est d’ailleurs montré extrêmement critique envers les raids terroristes de l’aviation alliée contre l’Allemagne, qui durcirent inutilement la volonté de résistance ennemie.

Ici encore on sent une critique indirecte de Clausewitz, dont l’insistance sur l’ascension aux extrêmes risque de faire perdre toute modération et par conséquent de compromettre un règlement politique équilibré du conflit. Liddell Hart se sent beaucoup plus proche de Sun Tsu, qu’il contribua plus que tout autre peut-être à faire redécouvrir dans le monde occidental. Il en reproduit d’ailleurs de nombreuses maximes en exergue de son livre, dont celle-ci: *«Quand vous cernez une armée, laissez-lui une issue libre. Ne serrez pas de trop près un ennemi désespéré»*. C’est là un conseil d’ordre tactique mais qui, par extrapolation, définit bien la philosophie de la *«grande stratégie».*

Ces définitions posées, Liddell Hart en vient à la *«stratégie pure ou militaire»*, c’est-à-dire à «*l’art du général»*.

# Fins et moyens dans la stratégie militaire

*«Le succès de la stratégie dépend d’abord et principalement d’une saine appréciation et d’une adéquation de la fin et des moyens»*. Ceux-ci doivent être proportionnés à celle-là et *vice-versa*. L’impératif ne s’applique pas seulement à la *«fin ultime»* du conflit, mais aussi aux *«fins intermédiaires»*, dans lesquelles *«un excès peut être aussi préjudiciable qu’une carence»*. Une trop grande dépense de force sur un objectif intermédiaire diminue en effet les chances d’atteindre l’objectif final.

*«Un ajustement exact* (des fins et des moyens) *établirait une parfaite* économie des forces *dans le sens le plus profond de ce terme militaire si souvent mal compris»*. Toutefois, *«même les plus grands dons militaires ne sauraient faire trouver un ajustement rigoureux»*, car on butera toujours sur le *«caractère aléatoire de la guerre»*. Ce dernier vient de ce que *«Nul ne peut évaluer exactement la puissance du génie ou de la stupidité de l’homme, ni son impuissance à vouloir (…). À la guerre, la principale inconnue demeure la volonté de l’homme»*. Par conséquent, bien que la guerre comporte une part de *«science»*, elle reste avant tout un *«art»* dans lequel les supputations du général en chef ne peuvent jamais se flatter d’atteindre à la certitude, mais seulement à *«l’approximation la plus satisfaisante de la vérité»*.

L’incertitude n’atteint pourtant pas au même titre tous les étages de l’art de la guerre. C’est en tactique qu’elle est maximale, car c’est là que l’homme est directement exposé au danger et là par conséquent que ses réactions seront les plus imprévisibles. En stratégie, *«le calcul est plus simple»*, comme le montre l’analyse de son but. Celui-ci ne saurait être le combat, qui ressortit à la tactique, mais la victoire. Or, la victoire est d’autant mieux assurée que le vainqueur ne sort pas trop affaibli de la guerre. La meilleure stratégie est donc celle qui s’efforce de *«réduire* (les) *combats aux proportions les plus faibles possibles (…). La perfection (…) serait de parvenir à une issue décisive sans livrer de combats sérieux»*, comme le fit Napoléon à Ulm et les Allemands dans les deux manœuvres de Sedan, celle de 1870 et celle de 1940. Mais pour cela, il faut paralyser l’ennemi. On y parvient par la combinaison du mouvement et de la surprise: *«Les deux éléments réagissent l’un sur l’autre. Le mouvement engendre la surprise et la surprise (…) aplanit le chemin au mouvement en gênant les contre-mesures de l’ennemi»*. Le mouvement étant affaire de distances-temps, il peut faire l’objet d’une appréciation assez exacte: voilà pourquoi la stratégie est moins aléatoire que la tactique.

Il apparaît donc que *«la dislocation est le but de la stratégie»*. Dans le meilleur des cas, elle débouche sur la reddition de l’ennemi sans bataille majeure; dans le pire, sur une bataille qu’il a perdue d’avance. Reste à en définir les modalités.

# L’approche indirecte

L’approche indirecte peut se déployer au niveau de la grande stratégie *via* la diplomatie, le blocus ou d’autres moyens. Mais en stratégie militaire, elle se confond avec la recherche de la dislocation. Celle-ci résulte d’un mouvement qui *«a) perturbe le dispositif ennemi (…) en l’obligeant à un brusque changement de front;* *b) divise les forces de l’ennemi;* *c) met en péril ses approvisionnements;* *d) menace (…) les itinéraires par lesquels il pourrait (…) opérer sa retraite»*. *«Un mouvement dirigé sur les arrières de l’ennemi tend à combiner ces effets»*, d’autant plus redoutables que les armées sont importantes et leur organisation complexe: de telles armées sont en effet très dépendantes de leurs lignes de communication, alors qu’une force plus restreinte et plus rudimentaire peut vivre sur le pays. La manœuvre sur les arrières est donc particulièrement efficace à l’ère industrielle.

Au plan physique, cette manœuvre oblige l’ennemi à retourner en toute hâte son dispositif; il risque alors de perdre l’équilibre, comme un homme tentant de parer un coup porté par derrière. Mais il y a également perte d’équilibre *«dans le domaine psychologique»*, où *«la dislocation résulte de l’impression produite sur l’esprit du chef (…) d’être pris au piège»*. L’approche directe ne présente pas ces avantages, bien au contraire: *«marcher droit sur un adversaire consolide son équilibre physique et psychologique»*, car *«(*elle le*) refoule (…) sur ses arrières, ses réserves, ses approvisionnements et ses renforts»*, c’est-à-dire accroît sa puissance. Au mieux, elle parvient à le *«fatiguer»*, mais à un coût prohibitif pour l’attaquant.

*«Un mouvement tournant le front ennemi et dirigé contre ses arrières (…) adopte la* ***ligne de moindre résistance***. *Son équivalent, dans le domaine psychologique, est l’action que l’on attend le moins, ou* ***ligne de moindre attente****. Ce sont comme les deux faces d’une même pièce de monnaie (…). Seule, la combinaison de ces deux aspects produit la véritable stratégie d’approche indirecte calculée pour rompre l’équilibre de l’adversaire»*. Une approche indirecte quant à sa direction géographique mais ne bénéficiant pas de l’effet de surprise ne saurait être une véritable approche indirecte, car l’ennemi la contrera en modifiant à temps son dispositif, *«de sorte que l’attaquant se trouvera bientôt effectuer une approche directe du nouveau front»*.

Aussi *«le mouvement visant* (la*) dislocation»* doit-il ordinairement être *«précédé par un ou plusieurs mouvements»* de *«distraction»*. La *«distraction»* vise à *priver l’ennemi de sa liberté d’action».* Physiquement, elle doit amener *«une dispersion de ses moyens»*, mais là encore l’élément psychologique est présent puisque *«c’est la* ***distraction*** *de l’esprit du chef* (adverse) *qui amènera la distraction de ses moyens»*.

Mais *«doit-on porter le coup sur les arrières immédiats de l’armée adverse, ou bien plus loin derrière?»* Liddell Hart s’est posé la question dès l’apparition des unités mécanisées, dont la *«souplesse»* et l’*«aptitude à manœuvrer en tous terrains»* font l’outil par excellence de ce genre d’offensive. Comment toutefois théoriser l’emploi d’une arme nouvelle, puisque par définition il n’y a pas de précédents? La réponse implicite de Liddell Hart consiste en une distinction entre principes et procédés. Une arme peut être nouvelle en tant que procédé, mais le procédé n’est jamais qu’un moyen d’appliquer un ou plusieurs principes intemporels de l’art de la guerre, en l’occurrence la surprise et le mouvement. C’étaient les apanages traditionnels de la cavalerie, qui peut donc aider à anticiper le rôle des unités mécanisées. Liddell Hart s’est particulièrement intéressé à son action depuis l’apparition du chemin de fer. Celui-ci a permis de projeter et de ravitailler des effectifs considérables, mais il a asservi les armées à des lignes de communication statiques, en quoi il a augmenté leur vulnérabilité aux manœuvres sur les arrières. La guerre de Sécession et la guerre russo-japonaise, notamment, ont montré l’efficacité des raids de cavalerie contre les voies ferrées.

La leçon qui s’en dégage est la suivante: *«En général, plus près de l’armée se produit la rupture des communications, plus l’effet est* ***immédiat****; et plus elle est proche de la base, plus l’effet est* ***important****. Dans chaque cas, les effets se font sentir plus rapidement et plus profondément sur une armée en mouvement et en train d’exécuter une opération que sur une armée en stationnement (…). Si un coup porté au plus près de l’armée ennemie sur ses arrières peut affecter plus profondément les esprits (…) des combattants, un coup porté loin derrière elle tend à produire plus d’effet sur l’esprit du chef adverse»*. Parvenu à cette conclusion dès l’entre-deux guerres, Liddell Hart note avec satisfaction que les opérations de 1940 l’ont pleinement confirmée: en fonçant sur Amiens et Abbeville, loin derrière des forces franco-britanniques surprises en plein mouvement, Guderian a beaucoup contribué à leur dislocation. Cet exemple montre d’ailleurs que la manœuvre sur les arrières peut résulter non d’un mouvement tournant le flanc de l’adversaire, mais de *«l’exploitation rapide d’une brèche dans son front»*. Physiquement, une telle action commence par une approche directe, mais elle reste psychologiquement indirecte si, comme les Allemands en 1940, on a réussi à fixer l’attention de l’adversaire sur un autre secteur.

# Dispersion et concentration

Parce que l’approche indirecte suppose un élément qui fixe et un autre qui exploite, elle pose la question de l’économie des forces. Une telle distinction ne joue pas dans l’approche directe: aussi Foch définit-il l’économie des forces comme *«l’art d’appliquer* ***toutes*** *les ressources en un lieu et à un moment donnés»*, nommément contre la force principale de l’adversaire afin de l’anéantir. Pour Liddell Hart, c’est cette *«doctrine simpliste»* qui a causé les désastres de la Grande Guerre. Il préconise au contraire de *«réaliser la plus forte concentration* ***possible*** *en un endroit, tandis que le minimum de moyens* ***nécessaires*** *serait consenti en d’autres points pour faciliter la réussite de cette concentration principale (…). Dans la pratique, le* ***minimum nécessaire*** *peut constituer une plus importante fraction du total que le* ***maximum possible****. Il serait même plus vrai de dire que, plus importants sont les moyens utilisés effectivement pour* ***distraire*** *l’ennemi, plus grandes sont les chances que la concentration atteigne son but. Sinon, cette dernière peut s’attaquer à un objectif trop ferme pour être brisé»*. C’est particulièrement le cas à l’ère industrielle, car l’augmentation spectaculaire de la puissance de feu renforce le défenseur si celui-ci, s’attendant à une attaque, a eu le temps d’aménager le terrain.

La question renvoie à un point central de la philosophie de la guerre: *«Une dualité se manifeste dans chaque problème et dans chaque principe de guerre (…). Ceci est la conséquence inévitable du fait que la guerre, affaire jouée entre deux partis, impose que l’on se garde en même temps que l’on frappe (…). D’où la nécessité de trouver des compromis correctement calculés afin de réconcilier ces contraires»*. En l’occurrence, *«La concentration efficace ne peut être obtenue que lorsque les forces adverses sont dispersées; et, habituellement, afin de trouver une telle dispersion devant soi, on doit répartir très largement ses propres forces. Ainsi, par un apparent paradoxe, la véritable concentration est le fruit de la dispersion»*.

Mais par quel compromis surmonter ce paradoxe? En choisissant une *«ligne d’opération»* permettant d’atteindre non seulement l’objectif principal, mais aussi des *«objectifs* ***alternatifs****»*, car en ce cas l’ennemi reste dans l’incertitude quant au point visé. Ce fut entre autres la stratégie des Soviétiques en 1944-1945, que Liddell Hart évoque dans la partie historique de son livre. Leurs axes de progression visaient souvent deux villes importantes, autour desquelles les forces allemandes du secteur avaient alors tendance à se fixer. Les Soviétiques en profitaient pour resserrer le gros de leurs troupes entre les deux villes, après quoi ils fonçaient vers les arrières ennemis afin d’obtenir un effet de dislocation. Mais les objectifs alternatifs ont été théorisés bien avant la Seconde Guerre mondiale: Liddell Hart cite Bourcet (1700-1780), selon lequel *«Tout plan de campagne doit avoir plusieurs branches, et doit avoir été si bien médité que l’une ou l’autre de ces dites branches ne peut manquer de conduire au succès»*, Napoléon, qui disait chercher toujours à *«faire son thème de deux façons»*, et Sherman, qui insistait sur la nécessité de *«placer l’ennemi sur les cornes d’un dilemme»*.

Historiquement, la *«méthode de progression»* a évolué. L’Ancien Régime ne connut guère que l’approche concentrée, en stratégie comme en tactique. Puis Napoléon, exploitant les idées de Bourcet et le système divisionnaire, fit du *«mouvement stratégique* ***articulé****»* la clé de ses succès; toutefois il maintint la concentration tactique. À la fin du XIXème siècle au contraire, on dut se disperser au plan tactique pour contrer la puissance de feu inédite des armes à tir rapide, mais on en revint à la concentration stratégique, *«évolution due en partie à l’influence du chemin de fer (…) et en partie à l’incompréhension de la méthode napoléonienne»*. Cet état des choses dura jusqu’à la Grande Guerre. Par la suite, l’apparition de nouvelles technologies favorisa *«un retour à la marche stratégique en ordre articulé»* et même *«dispersé»*: d’une part les grandes concentrations de troupes devenaient très vulnérables aux frappes aériennes, de l’autre la dispersion permettait de *«tirer le maximum de la mobilité mécanisée»*; enfin, *«Les progrès de la radio sont intervenus au bon moment pour (…) concilier dispersion et commandement des unités»*. L’avènement de l’arme nucléaire n’a fait qu’amplifier la tendance. Au total, l’art opératif s’est profondément transformé: *«Avec les données récentes de la guerre,* ***l’effet cumulatif*** *des succès partiels, ou même de simples menaces prononcées sur un certain nombre de points, peut être plus important que le succès complet obtenu en un seul point. L’efficacité des armées dépend du développement de ces nouvelles méthodes (…) visant à couvrir et à contrôler des zones plutôt qu’à s’emparer de lignes, à paralyser l’action de l’ennemi (objectif pratique) plutôt qu’à écraser ses forces (objectif théorique). La fluidité des moyens peut réussir là où leur concentration entraîne simplement une dangereuse rigidité»*.

# Conclusion

Comme son ami Lawrence[[6]](#footnote-6), Liddell Hart est un auteur à manier avec précautions sous peine de méprise sur la véritable nature de la guerre. En particulier, le sort qu’il fait à Clausewitz est très injuste[[7]](#footnote-7). Le Prussien est peut-être le parrain de la guerre totale, mais certainement pas son père: il s’est contenté de théoriser une ascension aux extrêmes antérieure à sa réflexion et dont son pays se serait bien passé d’être la victime. En écrivant que *«la dague du courtisan»* est impuissante face à un adversaire armé d’une *«lourde épée»*[[8]](#footnote-8), il a formulé une vérité d’évidence et en a conclu qu’il fallait jeter la dague pour l’épée[[9]](#footnote-9). La guerre, en effet, est fondamentalement dialectique: *«chacun des adversaires* (y) *fait la loi de l’autre»*[[10]](#footnote-10). Liddell Hart semble au contraire penser qu’on doit choisir l’approche indirecte sans tenir compte de l’action adverse, comme si la dague pouvait indéfiniment se jouer de l’épée.

Cette option n’est en réalité accessible qu’aux pays insulaires. Protégés de toute invasion tant qu’ils gardent le contrôle de la mer, ils peuvent refuser le choc et lui préférer la manœuvre. Liddell Hart reconnaît d’ailleurs que l’approche indirecte est *«consubstantielle à l’histoire de l’Empire britannique»*. Mais de ce fait, son œuvre est entachée d’ethnocentrisme. De surcroît, la Grande-Bretagne n’aurait pas figuré parmi les vainqueurs de 1945 si elle n’avait délégué à l’URSS le douteux privilège de supporter le gros de l’effort ennemi. Quant à l’emploi de l’approche indirecte par l’Armée rouge, il fut sans doute remarquable à l’échelle opérationnelle mais il ne suffit pas à expliquer sa victoire. À l’échelle stratégique, la guerre germano-soviétique fut entièrement commandée par une volonté d’anéantissement réciproque. À l’échelle tactique, les énormes effectifs des Soviétiques et leur mépris total de la vie humaine les poussèrent bien souvent à choisir l’approche la plus directe et la plus coûteuse qui soit. Encore une fois, on ne défait pas la lourde épée avec une petite dague.

La doctrine de Liddell Hart reflète en définitive le traumatisme qu’il a subi en 1916: son livre pourrait être sous-titré *«Plus jamais ça»*. Réaction certes légitime, mais aux conséquences parfois discutables. Pour autant, il ne mérite pas le dédain que lui vouent aujourd’hui nombre de stratégistes. Sa volonté d’adapter Sun Tsu ou les penseurs du XVIIIème siècle au contexte technologique du XXème représente un effort original pour dépasser les excès d’un clausewitzianisme mal compris, et son influence sur les maîtres de l’art opératif allemands, soviétiques et israéliens aussi bien que sur des théoriciens comme Beaufre ou Poirier interdit de le traiter comme quantité négligeable.

## Articles d’intérêt général



*.***Autopsie d’un cas concret historique:**

**Les combats d’Argonne, 1914-1915.**



**(extrait)**

*Par le Général (CR) Allain BERNÈDE,*

*Docteur en Histoire.*

**«*Seule et mal comprise*, (l'Histoire) *conduit***

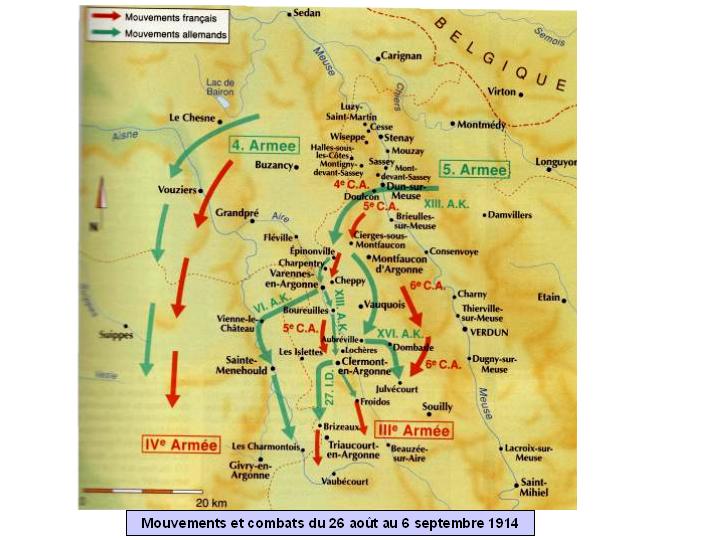
***à la sclérose sous le nom de tradition*»[[11]](#footnote-11).**

**Si l’homme de réflexion qui, chez l’officier, double l’homme d’action, devait se placer uniquement dans le sillage de la pensée positiviste du général Lewal, le fondateur de l’École supérieure de Guerre,-*l’emploi des forces au combat*- relèverait de «*lois*» qu’il conviendrait d’identifier, *de formaliser dans le cadre d’une pensée*, d’enseigner et, enfin, d’appliquer…Or dans la pratique, force est de constater que de nombreux paramètres, venant souvent «*parasiter*» la mise en œuvre des théories savamment élaborées, entraînent la mise à mal des manœuvres les plus habiles…**

L’enlisement de la IIIème armée française, de septembre 1914 à juillet 1915, face à la *5*ème*Armee* allemande, dans ce champ clos que constitue le massif forestier de l’Argonne, à la limite de la Champagne, des Ardennes et de la Lorraine, semble être un exemple d’emploi des forces en ***«mode dégradé»*** intéressant à observer………

Le 29 août 1914, alors que la pression ennemie se fait de plus en plus forte sur l’ensemble de la ligne de front, le général Joffre a autorisé, pour éviter une rupture irréversible, un repli général des armées françaises. Le général Sarrail , à la tête de la IIIème armée, va devoir livrer un combat rétrograde face à la *5*ème *Armee* commandée par le Kronprinz qui, pivotant autour de Verdun, s’engage maintenant dans le couloir, largement vallonné, d’une vingtaine de kilomètres entre Meuse et Argonne. La marge de manœuvre du nouveau commandant de la IIIème armée est particulièrement étroite: «*la III*ème *armée ne doit pas se laisser accrocher par l’ennemi et* (doit éviter) *tout engagement sérieux, de façon à se réserver pour le prochain retour offensif*»

Le 5 septembre, alors que la IIIème armée a réussi à ramener sa gauche au sud-ouest de l’Argonne, Joffre fait donner l’ordre, pour le lendemain, à la IVème armée «*d’arrêter son mouvement vers le sud et de tenir tête à l’ennemi en se liant à la III*ème *armée*» tandis que cette dernière doit «*attaquer le flanc des forces ennemies à l’ouest de l’Argonne».* Mais, dans la précipitation qui est la leur, ni les Français, ni les Allemands n’ont assuré la moindre coordination entre leurs armées de part et d’autre de l’Argonne.

À la fin de l’été 1914, le rôle dévolu au massif forestier de l’Argonne s’avère donc bien différent de celui joué en 1792 démontrant ainsi que, si l’importance de la géographie est constante, il n’y a toutefois point de déterminisme conduisant inéluctablement aux mêmes résultats…

C’est donc contraintes et forcées que, à la fin septembre 1914, les deux armées allemandes, surprises par le mordant des Français qu’elles croyaient en plein désarroi, vont, chacune pour leur propre compte, commencer à pénétrer dans ces sous-bois qui, «*avec ce coup d’œil propre aux latins pour les positions favorables,…* (avaient été) *aussitôt transformées en redoutables points d’appui…*»

Le 24 septembre 1914, la *4*ème *Armee allemande*, cherchant, à protéger son flanc gauche, se heurte à des retranchements français déjà solidement installés dans les sous-bois alors que les unités de la *5*ème *Armee*, victimes de nombreux traquenards sanglants, ne parviennent pas sur l’objectif qui leur avait été assigné: Le-Four-de-Paris. Le 28 septembre, devant le fiasco des dernières entreprises, le chef d’état-major de la *5*ème *Armee*, le Général von Knobelsdorf, confie au Général von Mudra, commandant le *XVI*ème *A.K.*, le soin de prendre le contrôle du massif forestier à la hauteur de la route de Varennes.

Pour les Allemands, les Français sont maintenant là: «*comme l’araignée dans son filet*, (…) *partout aux aguets…* (agissant) «*comme des frelons, ils tirent puis disparaissent dans la sombre épaisseur des taillis…*». Or, pour faire tomber la place de Verdun, il ne saurait être question pour les Allemands de tolérer que les Français, même en infériorité numérique, puissent mener là une guerre d’embuscade et de harcèlement entre leur *4*ème *Armee* à l’ouest de l’Argonne et la *5*ème *Armee* à l’est! Pour le Général von Mudra, il s’agit de trouver les moyens matériels, classiques ou nouveaux, pour venir à bout des Français incrustés dans la masse boisée.

Le Général von Mudra abandonne immédiatement les grandes attaques et confie la guerre, au jour le jour, aux commandants de secteurs avec pour instruction de «*ne pas engager des attaques d’envergure, inutiles et coûteuses en vies humaines*». Issu du corps des pionniers, il va, grâce à un travail acharné, et en s’appuyant sur les ressources de la place de Metz, transformer au fil des mois, l’Argonne en une puissante forteresse forestière capable de générer des attaques d’une âpreté sans pareille. Remarquable organisateur, Mudra dégage de cette façon du temps pour se consacrer à ce qu’il considère comme l’essentiel, c'est-à-dire l’aménagement systématique des voies de communications de l’*Argonnenbahn* et à la mise en place d’importantes infrastructures, d’artillerie, des positions de mitrailleuses, de *minenwerfer* et d’abris pour les troupes.

Dès le mois d’octobre, s’engage une bien étrange guerre. Côté français, Sarrail, qui cherche à protéger la voie ferrée conduisant à Verdun, s’efforce de chasser les Allemands des points hauts, alors que les Allemands de Mudra font porter leurs efforts sur la partie occidentale de l’Argonne, pour essayer de dépasser le Four-de-Paris et accéder ainsi à la voie ferrée.

Les tentatives désespérées de la 10ème D.I. française pour reprendre, à la baïonnette, la butte de Vauquois, comme les assauts allemands en direction du plateau de Bolante, donnent rapidement une idée de ce que sera désormais la guerre dans l’Argonne: *un sanglant rapport de force permanent*…À partir du mois de novembre, faute d’être véritablement en mesure de contrôler le massif forestier, Français et Allemands s’attachent à empêcher toute circulation par des fusillades balayant, de façon quasi continuelle, les sous-bois encombrés de broussailles presque impénétrables… Les deux adversaires sont finalement réduits à de longs travaux d’approche en poussant en direction de l’ennemi des boyaux, des sapes et en faisant sauter des mines pour contrer les travaux de ceux d’en face… En Argonne, l*a guerre pour la terre est devenue une guerre sous la terre…*

Le 29 janvier 1915, à 6 heures 30, alors que le temps a viré au froid vif et sec depuis une semaine, les Allemands attaquent par surprise, après une brève préparation d’artillerie, sur le flanc occidental de l’Argonne. Malgré plusieurs contre-attaques, le terrain concédé ne peut être repris! Pour les survivants le Bois de la Gruerie sera rebaptisé «*Bois de la Tuerie*»!

Le 10 février, les Allemands, dotés d’un puissant matériel, repartent à l’attaque.

Le Général Humbert considère que, bien au-delà d’une situation topographique défavorable pour son 32ème C.A., «l*es gens d’en face* (…) *faisaient preuve d’une valeur remarquable, mais surtout* (que ses hommes pâtissaient) *d’une infériorité manifeste en artillerie et armement*».

Fin mars, la IIIème armée, à défaut d’avoir réussi à mettre la voie ferrée à l’abri des coups, a malgré tout contribué à fixer en Argonne d’importantes forces ennemies qui lui ont manqué, face à la IVème armée, en Champagne. Le coût humain est toutefois si élevé, plus de 27.000 hommes hors de combat, qu’il pose inévitablement, à terme, le problème de l’usure physique et morale de cette armée…..

Le 20 juin, le commandement allemand, ne parvenant pas à ses fins, change de tactique. Cette nuit-là, vers 2 heures du matin, le bombardement initié depuis une quinzaine de jours s’accentue brutalement puis, à partir de 7 heures 30, l’ennemi procède à un report de tir sur la deuxième ligne française. Ses escadrilles se mettent à régler sur le front de la Gruerie, de part et d’autre de la route conduisant à la gare des Islettes, des tirs d’artillerie d’un genre nouveau, avec une forte proportion d’*obus à gaz* Une demi-heure plus tard, c’est le tour des *minenwerfer*, puis celui de l’artillerie lourde et, enfin, deux divisions dotées d’un important matériel montent à l’assaut!

Le 26 juin, forts de leur première démonstration, les Allemands se ruent à l’assaut et, élargissant le front d’attaque, réussissent en quatre jours, malgré l’extrême pugnacité de la défense française, à s’enfoncer jusqu’à sept kilomètres des Islettes….

Le 30 juin, toujours selon la méthode initiée par Mudra en janvier, l’ennemi réitère une nouvelle attaque: intense préparation d’artillerie destinée à écraser les premières et deuxièmes lignes alors que certains points, carrefours, fonds de ravins, postes de commandement, positions de batteries, etc. font l’objet de frappes spécifiques à l’aide d’obus asphyxiants, explosions de mines, puis, quand les lance-bombes ont fini de démolir les ouvrages, assaut visant à la conquête de la seule première position mené sur un large front par les forces du secteur. En face, faute de munitions, l’artillerie française n’est pas en mesure d’apporter un appui efficace à son infanterie.

Toujours aussi pugnace, le 2 juillet, l’ennemi repart en avant dans les mêmes conditions que l’avant-veille. Cette fois encore le 32ème C.A. résiste mais le Général Duchêne doit engager jusqu’à la dernière de ses compagnies. La plupart des officiers et sous-officiers ont été tués! En quatre jours ce corps d’armée a perdu plus de 8.000 hommes dont près de deux cents officiers. En face, les pertes allemandes sont estimées au tiers! En un mois, du 20 juin au 20 juillet, la IIIème armée a eu de l’ordre de 32.000 hommes mis hors de combat dont 45% de tués ou disparus. Une enquête de commandement, confiée au Général Dubail conclut à l’insuffisance des mesures défensives.

Au lendemain de la Grande Guerre le Maréchal Foch, qui s’était montré en sa qualité de professeur puis de directeur de l’École supérieure de Guerre, «*favorable à l’offensive*», admet dans ses Mémoires: «*Si l’idée d’offensive par-dessus tout, de la marche résolue en avant, suffit à la rigueur de catéchisme au soldat, elle ne peut suffire au chef chargé de mener la troupe*».

Si effectivement, ce qui est enseigné ou publié, c’est à dire l’étude du passé examinée à la lueur de la culture de l’auteur, relève de la responsabilité de ce dernier; il ne saurait toutefois être question de dédouaner entièrement celui qui agit des siennes. Le lecteur devra donc, à notre humble avis, non pas transposer les faits qui sont du domaine du passé, et donc définitivement révolus, mais étudier à son tour, avec toujours un œil extraordinairement vigilant, le cadre de son action qui varie considérablement en fonction de l’angle sous lequel il est apprécié: de la **tactique** la plus élémentaire jusqu’à la **stratégie** la plus subtilement élaborée.

Que l’officier, en situation de responsabilité, fasse donc un très sérieux examen critique de sa culture et de son expérience, et soit attentif à la façon dont il passera à l’acte en fonction de l’objectif de sa mission et de son environnement. Si *«ni la combativité des hommes, ni l’importance du renseignement»* n’auront point échappé au lecteur attentif celui-ci aura bien noté par ailleurs que *«c’est à prix d’hommes que se payent les carences en moyens»*

**Ainsi, si l’Histoire devait seulement «*apprendre à raisonner*»**

**ce serait déjà un grand progrès!**

Les cartes illustrant cet article avaient été redessinée par J-F. KRAUSE d’après le «Guide Michelin», édition 1919.

# La nuit de Thaï Binh

**(3 décembre 1953)**



*Par le Lieutenant colonel Claude FRANC,*

*chargé de mission au CDEF/DEO.*

*Chercheur associé au Service historique de la défense.*

**D**ès sa prise de commandement effective en Indochine, le 16 mai 1953, le général Navarre s’est lancé dans une vaste tournée d’inspection de ses territoires et de ses unités; le rapport de cette inspection, soumis à l’approbation des instances gouvernementales, est passé à la postérité sous l’appellation de «Plan Navarre»[[12]](#footnote-12). Fondé sur une attitude expectative visant à contenir le corps de bataille vietminh durant la campagne 1953-1954, correspondant à la saison sèche, ce plan visait au Tonkin, à protéger le Delta et à le mettre à l’abri d’une aggravation de son «pourrissement» en s’opposant à toute action en force de la part du Vietminh. Ce n’est qu’au cours de la campagne suivante, 1954-1955 que le commandant en chef envisageait de prendre l’offensive visant la destruction du corps de bataille ennemi.

**\***

**\* \***

Pour être en mesure de s’opposer à une intrusion en force vietminh dans le Delta, le commandement français devait, localement, réaliser un rapport de forces sinon favorable, au moins équilibré. Or, depuis 1950, le «pion de manœuvre» était demeuré inchangé; il s’agissait du groupe mobile[[13]](#footnote-13), soit un ensemble regroupant un état-major et une compagnie légère de transmissions, trois bataillons d’infanterie, un groupe d’artillerie et une compagnie de mortiers[[14]](#footnote-14). La menace constituée par le corps de bataille vietminh se mesurait en 1953 à l’échelle de l’engagement d’une ou plusieurs divisions. Il s’avérait donc impératif pour le général Navarre de réarticuler son propre corps de bataille en constituant, à partir de la ressource du corps expéditionnaire, un ou plusieurs de ces échelons de combat. C’est ce à quoi s’attela l’état major de Saigon. Dès l’automne 1953, deux «échelons divisionnaires» étaient d’ores et déjà opérationnels au Tonkin[[15]](#footnote-15): ils regroupaient quatre groupes mobiles actionnés par un fort échelon de commandement constitué autour d’un état-major[[16]](#footnote-16), un commandement d’artillerie divisionnaire, une compagnie de quartier général et une compagnie lourde de transmissions. Les deux premiers commandants désignés de ces «échelons divisionnaires» furent les colonels de Castries et Vanuxem[[17]](#footnote-17).

Fin août, début septembre 1953, le dispositif ennemi, jusqu’alors largement réparti entre le pays Thaï, la Moyenne et la Haute Région a peu à peu été resserré par Giap autour du Delta en deux masses principales: l’une exerçant sa pression depuis la face nord et l’autre depuis la face sud-est. Dans le Delta lui-même, l’ennemi infiltrait plusieurs régiments réguliers de part et d’autre du fleuve Rouge à l’est d’Hanoï. Il ne faisait pas de doute pour le 2ème bureau de Cogny, commandant les forces terrestres du Nord Vietnam que l’intention de Giap visait à isoler Hanoï d’Haiphong, ce qui constituait un danger mortel pour le maintien des communications du corps expéditionnaire au Tonkin. Pour parer cette offensive, l’intention de Cogny visait à détruire les bases[[18]](#footnote-18) de cette masse de manœuvre ennemie dans le cadre d’une opération préventive. Ce fut la genèse de l’opération «Mouette» qui allait mettre en œuvre les deux échelons divisionnaires (huit G.M), deux groupements blindés, deux groupements amphibies et d’importants moyens des Réserves générales. L’appui aérien était fourni à partir de moyens déployés sur les bases de Gia Lam et Bach Maï, à un quart d’heure de vol de leur zone d’intervention.

Déclenchée le 15 octobre le jour même où – le commandement français en était assuré – l’offensive viet devait déboucher, l’opération française surprit totalement le commandement vietminh dont les réactions furent décousues. Le général Gilles commandant l’affaire[[19]](#footnote-19) manœuvrera avec méthode et précision: débouchant de la trouée de Cho Ganh et contrôlant rapidement la RP 59 à hauteur de Laï Cac à 25 km, il lance dans les semaines suivantes les divisions Castries et Vanuxem en plusieurs raids dans la jungle pour y détruire les dépôts viets. Voulant éviter la surprise et les embuscades dans ce terrain favorable à ce mode d’action ennemi, il veille scrupuleusement à ne jamais engager ses formations d’infanterie ou blindées au-delà de la portée efficace de ses feux d’artillerie et d’aviation qui, remarquablement coordonnés, matraquent systématiquement les positions ennemies au fur et à mesure qu’elles se dévoilent. Le succès couronna cette méthode: la seule division 320 vietminh perdit 1081 tués, 182 prisonniers et près de 3.000 blessés.

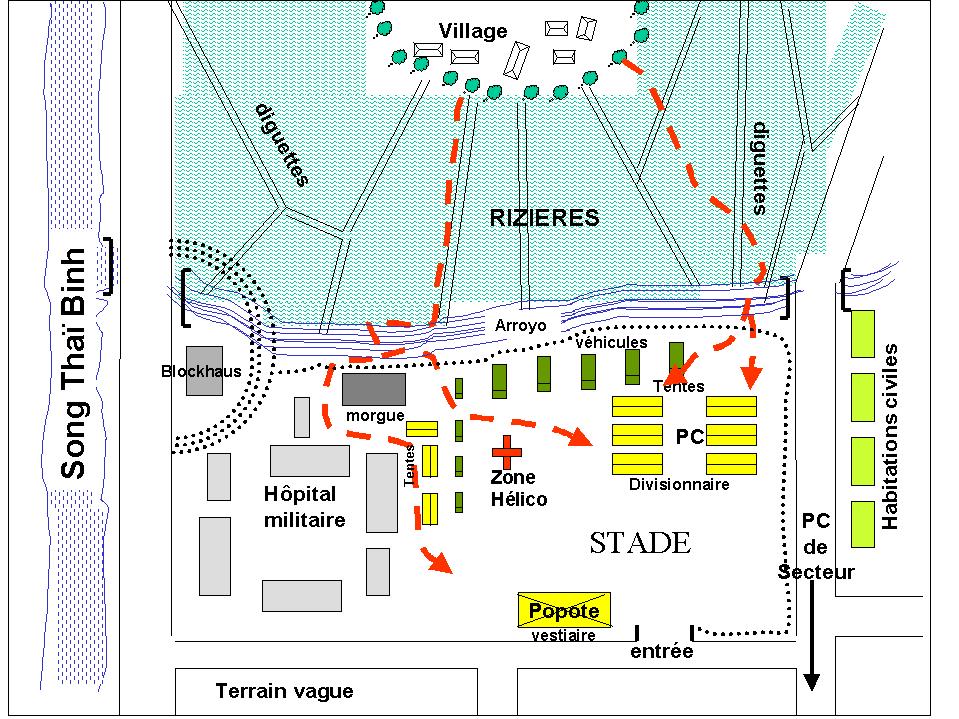
Le but que se proposait le général Navarre était atteint: les divisions 320 et 304 ne purent effectuer d’infiltration profonde dans le Delta et, qui plus est, étaient quasiment hors de combat pour deux mois. Les 6 et 7 novembre, l’opération «Mouette» était suspendue, les unités quittèrent la zone et se replièrent. Le général Gilles rejoignit rapidement Hanoï pour prendre le commandement du groupement aéroporté chargé de l’opération «Castor»[[20]](#footnote-20). Les unités furent, pour certaines réarticulées, et, les états majors divisionnaires, placés au repos au terme de quelques opérations de détails aux franges du Delta.

**\***

**\* \***

C’est alors que, faute de protection efficace, ou même en l’absence de toute protection, le PC de la division de Castries subit ce qu’en langage militaire, on dénomme pudiquement un «pépin». Placé au repos dans la région de Thaï Binh, à proximité de Nam Dinh, privé de son chef et de son entourage immédiat, partis relever Gilles au commandement de Dien Bien Phu le 1er décembre, il était provisoirement placé sous le commandement de son adjoint feux, le Colonel Piroth[[21]](#footnote-21). Installés dans les infrastructures de la ville, mêlant bazars, restaurants, bistrots, épiceries et hôtels louches, les différents services de l’état-major et des unités de soutien[[22]](#footnote-22) et de quartier général y connaissaient le repos du guerrier des fins d’opérations et les délices de Capoue.

Totalement imbriqués avec la population, celle-ci faisait quand même l’objet de surveillance de la part des officiers du 2ème bureau, puisque, le 3 décembre, quelques «pêcheurs locaux» au comportement peu en rapport avec ce genre d’activité avaient été arrêtés et discrètement placés à l’ombre. Observateurs ou espions ennemis? Mais, tant que les autochtones vaquaient à leurs occupations supposées habituelles, ils n’étaient nullement inquiétés!

Le 3 vers minuit, les popotes vidées des derniers joueurs de bridge ou de poker, l’attaque se déclenche sans appui d’armes lourdes: franchissant l’arroyo qui se jette dans le Song Thaï Binh (voir croquis), neutralisant les quelques rares sentinelles statiques, un commando vietminh s’infiltre dans le dispositif, incendie les véhicules, s’approche des tentes où dorment les cadres et les personnels et les prennent sous un feu nourri d’armes automatiques. La surprise est totale. Le colonel Piroth ne peut que sauter de son camion en flammes et se trouve dans l’impossibilité de coordonner efficacement aucune parade. Les Viets s’emparent de personnels s’extrayant des tentes mitraillées, les entravent et les emmènent. Les personnels indemnes tentent de fuir individuellement de la zone battue par les feux viets.

Depuis la tour de guet de ce qui fut un poste, un fusil mitrailleur prend en enfilade l’arroyo, tentant ainsi d’entraver le repli du commando viet minh qui cherchait à rejoindre son élément de recueil, installé sur les diguettes aux lisières sud du village. En une demi-heure, au terme d’un désordre absolu, les regroupements s’effectuent et les mesures d’urgence sont prises. Le secteur envoie immédiatement deux compagnies soutenues par quelques blindés pour contrôler le village dont le chef a évidemment subitement disparu. Le médecin[[23]](#footnote-23) met en place les premiers triages et commence ses interventions. Le bilan est lourd: vingt tués, quinze par balles, cinq par arme blanche, cinquante blessés et quinze prisonniers.

Le PC s’est laissé totalement surprendre. Pourtant, il était constitué de personnels aguerris et au caractère trempé qui, en outre, venaient d’effectuer toute une série d’opérations fructueuses et même victorieuses. Ce qui montre bien, qu’aucune troupe, quelle que soit sa valeur ne se trouve à l’abri de ce genre de «pépin».

Un simple précaution, par minage relevable des points de passage de l’arroyo, tous connus, aurait permis sinon d’éviter cet incident, du moins de bénéficier de délais d’alerte. Quant au contrôle de la population, sauf à le systématiser comme cela sera effectué plus tard lors du conflit algérien, il s’avère toujours aléatoire.

Par ailleurs, il est significatif de constater que, parfaitement renseigné, le commando viet ne s’en est pas pris à la tour du guet, une simple construction de circonstance réalisée en bambou, mais protégée à sa base par un réseau de barbelés miné. Ainsi, un simple aspect physique de protection a suffi à dissuader l’assaillant de s’y attaquer.

Enfin, le déploiement des services de l’état-major au milieu de la population était un choix discutable, car il constituait une vulnérabilité majeure: au vu et au su de la population locale, n’importe qui pouvait, en toute impunité, transmettre au commandement local viet minh des renseignements d’objectifs de première main.

Le Vietminh local avait parfaitement raisonné son affaire: en s’attaquant à un PC, par essence disposant de peu de moyens de combat, qui plus est au repos au terme de toute une série d’opérations, il savait parfaitement qu’il s’attaquait à une cible de choix qui constituait un maillon faible du dispositif français. Ce sont toujours ces maillons faibles, PC, déploiements logistiques, installations de télécommunication qui doivent faire l’objet du maximum d’effort de protection.

Enfin, *last but not least*, même au terme d’opérations réussies, l’attention du commandement ne doit pas se relâcher et si les organismes humains, tant physiques que psychiques ont besoin de phases de décompression, celles-ci ne doivent pas être assimilées à un relâchement généralisé de toute mesure de précaution.

***Note de la Rédaction***:

Pour des raisons de lisibilité, le croquis illustrant ce récit a du être redessiné à «souris levée». Les lecteurs voudront bien pardonner certains détails très légèrement approximatifs sans doute.

**«L’impertinente pertinence»**

**de Clausewitz**



*Par le Général de division Vincent DESPORTES[[24]](#footnote-24)*

*Commandant le Centre de doctrine d’emploi des forces.*

**E**n quelques pages, il n’est guère possible de traiter ce sujet ni de manière exhaustive, ni de manière «scientifique».Articulant mon propos[[25]](#footnote-25) autour de quelques idées clausewitziennes qui me paraissent fondamentales, je voudrais seulement montrer tout l’intérêt – voire la nécessité – qu’il y a aujourd’hui, pour le chef opérationnel, de se doter des outils intellectuels offerts par ce très grand classique pour être capable de donner toute son utilité à la force militaire.

**\***

**\* \***

**La première idée**, si fondamentale tant pour le responsable politique que pour le chef militaire, est ***la nécessité de bien comprendre la nature de la guerre que l’on fait.*** Sur ce point, Clausewitz est clair. Je le cite:

«Le premier, le plus important, le plus décisif acte de jugement d’un homme d’État ou d’un commandant en chef est l’appréciation du genre de guerre qu’il entreprend, afin de ne pas la prendre pour ce qu’elle n’est pas et de ne pas vouloir en faire ce que la nature des circonstances lui interdit d’être».

Cet impératif et cette formulation sont plus que jamais d’actualité. Les échecs de la force militaire sont dus, le plus souvent, à cette faute dans l’appréciation initiale. Je ne citerai que deux exemples. Celui de la guerre du Vietnam d’abord, où les forces armées américaines, parties, organisées et entraînées pour une guerre contre un adversaire classique ont finalement perdu, malgré la disproportion étonnante des rapports de force en leur faveur, contre un adversaire de type révolutionnaire. Le cas afghan n’est pas différent dans son épisode soviétique et il n’est pas impossible, hélas, que nos difficultés d’aujourd’hui relèvent un peu du même problème puisqu’il nous est bien difficile de conduire une guerre classique contre un adversaire asymétrique. Le cas irakien vient confirmer la règle. Les armées américaines, parties en guerre contre un adversaire de type classique rencontrent aujourd’hui de grandes difficultés dans leur lutte contre leur adversaire irrégulier. La question est donc bien de comprendre la nature non pas tant de la guerre que l’on mènera initialement (pendant la phase d’initiative stratégique), mais plutôt de celle que l’on aura immanquablement à conduire dès lors que l’adversaire, refusant le verdict de la première bataille, se réfugiera dans un autre type de confrontation.

**Le deuxième enseignement**, classique s’il en est, c’est celui du rapport entre la guerre et la politique.Tout le monde croit l’avoir saisi, mais, bien souvent, la compréhension profonde de l’enseignement est biaisée. Clausewitz nous dit que ***«la guerre est simplement la poursuite de la politique par d’autres moyens»***. Mais il nous dit surtout que ***«la guerre est un véritable instrument politique».*** Pour lui, ***«aucune proposition majeure pour la guerre ne peut être construite dans l’ignorance des facteurs politiques».***

Ce qui est important ici, c’est le ***principe de continuité.*** La guerre est un «instant de la politique». Cette évidence est opposée à la vision américaine pour laquelle il y a, au contraire discontinuité, rupture; la guerre n’y est pas un «instant de la politique», mais un «échec de la politique». On fait de la politique et ensuite on fait la guerre et la politique n’interfère plus. Pour Weigley, le grand historien des armées américaines: «*l’action militaire est conçue comme une alternative à la négociation et non comme un processus de négociation*». Toute l’histoire américaine est marquée par cette perception particulière – et non clausewitzienne – du rôle de la guerre. Les exemples abondent et le XXIème siècle n’y échappe déjà pas. Je ne citerai que quelques exemples célèbres.

* Le Président Lincoln au général Grant: «*Les détails de vos plans, je ne veux ni les connaître, ni chercher à le connaître; je ne souhaite vous imposer aucune contrainte, aucun impératif*».
* Baker, Secrétaire à la guerre à propos du général Pershing: *«Je ne lui donnerai que deux ordres, l’un de partir, l’autre de revenir*».
* Marshall à Eisenhower sur la question de Berlin: «*Personnellement, je répugnerais à risquer la moindre vie américaine à des fins politiques*».

Ce ***principe non clausewitzien de rupture*** a des conséquences opérationnelles directes. Le chef opérationnel américain est, plus que d’autres, libre de toute contrainte, ce qui conduit naturellement les guerres américaines à tendre vers des conflits absolus. Il y a identification de l’objectif stratégique à l’objectif politique, alors même que Clausewitz insiste sur le fait que les deux doivent être totalement distincts. Je crois que l’on peut dire que les Américains lisent Clausewitz comme des «iliens» et non comme des continentaux. Cela explique d’ailleurs en partie pourquoi les américains ont tellement de mal à prévoir le «jour d’après»: tout simplement, pour eux, il n’y a pas de «jour d’après», puisque la guerre n’est pas partie d’un continuum mais aboutissement d’un processus.

**La troisième idée** importante est celle de «***la remarquable trinité***».

Le concept n’a pas pris une ride. Il structure, en quelque sorte, l'arène au sein de laquelle la dimension politique établit son jeu interactif de modelage du phénomène guerre. Elle s'établit entre les trois pôles de cette «*remarquable trinité*» clausewitzienne qui se constitue «*d'une force naturelle aveugle, faite de violence à l'état brut, de haine, d'animosité ; du jeu du hasard et des probabilités dans les limites duquel l'esprit créatif est libre de s'exercer ; et de l'élément qui la maîtrise, et, en tant qu'instrument de politique, l'assujettit à la seule raison*». Explicitant sa description, il précise :

*«Le premier de ces trois éléments concerne essentiellement le* ***peuple****; le deuxième le* ***chef militaire et son armée****; le troisième le* ***gouvernement****».*

Voilà établi l'espace tridimensionnel dans lequel le jeu des relations de pouvoir, le jeu politique, vont construire l'identité de la guerre dont la nature trouve son équilibre au cœur du champ magnétique engendré par ces trois aimants. Selon leurs caractéristiques propres, leur puissance attractive ou répulsive, ces trois pôles exercent une influence plus ou moins marquée, conférant à la guerre sa nature particulière et jouant un rôle déterminant sur son déroulement et son résultat. La complexité et l'évolutivité des relations internes animant cette trinité se traduisent par la difficulté d'expression et de réalisation de la stratégie.

*«Ces trois pôles ... profondément enracinés à leur objet [la guerre], entretiennent des relations réciproques variables. Une théorie qui ignorerait l'un d'entre eux ou chercherait à établir entre eux un rapport arbitraire serait tellement en désaccord avec la réalité qu'elle en deviendrait totalement inutile*».

L'élément que Clausewitz perçoit comme fondamentalement nouveau et bouleversant à ce point qu'il révolutionne l'art de la guerre, c'est le renforcement brutal de l'importance du troisième pôle, *le peuple*, par *«*l'effet fantastique de la Révolution française». Ce bouleversement transforme le contexte politique et engendre, en aval, une évolution sans précédent de l'art de la guerre. Les circonstances viendront ultérieurement modifier les relations structurelles de la trinité. Les conséquences sociales de la révolution industrielle, les transformations induites par les avancées technologiques sur l'art militaire, l'impact de l'évolution des communications sur les rapports entre gouvernants et gouvernés, tendront, entre autres, à modifier les équilibres et à influer sur la nature des conflits. Ainsi, la technicité croissante des actes de guerre rend toujours plus délicats la compréhension et le contrôle de l'activité militaire par les responsables politiques; pourtant, ce contrôle est rendu d'autant plus important que cette même technologie resserre toujours davantage les liens entre tactique, stratégie et pure politique... Le poids de la volonté populaire dans la réalisation des fins s'accroît, alors que, parallèlement, le développement des médias rend son contrôle de plus en plus aléatoire par les responsables politiques... Peu importent les évolutions conjoncturelles, fruits des tensions au sein de la «*remarquable trinité»*, les conflits continueront à se caractériser par leur «*équilibre entre ces trois pôles, comme un objet suspendu entre trois aimants».*

Trois exemples, à nouveau américains: l’échec vietnamien, mais aussi l’échec libanais de 1983 ou l’échec somalien de 1993, c’est d’abord l’effondrement du pôle «peuple».

**La quatrième idée** qui m’apparaît fondamentale, c’est celle de l’opposition entre la ***nature objective*** de la guerreet sa ***nature subjective,*** ou bien encore, selon l’expression clausewitzienne, la différence entre la ***grammaire*** de la guerre et la ***logique*** de la guerre***.*** Ce qui est sûr, c’est que la guerre – la guerre objective – ne change pas: elle est toujours d’abord un phénomène social et humain, celui de l’affrontement des volontés. Ses traits fondamentaux ne varient pas

La nature ***objective***, ce sont les éléments universels invariants quelle que soit la guerre. La guerre est la guerre, en tout temps, entre tous belligérants. Son climat est toujours composé des mêmes éléments si bien définis par Clausewitz: le danger, la fatigue, l’incertitude et le hasard. Il est trop facile de penser que les circonstances et la technique changent la guerre. C’est faux. La ***grammaire*** – ***le subjectif*** – change, pas la guerre; la technologie ne saurait changer ou transformer la guerre. Les nouveaux domaines de la guerre, eux non plus, ne changent pas la guerre. Nous ferons bientôt la guerre dans l’espace, mais ce ne sera pas «la guerre de l’espace», ce sera «la guerre des hommes dans l’espace». Ecoutons Clausewitz et ne confondons pas le «combat» et «la guerre», «*warfare*» et «*war*»! Les techniques changent le combat, elles ne changent pas la guerre.

**La cinquième idée**, c’est celle de ***la connaissance, de la compréhension de l’ennemi.*** Dès son séjour à la *Kriegsacademie*, Clausewitz comprit, très jeune, qu’il était impératif d’entreprendre l’étude des armées françaises et de leurs campagnes. Même au cours de ces dernières, il se consacrait à l’étude détaillée, au «retour d’expérience» comme nous dirions aujourd’hui. Pendant ses douze années où il fut directeur de l’école de guerre, il rédigea des études originales sur toutes les campagnes napoléoniennes et continua jusqu’à sa mort. C’est justement de ces études qu’est né «De la Guerre». N’en doutons pas plus que Clausewitz, la compréhension de l’adversaire est la condition de l’efficacité de l’action militaire.

À défaut de suivre l’exemple clausewitzien, en ce qui concerne notre adversaire, le faux sentiment de notre surpuissance nous fait aujourd’hui courir à l’inverse ***quatre risques majeurs***:

* Le ***premier*** est, tout simplement, de ***le considérer comme quantité négligeable dans l’analyse.***
* Le ***second*** est de ***le concevoir comme un autre nous-mêmes*** et donc de lui prêter nos modes de raisonnement, nos méthodes, nos règles…
* Le ***troisième*** est ***le mépris***, vite engendré par le constat qu’il ne dispose pas des mêmes éléments de puissance que nous, ce qui fait justement sa force. Le mépris, c’est le refus de l’intelligence de «l’Autre», le refus de comprendre qu’il est plutôt plus doué que nous pour l’innovation, c’est le déni de la volonté créatrice de «l’Autre». Le mépris, c’est aussi la globalisation simplificatrice d’entités adverses aux logiques et aux identités bien diverses; la confusion, le refus des spécificités, ne permet pas l’intelligence des crises. Le mépris, c’est encore la caricature qui empêche de bien comprendre et donc de bien combattre. Le mépris, c’est la meilleure recette pour l’échec!
* Le ***quatrième*** risque est celui de ***la virtualité*** engendrée par les besoins digitaux de la modélisation: les guerres de demain se conduiront dans le monde réel, non dans un monde idéal où les nations dicteraient les règles et les comportements, non sur des écrans qui procurent l’idée fausse qu’elles sont maîtrisables.

**La sixième idée** est celle del’opposition entre *«****l’affrontement des volontés****»*et le*«****tribunal de la force****»****.*** La guerre est toujours l’un et l’autre, mais l’un peut devenir dominant. Hier, du lancement révolutionnaire de la «guerre des peuples» jusqu’à la fin de la parenthèse bipolaire, ce qui comptait, c’était «***l’épreuve de force****»* dont le résultat conduisait à la soumission de la volonté. Le cas typique est la guerre froide. Aujourd’hui, c’est l’inverse: ce qui compte, c’est la soumission de la volonté de la population pour éviter l’épreuve de force. Clausewitz insiste de manière égale sur les deux facteurs, sans les hiérarchiser, indiquant qu’il faut bien examiner chaque cas, pour décider de la relation à établir entre eux.

Dans les conflits modernes, ce qui compte c’est «l’affrontement des volontés» puisque la force est contournée. La patience, la persistance et la présence sont indéniablement les clefs du succès des interventions; la guerre probable est d’abord un duel des volontés où la persévérance et la ténacité sont des vertus cardinales…

**La septième idée**, celle des «petites guerres», c’est que ***le faible peut vaincre le fort.*** Avec sûrement en tête l’exemple espagnol des guerres napoléoniennes, Clausewitz parvint vite à l’évidence qui nous obsède aujourd’hui, celle que le plus faible peut prévaloir sur le plus fort. Pour y parvenir, le faible doit «ronger» la volonté de guerre du plus fort. La «guerre des partisans», comme il l’appelle, participait à cette érosion de la volonté pourvu que le terrain s’y prête; il s’y prête, nous le savons, dans ces «zones contestables» où l’adversaire, suivant la loi éternelle du contournement, nous entraîne pour nous y affronter «à armes égales», en profitant de leur pouvoir égalisateur.

**La huitième idée**, fondamentale est que ***la guerre est un duel.*** Cette nature de confrontation dialectique est absolument fondamentale à percevoir et à intégrer dans nos modes de raisonnement, nos modes d’actions, nos technologies. La conduite de la guerre est un «*comportement de compétition*», «*un acte de force pour contraindre notre ennemi à suivre notre volonté*». De là provient directement cette loi fondamentale de la guerre qui est la loi du contournement. Tout succès à la guerre est un «succès par contournement»: par la surpuissance, par la technologie, par l’espace (on retrouve ici l’idée de *la guerre hors limites*), par l’intelligence. Je crains ici de devoir citer notre défaite de 1940 dont on reparlera dans des siècles comme l’on parle encore de Crécy et d’Azincourt!

Nous devons faire une nouvelle lecture de ce **duel.** Le retour d’expérience prouve que, schématiquement, dans les phases initiales de nos interventions, la population se répartit en trois parties inégales: 10% à 15% sont favorables à l’intervention, le même pourcentage constitue l’adversaire et les autres, soit environ les trois quarts, sont indifférents à tout sauf à leurs intérêts individuels, attendant l’évolution de la situation pour prendre parti. C’est bien cette population – celle que les anglo-saxons appellent les «*fence sitters*» – qui constitue, pour l’intervenant comme pour son adversaire, la véritable cible, celle qu’il faut impérativement faire basculer de son côté pour l’emporter. La manœuvre est là: contenir l’adversaire, le faire renoncer à ses projets ou le détruire si nécessaire, mais surtout mettre en œuvre tous les moyens – et la plupart ne sont pas militaires – pour amener cette masse des attentistes à percevoir leurs intérêts, individuels puis collectifs, dans la réussite de l’intervention.

On peut remarquer ici que la guerre est en quelque sorte ***sortie du modèle clausewitzien du duel*** pour ***adopter celui des luttes triangulaires***. Il s’agit finalement moins, pour chacun des partis, de se combattre l’un l’autre que de lutter pour gagner le soutien de la masse de la population. Cette ***nature triangulaire des guerres nouvelles*** explique pourquoi seules peuvent être efficaces des stratégies générales visant d’abord cette conquête du soutien et ne recherchant que comme un moyen pour une fin le silence des armes adverses.

Je voudrais encore citer cette **neuvième idée**, elle aussi fondamentale, de ***la vie propre de la guerre.*** C’est ce que Clausewitz appelle la «*volonté indépendante de la guerre*». L’escalade de la violence est la simple traduction de la nature même de la guerre qui est d’abord «*confrontation de deux forces vivantes*». La plus dangereuse de ces tendances, mais aussi la plus naturelle, est celle de «*la montée aux extrêmes, avec toute la chaîne des possibilités inconnues qui la suivent*». Pour Clausewitz, on le sait, «*il n’y a pas de limite logique à l’application de la force*». Cette force de la guerre la rend plus forte que la politique elle-même, puisque selon Clausewitz, «*les fins politiques initiales peuvent évoluer grandement au cours de la guerre, et même entièrement, puisqu’elles sont influencées par les événements et leurs probables circonstances*».

Ainsi, pour Clausewitz, à la guerre, ce sont les circonstances qui commandent encore plus que les hommes politiques. Peut-il être davantage d’actualité lorsqu’il nous dit que «*dès que la politique l'a mise en œuvre, la guerre, de par sa propre volonté, usurpe la place de la politique; elle met la politique hors-jeu et réglemente l'événement suivant les lois de sa propre nature*». Le poids des hommes, le poids des événements – leur engrenage, leur dynamique –, la force de la logique opérationnelle, le penchant naturel de l’homme d’action, ont hélas toujours raison des planifications froides. Le départ de la force ne dépend plus, en fait, ni du soldat, ni du politique; une fois "lâchée», la violence guerrière tend à suivre ses propres voies. Loin d'être un élément inanimé, elle possède une force vive aux conséquences inattendues et complexes, souvent bien différentes des fins pour lesquelles elle avait été mise en œuvre. Ainsi, la guerre et ses conséquences, quels qu'en soient les horizons, ne sont jamais ni prévisibles, ni maîtrisables, ni définitives.

La guerre demeurera la guerre, c'est-à-dire un instrument nécessaire mais dangereux, à manier avec précaution. Sa «*tendance naturelle*» ou sa «*stricte logique*», pour reprendre les expressions clausewitziennes, en font un outil capricieux, d'usage malaisé, aux résultats aléatoires: sa mise en œuvre ne peut représenter qu'un ultime recours pour l'action politique à laquelle, de loin, il faut préférer toutes les manœuvres de prévention. La vraie guerre n’est pas la «guerre objet» que l’on peut penser en dehors des circonstances, celle dont on dispose au service d’une finalité politique; la vraie guerre est une «guerre sujet», donc douée d’une «vie propre» et dont les propres objectifs vont finir par rétroagir sur les objectifs politiques initiaux, au cours du processus inévitable de transformation mutuelle du *Ziel* et du *Zweck*.

En guise de **dixième idée**, je voudrais rappeler la multitude des concepts opérationnels développés par Clausewitz et qui nous sont, aujourd’hui encore, directement utiles.

Par exemple, celui de «***point culminant».*** Puisque la guerre est une succession d'actes offensifs et d'actes défensifs, la transition des uns aux autres revêt une importance particulière. Le choix du changement d'attitude apparaît comme une décision critique: à cette transition correspond le «point culminant». Il se définit comme l'instant où l'offensive ne peut plus se poursuivre sans risques disproportionnés aux enjeux ou celui, à l'inverse, où l'environnement devient idéal à la reprise de l'offensive. Le point culminant, c'est donc aussi l'instant de la perte ou du gain de l'initiative. Au niveau stratégique, Clausewitz rappelle la prédominance de l'objectif politique: c'est lui qui peut aider à déterminer ce point culminant:

«*Le but n'est pas de parfaire sa position militaire du moment, mais d'améliorer ses perspectives dans la guerre et dans les négociations de paix;... on doit accepter le fait que chaque pas fait vers la destruction de l'ennemi affaiblit sa propre supériorité».*

Visionnaire, Clausewitz imagine ce «tournant*»*des conflits limités futurs:

«*Ce point culminant dans la victoire se présentera vraisemblablement dans tous les futurs conflits dans lesquels la destruction de l'ennemi ne peut constituer l'objectif militaire, ce qui sera probablement vrai de la plupart des guerres à venir».*

Il est certes plus facile de déterminer le point culminant une fois qu’on l’aura dépassé, mais savoir qu’il existe permet de construire sa manœuvre en sachant qu’on le rencontrera et surtout à construire son effet majeur en fonction de cette limite temporelle de l’efficacité.

Un autre concept opérationnel lumineux est celui de ***«centre de gravité».*** Écoutons-le:«*C’est un acte du jugement stratégique que de déterminer les centres de gravité».* Clausewitz, dans la puissance de son esprit de synthèse, établit un concept général apte à fonder analyses et campagnes. De même qu'il ramasse les incertitudes et les imprévus de la guerre sous une notion puissante – celle de *friction* – dont il emprunte le nom à la mécanique, il utilise un nouveau terme de physique pour concrétiser l'aboutissement de sa démarche intellectuelle: celui de *centre de gravité*. Il le définit ainsi :

«*Ce que le théoricien a à dire ici est ceci: il faut conserver à l'esprit les caractéristiques dominantes des deux belligérants. De ces caractéristiques se détache un certain centre de gravité, le pivot de toute la puissance et de tout le mouvement. C'est contre ce point que toutes nos énergies doivent être dirigées».*

Pour Clausewitz, la détermination de ce, ou ces, centres de gravité revêt la plus grande importance; elle fait partie du processus de planification et doit précéder l'action de guerre:

«*La première des tâches lors de la planification de la guerre est d'identifier les centres de gravité et, si possible, de les ramener à un seul».*

L'art du stratège consiste à définir par l'analyse la source de la puissance ennemie puis à concentrer ses efforts contre elle:

«*Le premier principe est que l'ultime substance de la force ennemie doit être ramenée au nombre le plus réduit de sources, et si possible à une seule;... l'attaque de cette source doit être condensée... avec la plus extrême concentration».*

Dès lors que la manœuvre de destruction du centre de gravité a été amorcée, elle doit être poursuivie sans relâche, car, par effet de cascade, elle doit entraîner l'effondrement de la volonté adverse. Ce concept est fondamental, parce qu’il est fondateur des démarches indirectes, les seules véritablement efficaces à la guerre. Il l’est aussi, parce qu’il nous permet de comprendre, lorsque nous sommes incapable de le déterminer chez l’adversaire, qu’il est bien inutile de lui appliquer nos méthodes opératives basées sur cette idée même de centre de gravité.

Clausewitz nous apporte beaucoup, encore, lorsqu’il nous aide à distinguer *«****tout ce qui distingue la conception de l’exécution****»*et lorsqu’il insiste sur le phénomène de ***l’imprévisibilité***, trait persistant de la guerre, avec les deux concepts de «***brouillard***» et de «***friction***».

Toutes les actions de guerre sont inévitablement conduites dans un champ d'incertitude, qu'elle concerne l'ennemi, l'environnement et même, souvent, la situation amie.

«*À la guerre, beaucoup de renseignements sont contradictoires, davantage encore sont faux et la majorité sont incertains;... les faits sont rarement pleinement connus et leurs motivations le sont encore moins*»*.*

Clausewitz décrit ce phénomène comme un élément intrinsèque de la nature de la guerre dont il faut poursuivre la maîtrise, mais qui demeure une donnée irréductible. Puisque ce brouillard ne saurait se lever tout à fait, le chef militaire doit l'intégrer dans ses raisonnements et ses décisions, puis prendre les mesures lui permettant d'agir et de vaincre malgré lui. Les facteurs moraux jouent ici un rôle important parce qu'ils influencent en permanence l'événement, la violence libérée enflammant les passions et altérant la rationalité des acteurs; le danger, la peur, la fatigue, les privations, sont autant de données inquantifiables intervenant directement sur le cours des choses et rendant finalement imprévisible la pensée humaine: «*l'art de la guerre s'applique à des forces vivantes, à des forces morales; il ne peut donc jamais prétendre à la certitude*».

Clausewitz reconnaît la nécessité du renseignement, mais il sait qu'aucun effort ne parviendra à lever intégralement le ***brouillard***: il est consubstantiel à la guerre. Il insiste donc sur l'importance d'une démarche complémentaire plus *intérieure* de réflexion, basée sur l'intuition, l'appréciation et l'extrapolation subjective des faits connus. En aval, toute doctrine qui chercherait uniquement à réduire la guerre à des rapports de force, d'armements, d'équipements, serait vouée à l'échec: toute approche purement technique est vaine.

Dans sa volonté de conceptualiser tout ce qui échappe à des régularités déterministes, Clausewitz parvient à l'idée de ***friction****,* cette force autonome «*qui rend si difficile ce qui est apparemment aisé*» et transforme en une entreprise hasardeuse une activité apparemment réductible à l'interaction logique d'éléments connus. Ce sont tous les éléments mal maîtrisables par l'esprit humain, obstacles incontrôlables au succès de la volonté militaire, qui se trouvent rassemblés sous ce concept. Par son influence tant psychologique que matérielle, cette *friction* représente une contrainte majeure pour la liberté d'action et l'application du principe de volonté.

*«À la guerre tout est simple, mais la plus simple des choses est difficile. Les difficultés s'accumulent et finissent par produire une sorte de friction qui est inconcevable tant que l’on n’a pas l'expérience de la guerre... Le concept de friction est le seul qui corresponde à ce qui distingue la guerre réelle de la guerre sur le papier. Cette formidable friction est partout en contact avec le hasard et crée des phénomènes qui sont imprévisibles parce qu'ils en relèvent essentiellement... Agir à la guerre, c'est se mouvoir dans un milieu qui rend tout plus difficile».*

L'une des caractéristiques majeures de ce phénomène est d'être *irréductible*; la sagesse, l'efficacité opérationnelle, veulent donc qu'il constitue l'une des données de la réflexion du chef militaire:

*«Le bon général doit connaître le phénomène de friction afin de le surmonter chaque fois que cela est possible et de ne pas espérer un degré de réalisation de ses opérations que la friction rend par elle-même impossible».*

L’amiral (US) Owens, premier grand prêtre de la numérisation et de la Transformation des forces, entendait lever «le brouillard de la guerre»[[26]](#footnote-26) par la technologie et imposer à l’ennemi ses propres modes de guerre. Les forces armées américaines sont aujourd’hui, hélas, plongées dans la «friction». Soyons en sûr, aucune avancée technique ne peut éliminer totalement l’incertitude.

Je voudrais encore évoquer, après Clausewitz, ***la dimension profondément humaine de la guerre*** avec la place qu’y tient ***la chance***, mais une chance qui est optimisation de l’instinct acquis par la réflexion et la pratique. Ces vérités sont trop facilement oubliées dans la tentation de l’approche scientifique et par le rejet de cette idée fondamentale théorisée par les sociologues modernes: celle de la ***rationalité limitée du chef militaire.*** Il faut l’admettre pour s’y préparer et ne pas chercher par la technique à modifier la nature objective de la guerre. Il y a donc, chez Clausewitz, une primauté des ***facteurs moraux***:

«*Le moral fait parti des facteurs les plus importants à la guerre et constitue l’élément spirituel qui infuse la guerre dans son ensemble*».

Les facteurs moraux dominent la vérité de la guerre, plus que les analyses et les calculs des officiers d'état-major; la volonté, amie ou adverse, constitue l'élément central de l'art opérationnel, «l'obélisque vers lequel convergent les principales rues de la ville». En dernière analyse, malgré son parti pris au moins apparent de stratégie directe, les forces morales apparaissent chez Clausewitz comme le fondement et la cible de toute action militaire:

«L’élément physique semble à peine plus que la poignée en bois, tandis que les facteurs moraux sont le métal précieux, l'arme réelle, la lame finement affûtée».

**\***

**\* \***

**En conclusion**, je voudrais simplement réaffirmer que, tant pour l’opérationnel et que pour le stratège, Clausewitz demeure plus que d’actualité et sa lecture plus qu’indispensable. La grande force de Clausewitz n’est pas de «dire le réel», c’est de faire beaucoup plus. Paul Klee, le grand peintre disait que le rôle de l‘art n’était pas de rapporter le réel, mais de «rendre visible». C’est aussi le grand mérite de Clausewitz; au-delà du temps, sa réflexion sur la guerre «rend visible».

# L’Europe de la défense



## *Par Monsieur Joachim BITTERLICH*

*Ambassadeur d’Allemagne (e.r)[[27]](#footnote-27)*

**P**hilip Stevens a conclu le 25 janvier 2008 un commentaire dans le *Financial Times* sur la situation ambiguë de l’OTAN et de la politique de sécurité de l’Union européenne de la manière suivante: «Même si les perspectives actuelles géostratégiques se trouvent encore entièrement dans le brouillard, deux choses sont relativement claires: L’Europe doit faire plus pour sa sécurité, et malgré les irritations mutuelles, l’Europe et les États-Unis sont destinés à rester des alliés». Il continue en s’adressant aux Français et aux Britanniques: «Il est temps, dans d’autres mots, de laisser Suez derrière nous»[[28]](#footnote-28).

L’on pourrait citer également des personnalités politiques européennes comme par exemple Romano Prodi, à l’époque Premier ministre italien, qui répondait dans *le Figaro* du 30 Novembre 2007 à la question s’il partageait la volonté du Président Sarkozy de relancer l’Europe de la défense: «Tout à fait. Sans Europe de la défense, il n’y a pas d’Europe. Il faut revenir aux origines du projet européen qui était fondé sur la défense»[[29]](#footnote-29).

J’ajoute les paroles du Ministre allemand de la défense, Franz Josef Jung lors de la Conférence de Sécurité de Munich début février: «Nous voulons l’intégration entière de la France dans les structures militaires de l’Alliance et cela inclut la planification de la défense. Cela va renforcer le pilier européen et renforce le partenariat du Nord de l’Amérique avec l’Europe»[[30]](#footnote-30).

Trois constats relativement clairs à première vue, exprimant pourtant différentes visions et conceptions de la politique de sécurité européenne. Le connaisseur remarquera tout de suite les astuces cachées derrière ces paroles «bien pensées». Elles reflètent la réalité politique européenne, elles démontrent que nous sommes malheureusement loin d’un accord crédible sur une défense commune.

L’Europe est devenu un géant économique et, dans ce contexte, un acteur global et un partenaire sérieux et recherché. Mais politiquement l’Europe ressemble toujours à un tigre de papier, seulement capable de défendre partiellement ses propres intérêts vitaux. Par conséquent l’évolution d’une Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) a été considérée de manière permanente comme une nécessité politique pour combler cette lacune.

Certes, nous avons fait depuis une trentaine d’années des progrès sensibles, nous avons conçu, bâti des institutions européennes à cet égard, nous avons marqué des progrès également – certains vont remarquer, surtout – en matière de politique de sécurité, nous avons été les témoins de premières opérations militaires sous l’égide de l’Union européenne, mais nous nous sommes heurtés jusqu’à présent à des questions-clés:

* Quels sont nos objectifs communs? De quels moyens et de quelles institutions avons-nous besoin pour défendre nos intérêts vitaux de sécurité, si nécessaire aussi par des moyens militaires?
* Quelle est la relation de cette «Europe de la défense» avec l’Alliance atlantique? De quelle nature est cette défense européenne – devrait-elle être complémentaire, autonome, voire indépendante de l’Alliance? Quels sont les mécanismes dont nous aurons besoin pour atteindre une nouvelle confiance mutuelle entre Européens et Nord-américains?

Les réponses européennes ont toujours été partielles, plus institutionnelles que sur le fond, là plutôt timides sans oser aller jusqu’au bout des réflexions. Établissant une sorte de bilan des efforts européens des dernières décennies, je suis tenté d’affirmer que nous étions peut-être en 1991/92, dans le cadre de la préparation du Traité de Maastricht, le plus proche d’une percée. À l’époque nous avons échoué en premier lieu à cause de la résistance britannique.

Aujourd’hui certains osent parler à nouveau de l’objectif d’une armée européenne, peut-être promu par la réalité de nos budgets de défense guère satisfaisants et efficaces. La plupart des armées européennes souffrent d’un retard de modernisation de leurs équipements renforçant la nécessité de solutions communes, d’une spécialisation croissante et de structures complémentaires.

Fondée sur les progrès de ces dernières années, l’entrée en vigueur du Traité de Lisbonne pourrait peut-être former le cadre d’un nouvel essai de percée au sein de l’Union européenne, favorisé par l’annonce du Président Sarkozy d’une réintégration de la France au sein de l’Alliance allant de pair avec le renforcement de la défense européenne.

En même temps, l’Alliance atlantique semble vivre dans une crise permanente. Depuis la chute du mur et la fin du bloc communiste, elle a plutôt cherché en quelque sorte la fuite en avant par des élargissements progressifs au lieu de prôner, en parallèle avec son élargissement inévitable, le renouveau de son contenu, réfléchir sur son futur et ses objectifs à la lumière de l’environnement régional et global totalement changé. Certains osent même parler de manière provocatrice d’un «modèle de fin de série»[[31]](#footnote-31).

Des deux côtés de l’Atlantique les défis restent pourtant majeurs, y compris une méfiance grandissante non seulement de la part des Américains vis-à-vis des Européens, mais aussi entre les Européens. Les évènements majeurs de ces dernières années dans le domaine de la sécurité l’ont montré parfois à outrance.

Il est intéressant d’écouter dans ce contexte Henry Kissinger qui analyse un manque de compréhension de la situation géostratégique côté européen et qui prétend un affaiblissement, du moins temporaire, une sorte de vide vu le manque d’une vision et de loyauté, en raison de l’intégration européenne[[32]](#footnote-32).

La position américaine constitue certes un défi réel. Pour beaucoup d’entre eux, les États-membres de l’UE affaiblissent leur engagement au sein de l’OTAN. Pour beaucoup d’Américains, l’OTAN doit rester le noyau dur des relations des deux côtés de l’Atlantique.

L’UE devrait seulement être chargée de mener des opérations militaires si l’OTAN et par conséquent les États-Unis sont d’accord. Aux yeux des Américains un accord entre OTAN et UE signifierait une division du travail, mais toute action militaire européenne serait sous contrôle américain. L’idée d’une action indépendante européenne ou d’une position européenne préfixée au sein de l’OTAN par un «caucus» européen, reste pour eux une vision horrible.

Il y a néanmoins aussi, côté américain, des signaux plus positifs à l’égard des Européens. Certains Américains ont bien compris qu’il pourrait être également dans leur intérêt que les Européens multiplient leurs efforts et établissent un pilier réel pour la défense européenne. En même temps le mécontentement des Européens par une politique américaine de plus en plus unilatérale et incapable d’accepter des décisions communes est croissant.

Vu de manière réaliste, l’on doit constater que les partenaires transatlantiques sont aujourd’hui, malgré certains efforts, moins unis que jamais; ils semblent poursuivre une vision et des objectifs divergents.

Côté UE, ce n’est d’abord surtout pas la «faute» des États-membres neutres qui montrent un effort particulier dans le cadre des opérations militaires, démontrant un engagement plus fort que certains États-membres de taille plus grande.

La politique de la Grande-Bretagne constitue probablement l’obstacle le plus sérieux. Jusqu’à maintenant elle a réussi à travers des traités européens et grâce à l’accord ambigu de St. Malo à préserver sa position spécifique au sein de l’intégration européenne. À elle de prendre ses responsabilités – si elle souhaite rejoindre le peloton européen, qu’elle le fasse, si non qu’elle cherche une forme d’association loyale sans empêcher les autres d’avancer.

La position allemande donne également bien des soucis aux partenaires et alliés, comme l’intervention en Afghanistan, l’opération militaire au Congo ou encore les efforts autour de la constitution de forces européennes pour le Tchad l’ont démontré. Les Allemands n’ont pas la même tradition à cet égard que la plupart des autres membres de l’UE, et, depuis la réunification, l’Allemagne s’est seulement progressivement intégrée dans des opérations militaires allant souvent jusqu’aux limites du consensus de ses forces politiques majeures. Jusqu’à présent l’Allemagne n’a pas réussi à atteindre une «décrispation» suffisante aux yeux de ses alliés. Certains observateurs vont jusqu’à la considérer comme un partenaire seulement partiellement capable d’être un allié à part entière.

Le problème budgétaire et par conséquent celui de l’armement est – en réalité depuis le début des années 90 – devenu une question cruciale. Ce serait une illusion de croire que les États-membres seraient en mesure d’augmenter de manière progressive leurs dépenses budgétaires en faveur de la défense.

Il n’est guère compréhensible que les armées européennes puissent s’offrir le luxe d’acheter différents types d’avions de combat, de véhicules blindés, de bateaux de guerre ou de systèmes d’armement de haute technologie

La seule solution, la seule échappatoire consiste dans la recherche d’une plus grande efficacité des structures ainsi que du ou des systèmes d’achat et de maintenance. En même temps des efforts de complémentarité et de spécialisation doivent être plus que jamais à l’ordre du jour.

Donc une mission, un mandat hautement sensible pour la Présidence française au sein de l’Union européenne au second semestre 2008. La percée cherchée depuis des années a-t-elle une chance réaliste ou s’agit-il d’un rêve européen qui ne s’arrête jamais ou même une illusion? Ou avons-nous seulement besoin d’une nouvelle impulsion, tout juste d’un petit tic politique?

L’ancien Chancelier allemand, Gerhard Schröder, avait bien raison, lorsqu’il suggérait déjà début 2005 une réflexion commune sur le futur des relations États-Unis-Europe à travers l’OTAN et l’UE.

Peut-être le temps est-il devenu enfin mûr pour lancer cette année une telle réflexion européenne et soumettre une offre commune au futur Président américain combinant les deux nécessités: Une véritable défense européenne pouvant agir seule après une consultation sérieuse avec nos alliés américains ou ensemble avec eux à travers l’OTAN. Elle devrait permettre la mobilisation des unités européennes dans le cadre de l’OTAN ou dans celui de la politique européenne, en particulier lorsque l’OTAN et nos alliés nord-américains ne peuvent ou ne veulent pas prendre part à une action précise.

Nous avons besoin de deux choses qui paraissaient dans le passé presque comme une mission impossible: D’une part, une Europe forte capable, si nécessaire seule, de défendre ses intérêts, et, d’autre part, une nouvelle alliance entre les États-Unis et l’UE.

Que pourrait et devrait faire l’UE sous ces conditions. Je reviens à une idée que j’ai développée l’année dernière dans un article pour *Europe’s World*[[33]](#footnote-33): Les chefs d’État et de gouvernement de l’UE pourraient demander à l’homme le plus expérimenté et reconnu en matière de PESC, Javier Solana, de présider un petit groupe d’amis avec lesquels il procéderait d’abord à un état des lieux et ensuite développerait des suggestions pour une percée européenne en matière de politique étrangère et de sécurité.

Un Conseil européen informel à l’automne pourrait mener un échange de vues sur ces suggestions et permettre à la Présidence française de présenter en fin d’année une partie «interne UE» et en même temps une offre européenne à présenter au futur Président américain.

Ce paquet pourrait contenir à peu près les éléments suivants combinés avec des délais concrets pour la mise en oeuvre:

* Constitution de la «défense européenne au départ par un groupe d’États engagés qui visent à créer ultérieurement une «coopération structurée permanente» européenne
* Fixation des objectifs prioritaires et des moyens de cette force européenne; création progressive de forces communes
* Complément des institutions militaires, en particulier par un centre permanent de planification des opérations pour pouvoir mener des opérations autonomes au lieu de se servir pour chaque opération d’un autre QG national.
* Engagement politique de réduire dans l’armement les différents types d’armes et d’équipements («la même arme pour toutes les forces»)
* Engagement de créer des groupements industriels européens type «EADS réformé» dans les domaines naval et terrestre
* Proposition d’un partenariat global UE-Amérique du Nord dans les domaines économique, politique internationale et militaire comprenant en particulier une structure permanente et un système d’alerte précoce;
* Adaptation de l’Alliance atlantique (objectifs communs, développement de nouveaux mécanismes de consultations reflétant l’existence de forces de l’UE pouvant en particulier gérer des opérations militaires autonomes après consultation de l’Alliance)

Vision utopique? Non, il s’agit simplement d’une réponse nécessaire européenne aux défis de ce nouveau siècle et un accord est à portée de la main si enfin les Européens comprennent leurs intérêts vitaux et acceptent leur responsabilité commune pour leurs nations et pour le monde entier.

Le lecteur attentif aura cherché en vain un avis sur le rôle éventuel ou potentiel du tandem franco-allemand qui a formé à maintes reprises le moteur pour beaucoup de progrès de l’intégration européenne. Même si certains invoquent que ce tandem «n’est plus suffisant, mais toujours nécessaire» dans une Europe à 27, je reste convaincu qu’il puisse et qu’il devrait jouer son rôle traditionnel également dans le cadre de cette phase – espérons-le – décisive pour la constitution d’une véritable défense européenne.

# Le Trouble de Stress

# Post Traumatique



*Par le Chef de bataillon Laurent TREMBLAY*

*Stagiaire du CESAT/EMSST[[34]](#footnote-34)*

***«La violence et l’horreur du combat laissent toujours, en plus des troubles psychiques immédiats, un nombre non négligeable de séquelles psychiques tardives».***

*Médecin général CROCQ[[35]](#footnote-35)*

**C**et article a pour but de définir ce qu’est un psychotraumatisme, nommé plus couramment Trouble de Stress Post Traumatique (TSPT). S’agissant d’un domaine relativement vaste cette étude se limitera au milieu militaire. À cet effet, il commencera par un rapide historique de la psychiatrie militaire et évoquera quelques chiffres relatifs aux pertes psychiatriques lors des précédents conflits afin de rendre compte de son importance. Puis, en s’appuyant sur le manuel statistique de l’association américaine de psychiatrie (DSM IV R), il listera les principaux symptômes de ce trouble ainsi que ces effets possibles sur la vie professionnelle et familiale des militaires qui en souffrent. L’objectif de cet article est de convaincre, notamment ceux qui sont amenés à commander, que nul n’est à l’abri de déclencher un TSPT et qu’après un événement potentiellement traumatique, seule une prise en charge précoce et professionnelle peut permettre d’en limiter le développement, tout du moins d’en réduire la chronicité.

Le «*syndrome du vent du boulet»* c'est ainsi que les chirurgiens militaires des armées de Napoléon, Desgenettes, Larrey et Percy, évoquaient le trouble psychique provoqué par le fracas des combats. Mais c'est au début du siècle dernier que furent réellement pris en compte les troubles psychiatriques de guerre. En effet, le nombre élevé des pertes psychiatriques de la campagne russo-japonaise (1904-1905) a incité le commandement russe à créer la première chaîne logistique psychiatrique et à appeler en renfort des médecins français et allemands.

La première guerre mondiale permit aux psychiatres militaires d’étudier de nombreux soldats soupçonnés d’être de faux malades, des simulateurs ne voulant pas retourner au front. K. Abraham[[36]](#footnote-36), mobilisé en 1914, installa un centre pour soldats névropathes à l’hôpital d’Allenstein. Il fut vite submergé par un afflux de patients. Il traita 90 névroses et psychoses en une année. S. Ferenczi[[37]](#footnote-37), quant à lui, était médecin chef dans un dépôt de cavalerie près de Vienne. Lors d’une conférence prononcée en 1916, à propos de 200 cas d’hystérie de guerre, il décrit les symptômes des soldats qu’il eut en consultation. Certains étaient comme paralysés des membres inférieurs au moment de l’effroi. D’autres avaient le coude droit bloqué dans la position du tireur couché. S. Freud, trop âgé pour le combat, resta à Vienne. Il écrivit pendant cette période l’essai «*Considération sur la guerre et la mort»*.

En 1943, lors de l’opération Husky en Sicile, on se souvient du Général Patton giflant deux GIs évacués pour *exhaustion*. C’est ce terme, sans connotation psychiatrique, que le Général Bradley prescrit d’utiliser pour décrire un épuisement physique et psychique prolongé. Les pertes psychiatriques de l’armée des États-Unis pour la seconde guerre mondiale s’élèvent à 24 pour mille par année de conflit soit un peu plus de 250.000 soldats.

Quelques années plus tard, ce fut la guerre du Vietnam. Entre le 4 août 1964 et le 31 janvier 1973, près de 3 millions de GIs ont participé à ce conflit. En 1994, 700.000 vétérans de cette guerre étaient encore traités pour des bouleversements psychiques dans les 196 «Vet-centers» créés pour la circonstance. Un article scientifique de l’épidémiologiste française A. Jolly (2003) relate que 30 % des hommes et 27 % des femmes présents au Vietnam ont présenté un TSPT. Quinze années plus tard, 15 % des hommes et 8,5 % des femmes présentaient encore un TSPT.

Ce bref historique montre que les troubles psychiatriques dus au combat existent et doivent être pris en compte. Comme nous venons de le voir, la prévalence des TSPT est très importante mais les chiffres diffèrent. Certains évaluent à 39 % de TSPT parmi les soldats engagés dans des combats de haute intensité alors que les pourcentages de l’opération «*tempête du désert»* révèlent une prévalence de 8 à 9%. Quoiqu’il en soit, ils restent élevés et sachant que l’affection perdure souvent plusieurs années en s’accompagnant presque toujours de troubles psychiatriques additionnels (dépression, phobies, addictions…) et de dysfonctionnements invalidants dans les sphères familiale, sociale et professionnelle, il est primordial qu’ils ne soient pas négligés et soient pris en compte le plus tôt possible. Pour cette raison, lorsque le personnel d’une unité militaire est exposé, directement ou indirectement, acteur ou simple témoin d’une situation extrême pouvant constituer une menace de mort ou de blessure sévère lors d’une action de combat, d’un accident ou d’un suicide, il est nécessaire qu’il soit vu par des psychologues ou des psychiatres afin que ces derniers l’évaluent, l’informent et le conseillent dans le but de limiter les effets pathogènes du traumatisme.

L’action de ces médecins est décisive car le trouble se caractérise également par une période de latence plus ou moins longue, «*cliniquement silencieuse»*. Cependant, un clinicien averti peut déceler par l’observation du comportement des signes avant-coureurs et intervenir pour désamorcer le travail torpide de cette latence avant qu’elle ne laisse s’établir un frayage pathologique durable. Après cette phase de calme relatif, les premiers symptômes surviennent. Les plus fréquemment rapportés sont des souvenirs ou des rêves répétitifs et envahissants de l’événement qui provoquent un sentiment de détresse. Une impression ou un agissement soudain «*comme si*» l’événement allait se reproduire. Une réactivité émotionnelle et physiologique intense face à des indices évoquant l’événement. Il en résulte que l’individu fait des efforts pour éviter tout ce qui pourrait lui faire penser à l’événement. Il peut avoir des difficultés d’endormissement, être irritable et éprouver des difficultés de concentration. Enfin, il peut se sentir étranger par rapport aux autres et avoir du mal à ressentir des sentiments tendres pour son entourage.

Une blessure psychique est moins glorieuse qu’une blessure physique. Celle-ci est malheureusement, souvent considérée comme un signe de faiblesse, voire de lâcheté. Certains chefs militaires pensent que leur unité constitue une troupe d’élite psychiquement invulnérable. Les militaires, lorsqu’ils font l’expérience d’une situation traumatisante ont tendance à réprimer, taire ou dissimuler les symptômes. Pour atténuer leur souffrance psychologique, certains se réfugient dans l’alcool ou la drogue. D’autres se font prescrire, par des médecins généralistes insuffisamment formés à cette maladie, des anxiolytiques ou des anti-dépresseurs qui n’ont pas ou peu d’effets thérapeutiques sur cette pathologie. L’expérience et les statistiques nous montrent que ces blessures de l’âme sont bien réelles et qu’elles ne sont pas le seul fait de simulateurs avides de pension. Une prise en charge précoce d’un TSPT permettra non seulement de limiter la chronicité de cette pathologie mais aussi d’en réduire les «*dommages collatéraux»* sur les relations familiale, sociale et professionnelle.

D’où l’importance de faire appel à une cellule spécialisée dans le soutien psychologique.

## Libres opinions[[38]](#footnote-38)



**Qui a fait mieux et où?**



*Par le Général de corps d’armée (CR) Bernard GILLIS*

*Président de l’Association de Soutien à l’Armée Française*

**L**e débarquement français en Algérie en 1830 est dû à une décision d'ordre politique, avec un motif stratégique indiscutable: *assainir la Méditerranée occidentale des pirates barbaresques.*

Une fois Alger conquise, fallait-il coloniser le reste de la province ? Débat qui à cette époque a eu une réponse positive, en raison du constat sur le terrain: l'état de délabrement politique, administratif, sanitaire qui mettait cette province en déshérence et attirait irrésistiblement la prise de pouvoir par qui voulait, en l'occurrence la France. Bien ou mal, qu'importe. Il s'agit dans cet article non pas de faire une étude philosophique et morale comparée, Jules Ferry et Clemenceau se sont opposés publiquement sur ce sujet, mais il s'agit de faire le bilan concret de 132 ans de présence française et de décrire l'héritage laissé. C'est une photographie, car les hôpitaux, l'agriculture, les routes, les chemins de fer, les ports, les aéroports, le pétrole, le gaz sont des réalités indéniables.

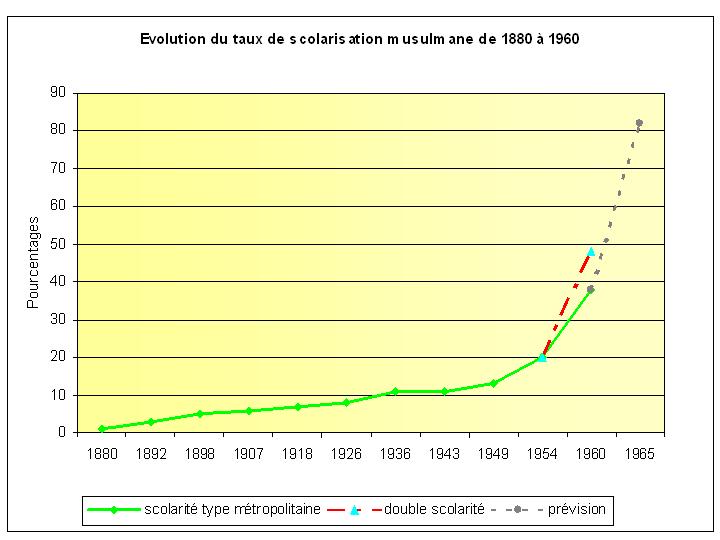
Il n’est pas inutile de faire ce bilan en répondant, au passage, aux accusations principales contre cette colonisation, en dehors des préoccupations philosophiques sur les races inférieures et supérieures. Aussi vais-je examiner les disparités civiques (traitées d'inégalités) entre Européens, Juifs et Musulmans, l'inégalité dans la scolarisation de ces différentes catégories, la santé publique, l'agriculture (prétendument réservée aux colons), les équipements d'infrastructure, les ressources minières: pétrole et gaz surtout.

## Le statut civique

Il faut le répéter, ressasser que tous les sujets de l'Algérie, sous souveraineté française (1830-1962) étaient français, et à ce titre, soumis aux lois générales de la République. Sur le plan juridique, la Cour de Cassation a rendu de très nombreux arrêts dans ce sens. En outre, la conscription, expression la plus pure de la nationalité, a été appliquée et a provoquée plusieurs émeutes (Aurès 1916). Ce rappel de la nationalité française de tous était nécessaire pour bien distinguer l'autre problème, dénoncé comme une inégalité: le statut civique. En effet les musulmans refusaient de subordonner leur ***statut* *religieux*** au statut civique de l'indigénat français, lequel statut religieux concernait le mariage, la répudiation, la filiation, les successions, les tribunaux, les écoles, ce qui entraînait des difficultés en matière de droits politiques. En effet, pouvait-on accorder aux français musulmans les avantages cumulés du statut civique de la République et ceux du droit religieux coranique ? Ils auraient été français à 200 %. Inégalité civique si l'on veut, mais le véritable mot est disparité, due au respect de la religion de la population la plus nombreuse. La république laïque n'a pas voulu, à juste titre, se livrer à un génocide religieux, mais les conséquences administratives, sociales, politiques, ont été à la mesure de ce respect de la religion musulmane. Les juifs, beaucoup moins nombreux, acceptant la «naturalisation», mot impropre puisqu'ils étaient Français, ont bénéficié d'un statut civique normal, ***au dessus*** de leur religion qu'ils conservaient.

Cette disparité civique, d'origine religieuse, s'est traduite malheureusement par l'inégalité dans la scolarisation. Les musulmans étaient principalement éduqués dans les écoles coraniques et la langue française était représentée comme la «langue du diable». Le changement d'attitude vint lentement et pour une raison inattendue: la Guerre de 14-18! Les tirailleurs et spahis démobilisés dans les années 1920 ont vu «sur le tas» l'avantage de parler français et mieux encore de l'écrire, entraînant une émigration ouvrière vers la métropole et tous relayaient l'idée qu'il fallait parler le français pour sortir de l'exclusion (coranique).

D'où la courbe de scolarisation présentée ci-dessous:



Il faut noter qu'avec près de cent ans de retard, dû au frein de la religion, le pari était déjà difficile, mais la difficulté s'agrandit démesurément par l'explosion démographique qui venait, et en même temps était la preuve tangible, d'une politique de santé publique exemplaire.

## La santé publique

La France a eu en Algérie une véritable politique de santé publique.

Dès le début de la conquête, on découvrit que les maladies à vaincre étaient nombreuses: la dysenterie, le paludisme, la variole qui conduisait à la mort ou à la cécité, le typhus, la typhoïde, le trachome (encore une cécité), la syphilis, la peste, le choléra…

La France engagea les moyens: d'abord ceux de la médecine militaire, médecins, chirurgiens, pharmaciens, officiers d'administration, infirmiers. Dès 1832, les soins ambulants étaient dispensés aux populations puis, au fur et à mesure de la conquête; des infirmeries indigènes, des dispensaires anti-vénériens, tenus par les militaires, s'ouvrirent dès 1840.

À cela, il faut ajouter les campagnes de vaccination massives, notamment contre la variole, véritable fléau à l'époque, dès le débarquement de 1830 (six mois après !!…)

Après 1870, la République réalise la reprise par le secteur civil des infrastructures hospitalières et des missions de santé publique. L'effet se fit sentir jusque dans le «bled» où l'expansion démographique, due à la chute de la mortalité infantile, dépassait l'expansion régulière du réseau de santé.

Toujours dans le domaine de la santé, l'œuvre scientifique a été exemplaire. L'Algérie et le monde entier sont redevables aux médecins de l'Armée d'Afrique de découvertes capitales :

* Maillot se fit l'apôtre de la vulgarisation de la quinine, arme essentielle contre le paludisme;
* Laveran découvrit à Constantine en 1880 l'agent du paludisme, permettant l'action préventive. Ce qui lui valut le Prix Nobel en 1907, seul médecin militaire à avoir jamais reçu cette récompense ;
* Huinaut organisa en 1891, à l'hôpital Maillot à Alger, le premier laboratoire militaire de bactériologie;
* etc.…

L'expansion hospitalière fut considérable. La Troisième République développa considérablement le réseau des hôpitaux militaires. En 1953, 24.000 lits répartis dans un hôpital de 2.000 lits, deux hôpitaux de plus de 1.000 lits, 11 hôpitaux polyvalents, 14 hôpitaux spécialisés auxquels s'ajoutaient 9 établissements privés. Tout ceci a représenté une charge financière bien supérieure en proportion à celle consacrée à la métropole.

J'emprunte au Professeur Claude Richet cette phrase : «Cette médecine algérienne doit susciter chez tout Français, pourvu qu'il soit normal, exactement l'inverse du complexe d'infériorité».

## L'agriculture

Il ne suffisait pas de soigner la population, il fallait la nourrir. Or l'agriculture utilisait jusqu'à la conquête des techniques primitives. Là encore, la représentation de la modernisation par la colonisation a été caricaturale: les riches colons et les pauvres «fellahs», les propriétaires et les ouvriers….

Il est exact qu'au début de la conquête les expropriations autoritaires mais aussi les transactions privées fournirent une grande partie des sols à la colonisation. Mais on ne peut oublier que des milliers d'hectares ont été gagnés sur les marécages de la Mitidja et dans la plaine de Bône. Ce fut une épopée dont les colons peuvent être fiers, une juste fierté car, au delà de leur labeur, elle fut suivie d'une réussite considérable.

Mais l'inégalité? En 1950, sur un total de 13 millions d'hectares, les propriétés indigènes représentaient 75% des surfaces cultivées. La disproportion, inégalitaire, était réelle, puisque les Européens ne représentaient que 2% de la population rurale et 10% de la population totale, mais elle était à l'évidence limitée si on s'en tient au seul critère de la surface cultivable. En fait, la disproportion était accentuée par l'explosion démographique chez les musulmans, bienfait de la santé publique, méfait social dû à la religion, car elle diminuait les surfaces théoriquement disponibles par habitant. À ceci s'ajoutait la mécanisation rapide de l'agriculture, réduisant les besoins en main d'œuvre et créant une situation sociale préoccupante.

En dépit de ces difficultés importantes, l'agriculture en Algérie française a remporté des succès remarquables. En particulier dans la restauration des sols par l'assèchement des marécages, par les forages, les endiguements, les stations de pompages, les barrages-réservoirs (14 grand projets menés à bien). L'élevage et les cultures céréalières et fourragères faisaient vivre une très grande partie des populations ainsi que des campagnes. Les tableaux ci-dessous en sont l'illustration, **en 1950**.

|  |  |
| --- | --- |
| ÉLEVAGE: essentiellement des ovins et des caprins dont 90% étaient la propriété des indigènes  Ovins 5 Millions; Caprins 3 Millions Au total 11 Millions de têtes de bétail si on ajoute aux ovins et aux caprins, les bovins, les chevaux, les ânes… | **CÉRÉALES**:  20 Millions de quintaux annuels  dont:  11 de blé  8 d'orge  1 d'avoine |

Il faut ajouter la vigne (450.000 ha), l'agrumiculture (la clémentine est née en Algérie). Malgré l'obstacle de la démographie galopante chez les musulmans, l'œuvre française comparée à ce qui existait en 1830 (et à l'agriculture d'aujourd'hui) offre bien des motifs de satisfaction, voire de fierté.

## Les communications

Le souci de la maîtrise de l'eau et de la productivité des sols est allé de pair avec la volonté de développer des moyens de communication.

***Communications terrestres***

Pendant la conquête, les troupes françaises, à l'instar des légions romaines, construisirent des routes et des ponts. Au 20ème siècle, les travaux routiers sont poursuivis par des entreprises civiles et le génie militaire. En 1958, il y avait 54.000 km de routes dont 34 routes nationales (voir carte). Les grandes pénétrantes Alger-Ghardaia, Philippeville-Touggourt, Bône-Negrine, Oran-Colomb-Béchar. Les transversales, dont celle reliant le Maroc, Tlemcen, Oran, Alger, Constantine.

Pour les chemins de fer, 4.420 km permettaient de relier les grandes villes du territoire.

### **Communications maritimes**

Mille kilomètres de façade maritime, qui en 1830 avec leurs rades bien abritées, servaient de repaires aux barbaresques. En 1958, 23 ports étaient aménagés, dont 10 accessibles aux cargos et 5 desservis par des paquebots réguliers. Alger se classe, à cette époque, troisième port français, et il faut compter aussi avec Oran, Bône, Philippeville, Bougie, et Mers-el-Kébir… dont l'aménagement et la position stratégique en faisaient un point d'appui militaire convoité.

### **Communications aériennes**

En concurrence avec les communications maritimes (les «Caravelles» mettaient Alger à 2 heures de Paris), elles se prolongeaient aussi vers l'intérieur du territoire. À partir de 1949, les longs courriers reliaient Paris à l'Afrique Noire et à Madagascar, en faisant escale à Alger-Maison Blanche.

Bien d'autres aménagements et équipements du territoire valorisèrent l'Algérie: les télécommunications, les mines de phosphates engendrant une industrie chimique substantielle, celle des métaux (plomb, zinc, fer) développant la métallurgie.

Mais le plus beau fleuron, le plus récent cadeau à l'Algérie devenue indépendante, fut la rente pétrolière et gazeuse. Jusqu'en 1950, personne ne se risqua à miser sur les potentialités du vaste désert maghrébin, sauf un petit groupe d'universitaires français venus au début des années 1940 soutenir une thèse de droit en Algérie. Devant les premiers résultats (plusieurs années après) le gouvernement général de l'Algérie lance une campagne officielle de reconnaissance dans une zone de 400.000 km². On découvre alors l'or noir qui va bouleverser les données économiques du pays.

La première découverte importante a lieu au gisement d'Hassi-Messaoud en juin 1956. En 1959, la production de pétrole est égale à 1,2 millions de tonnes. En 1972, lorsque les ingénieurs français quittent le Sahara, 250 puits ont été forés en 16 ans dans la seule aire d'Hassi-Messaoud.

D'autres bases pétrolières sont découvertes et mises en valeur dans l'est du Sahara, ainsi que des gisements de gaz naturel, par exemple à Hassi R'mel.

Ce joyau industriel entraîne l'édification d'une usine de liquéfaction de gaz à Arren (près d'Oran), l'implantation de grandes raffineries à Alger et Hassi-Messaoud, ainsi que la mise en place d'un réseau important d'oléoducs et de gazoducs, jusqu'à Arzew, Alger, Bougie, et également d'un réseau routier saharien (2.500 km supplémentaires.

Le développement spectaculaire du Sahara, basé sur les ressources en hydrocarbures, a été entièrement réalisé par des prospecteurs et des ingénieurs français. Ce qui a procuré à ces anciens départements français l'essentiel de la richesse nationale actuelle (95% de ses recettes) qui est grande, même si sa gestion est très inégalitaire.

## Conclusion

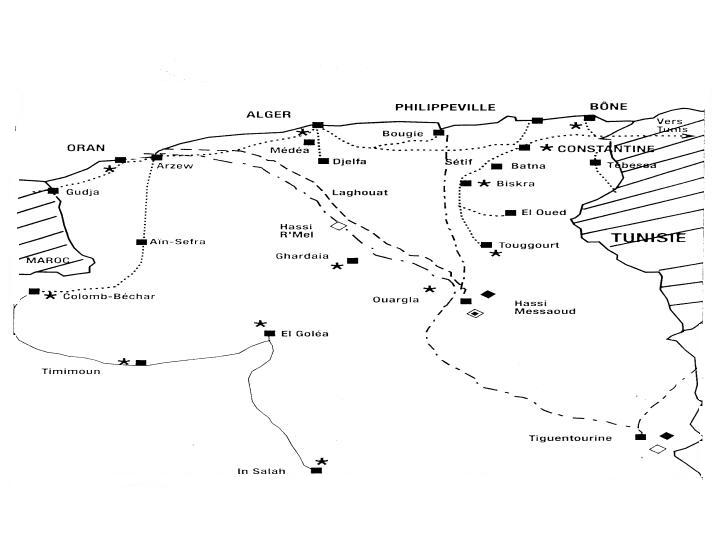
Le bilan doit être établi à partir de ce qui existait en 1830 et en intégrant la durée de la présence française, celle-ci ayant été suffisamment importante pour que l'on en attende des résultats concrets, sur le plan humain d'abord, et aussi sur celui des équipements (agriculture, infrastructures, richesses).

Sur le plan humain, une intégration avortée, mais une santé publique exemplaire:

* l'intégration n'a pas pu voir le jour, car la population est restée hétérogène, organisée en communautés juxtaposées, vivant en paix, mais ne s'assimilant pas les unes aux autres. Ce n'est pas faute d'avoir essayé, et la IIIème République a eu un comportement honnête par rapport à ses valeurs, en souhaitant établir un système égalitaire et fraternel. Mais l'apathie des populations arabes et berbères de l'Algérie, la religion musulmane plaçant le Coran au dessus des lois et leur refus pendant cent ans de la scolarisation ont handicapé le processus d'intégration. La France a donc pratiquement géré ce qu'on appelle maintenant d'un néologisme ambigu «le communautarisme», qui sur l'instant épousait les inégalités sociales et professionnelles, et portait en germe la fracture finale. Ce handicap n'a pas empêché la France de soigner les populations autochtones, malgré leurs réticences, et d'apporter à cette province une politique de santé publique exemplaire, dont la meilleure illustration est l'explosion démographique, et qui me permet de poser la question : «**Qui a fait mieux et où?**»
* de même, les résultats en agriculture et en équipements industriels ont été à la hauteur de ce qu'on pouvait attendre d'un pays comme la France, de sa richesse, de sa culture, de ses capacités entrepreneuriales, techniques et scientifiques.

Cet héritage a été temporairement masqué par la fin tragique en 1962 de la présence française: l'exode massif et instantané de la communauté européenne, le massacre des Harkis.

À moins de nier la vérité, il apparaît que la France a laissé à l'Algérie un héritage important, valorisé par les richesses du sous-sol du Sahara, permettant aux successeurs de continuer le développement d'une nation moderne. Les Français peuvent être fiers de ce qu'ont fait leur pays et leur armée en Algérie.



**Légende :**  Routes modernes Gisements de pétrole Gisements de gaz et pétrole

 Chemins de fer Gisements de gaz  Oléoduc

 Gazéoduc Aéroports

Le «goban» irakien



## *Par le Lieutenant-colonel Michel GOYA,*

*de l’État-major des armées*

**E**n avril 2003, en écrasant l’armée irakienne pour la deuxième fois en treize ans, les forces armées américaines ont semblé démontrer de manière irréfutable la supériorité de leur modèle opérationnel. Raisonnant en termes échiquéens, ils ont réussi non seulement à disposer de pièces plus puissantes que leur adversaire mais, grâce à leur supériorité aérienne et informationnelle, à faire jouer ce dernier en «aveugle» et à lui imposer un rythme de «blitz[[39]](#footnote-39)» qu’il ne pouvait suivre. Dès lors, le «Mat», concrétisé par la prise de Bagdad, ne faisait aucun doute. Armée vaincue, pouvoir politique anéanti et population d’autant plus soumise au vainqueur qu’elle détestait majoritairement le régime en place, la logique de la trinité clausewitzienne était ainsi stratégiquement respectée. Le 1er mai, l’annonce de la fin des opérations militaires par le président Bush sur fond de bannière «mission accomplie» accrochée à l’îlot du porte-avions *Abraham Lincoln*, semblait donc légitime et même évidente.

# Un nouveau jeu

Mystérieusement cependant, quelques semaines plus tard, les agressions contre les troupes d'occupation américaines se sont multipliées dans les provinces arabes sunnites. Le Pentagone estima alors qu’il ne pouvait s’agir que de quelques pions du «jeu» saddamiste qui continuaient à bouger encore, phénomène étonnant mais que l’on expliquait par la fuite du Raïs. Fidèles à leur style rapide et direct, les Américains lancèrent leurs «pièces» (leurs forces aériennes comme Reine et leur quinzaine de brigades terrestres) à la recherche de ce Roi caché et de ses derniers partisans. À leur grande surprise, ils constatèrent alors que non seulement les agressions rebelles ne diminuaient pas mais avaient même tendance à augmenter. Ce qui était présenté comme un phénomène résiduel était devenu une guérilla et les méthodes qui avaient si bien fonctionné contre l’armée régulière irakienne étaient inopérantes contre un adversaire qui ne jouait plus aux Échecs mais au Go.

Le jeu de Go est le jeu de stratégie roi en Extrême-Orient. Ses principes sont inverses de ceux du jeu d'échecs pour une complexité comparable. Au Go, pas d'ordre de bataille avec des pièces clairement différenciées mais une multitude de petits pions anonymes qui apparaissent un à un sur le plateau de jeu (le goban). Une fois placés, ces pions ne bougent plus sauf s'ils sont capturés. Les joueurs de Go construisent ainsi progressivement leur structure avec pour objectif non pas d'abattre un Roi adverse mais d'obtenir le maximum de points, en contrôlant le milieu ou, secondairement, en causant des pertes à l'adversaire. La partie s’arrête non pas sur un résultat objectif mais par commun accord (en fait lorsque plus aucune action n'est possible) et on compare alors le nombre de points accumulés par les deux adversaires. Les victoires y sont donc relatives et non totales comme avec un «Mat». Tactiquement, de nombreuses batailles se déroulent sur le goban mais elles se règlent en étouffant les pions ennemis et non en les écrasant comme sur un échiquier.

Le Go n'est pas pratiqué au Moyen-Orient, mais en s’appuyant sur leur culture et en cherchant l’inverse du style direct américain si puissant, les rebelles sunnites irakiens ont abouti à une logique qui en est très proche. Il n’y a pas sur le «plateau de jeu irakien» de «Roi» ou même de comité directeur de la guérilla car celle-ci est organisée en «cartels» regroupant au total plusieurs dizaines de mouvements différents. Il n’y a donc pas de «Mat» possible même après l’élimination d’un Saddam Hussein ou d’un Zarkaoui. Cette guérilla-réseau dispose de petits pions divers, cellules d’anciens des services du régime baasiste, «sous-traitants» payés à l’acte ou simples sympathisants, dont le nombre est pratiquement illimité tant les ressources en hommes, armes et argent liquide sont importantes. Ces pions sont placés dans les villes sunnites le long du Tigre et de l’Euphrate ou dans certains quartiers des grandes villes multiculturelles comme Bagdad ou Mossoul. Ils s’y enracinent au sein de tissus humains locaux faits de multiples solidarités familiales ou tribales. Ces tissus les protègent mais les fixent tout autant. Ils ne peuvent agir que ponctuellement hors de leur zone d’origine mais il n’est pas question de s’implanter dans le sud chiite ou le Kurdistan. Les organisations radicales, comme Al Qaïda en Irak ou Ansar al-Sunna, plus idéologiques et plus largement composées d’étrangers sont un peu plus mobiles mais aussi moins incrustées dans les milieux hôtes. Comme au Go, avec ces pions faibles et peu mobiles mais invisibles et nombreux, les rebelles n’ont que deux stratégies possibles: étendre leur contrôle des provinces sunnites en s’emparant de l’«intérieur» de toutes les villes ou bien s’efforcer d’entraver la construction du système adverse, le «nouvel Irak» proposé par les Américains, par des attaques ponctuelles, des attentats, des assassinats ou des sabotages.

# Fuseki[[40]](#footnote-40)

Au Go, contrairement à l’échiquier encombré, le début de partie s’effectue sur une surface vide. Il existe donc pour chaque joueur une grande liberté de manœuvre dont ils profitent généralement pour essayer de s’emparer le plus vite possible des points clefs. L’action sur l’environnement l’emporte donc sur l’attaque de l’ennemi et les combats sont normalement plutôt rares. À l’été 2003, les Américains, adeptes de la «guerre éclair», ne sont pas capables de passer à la «paix éclair». Leurs grandes unités militaires considèrent que l’action sur l’environnement, c’est-à-dire la reconstruction économique et politique est du ressort du Département d’État. Elles restent donc immobiles sur ce qu’elles croient encore être un échiquier, tandis que le Département d’État, dont l’action n’a pas été planifiée, est incapable d’agir efficacement et rapidement. Seule la 101ème division d’assaut aérien, avec ses seuls moyens et sous l’impulsion du général Petraeus, s’efforce, à Mossoul et dans toute la zone nord-irakienne, d’investir les champs économiques (avec plus de 4.000 projets), politiques (en rétablissant aux plus tôt des institutions locales) et sécuritaires. En plaçant ainsi ses propres pions, elle parvient à contrôler la région pendant un an.

Les rebelles profitent de cette passivité pour s’implanter discrètement et lancer ensuite des opérations offensives contre les pièces de la Coalition, en espérant non pas les vaincre mais les «ronger» suffisamment pour saper la volonté de l’opinion publique américaine. Tactiquement, le résultat est désastreux puisque pour abattre un seul soldat américain, il faut sacrifier au moins vingt combattants, mais ces agressions finissent par faire bouger les brigades américaines. Conformément au code du soldat de l’US Army («Je détruirai les ennemis des États-Unis» et non pas «Je vaincrais»), celles-ci se lancent dans de grandes opérations de nettoyage afin d’éradiquer au plus vite les terroristes et les «nostalgiques de l’ancien régime». Mais cette fois, ce sont les pions adverses qui sont invisibles au sein de la population, alors que leurs propres mouvements scrutés par mille yeux, n’ont guère de secrets pour les rebelles. Les pièces américaines se comportent alors en géants aveugles qui provoquent des dégâts humains considérables par leur maladresse et leur propension à surréagir au moindre contact avec une menace (statistiquement, il leur faut plusieurs dizaines de milliers de cartouches pour tuer un seul rebelle). L’arrestation de Saddam Hussein en décembre 2003 et la diminution des attaques rebelles au printemps 2004 donnent cependant l’illusion d’une victoire prochaine. En réalité, les Américains ont simplement poussé la guérilla, qui n’est pas «décapitable», à agir de manière plus souterraine et indirecte contre les cibles économiques et les «collaborateurs». Toutes les villes arabes sunnites sont alors sous leur contrôle.

# Chuban

Tirant les leçons de la première phase, les divisions américaines qui assurent la relève en mars 2004 sont décidées à agir avec plus de souplesse et à s’investir dans l’environnement irakien. Aux États-Unis, le général Chiarelli commandant la 1ère division de cavalerie destinée à Bagdad, a formé son état-major à la gestion des grandes villes. De leur côté, avant d’aborder la difficile province d’Anbar, les Marines se sont préparés à renouveler une expérience tentée au Vietnam de dispersion de petites unités au sein de la population et des nouvelles forces de sécurité irakiennes. Mais à leur arrivée en Irak, la partie est déjà bien engagée. Les organisations rebelles sont si implantées et le ressentiment anti-américain si fort que la marge de manœuvre est très étroite pour des politiques de pacification. Pire encore, un deuxième front a été ouvert dans le sud chiite avec la révolte de l’armée du Mahdi de l’ayatollah Moqtada al-Sadr. Les concentrations de pions rebelles sont désormais telles que beaucoup de villes échappent à tout contrôle de la Coalition ou du nouveau gouvernement irakien, jusqu’à envisager de résister fermement aux Américains. L’heure n’est plus à la pacification mais à la reconquête de ces bastions.

Loin des raids aveugles de 2003, les opérations militaires américaines de 2004 et 2005 s’effectuent toujours avec des pièces échiquéennes mais avec beaucoup de prudence et de patience de manière à causer le moins de dégâts à l’environnement humain. Comme plus la partie avance et plus les pions ennemis sont nombreux, expérimentés et enracinés, il faut alors des mois aux Américains pour s’emparer de chaque ville. La rébellion mahdiste est matée au bout de sept mois et encore sur la promesse par Moqtada al-Sadr du renoncement à la lutte armée. Après un premier siège raté en avril 2004, première victoire arabe sur des Américains, Falloujah est reprise en novembre par les Marines et l’Army. Les Américains s’obstinent ainsi jusqu’à la reconquête de Tal Afar sur la frontière syrienne en octobre 2005. Le système rebelle est alors partiellement détruit, libérant ainsi des espaces de manœuvre pour la reconstruction politique avec les trois élections de 2005 et économique, avec, par exemple, la mise en place de «*Provincial Reconstruction Team[[41]](#footnote-41)»* (regroupant tous les acteurs de la reconstruction dans les zones les plus sécurisées.

# Shukyoku

Cet effort représente cependant le point culminant de la capacité d’adaptation des Américains. Incapables de suffisamment d’empathie avec la culture environnante pour sécréter les aventuriers qui ont fait la force des empires britanniques et français, ils restent également fermement attachés à une méthode de résolution des problèmes tactiques par une application directe de forces puissantes. Aussi malgré les efforts énergiques de quelques chefs, les brigades américaines restent avant tout des pièces d’échecs. Avec le temps, elles voient simplement un peu mieux les pions à détruire et agissent avec un peu plus de subtilité. Mais comme chacune d’elle ne peut espérer tenir, au mieux, qu’une ville ou un quartier d’environ 200.000 habitants, les Américains ne peuvent contrôler au maximum que la moitié de la population sunnite arabe d’Irak. Ils sont donc condamnés à bouger sans cesse pour reprendre toujours les mêmes villes avec à chaque fois plus de difficultés. Ce faisant, ils dépensent des ressources considérables, humaines et financières (au bas mot, vingt fois plus que pour la reconstruction civile) pour des gains toujours provisoires.

Après avoir laissé le gouvernement irakien tenter l’expérience de forces irrégulières qui ont rapidement pris des teintes d’escadrons de la mort incontrôlables, l’espoir sinon de victoire mais au moins de retrait dans l’honneur apparaît en 2005 et 2006 avec le développement accéléré, et toujours sur le modèle échiquéen, de la nouvelle armée irakienne. Les unités américaines croient alors pouvoir amorcer un premier repli en direction de bases géantes, «mini-Amériques» à l’intérieur même de l’Irak. Cette relève se révèle pourtant prématurée, les brigades irakiennes étant d’une grande faiblesse et, formées principalement de chiites, considérées par les sunnites comme à peine moins étrangères que les unités américaines. Tout le terrain reconquis en 2004 et 2005 est reperdu en 2006 alors même que le pays bascule dans la guerre civile.

Au jeu de Go, les fins de partie commencent lorsque les possibilités de manœuvre se raréfient nettement. Au printemps de 2006, tout l’espace irakien est occupé par des organisations solides: le Kurdistan est un bastion indépendant de fait et tenu par les deux partis kurdes alliés; la zone arabe sunnite est occupée par les tribus, la mouvance rebelle nationaliste et l’«État islamique» regroupant les organisations radicales, les deux premiers groupes s’opposant au troisième; la zone chiite est partagée entre les différentes organisations liées aux partis au pouvoir ou à l’armée du Mahdi et qui se livrent à un affrontement souterrain. En superposition de toutes ces milices l’armée irakienne cherche péniblement à assurer un minimum de contrôle tout en résistant aux forces centrifuges qui la tiraillent. Au centre de cette mosaïque, Bagdad est devenu un «trou noir» qui attire le chaos. Empêtrées dans toutes ces structures rivales, les pièces américaines, qui n’ont même plus la capacité de détruire une seule des organisations présentes sur le territoire et qui maîtrisent moins que jamais un environnement qui se délite, risquent l’étouffement progressif dans leurs bases-îles. Dans un dernier «sursaut», les voici donc revenues en première ligne depuis le printemps 2007 pour reprendre le contrôle de la capitale et essayer de retrouver une espace de manœuvre qui permette un départ qui ne ressemble pas trop à une fuite. Mais si le «Mat» échiquéen est impossible, la fin, par commun accord, du Go n’est pas aussi proche qu’il pourrait paraître tant la plupart des acteurs locaux, malgré les discours, espèrent la poursuite de la présence américaine. Iraniens et Syriens sont trop heureux de voir les Américains fixés en Irak; les régimes arabes modérés craignent un axe chiite Téhéran-Bagdad; les djihadistes peuvent frapper l’Amérique sans y aller et tous les acteurs irakiens ont besoin des Américains pour les aider contre les autres. Les Lilliputiens ont ligoté un Gulliver qui croyait les manipuler et les pièces américaines n’ont pas fini de souffrir dans ce jeu pour lequel elles ne sont pas faites.

**L’Ukraine:**

**un regard ouvert**

**sur l’Union européenne**



*Par Monsieur Yves GRENON,*

*Expert sur l’Ukraine*

Plus de trois ans après l’extraordinaire Révolution orange qui a obtenu le respect de la légalité démocratique par l’organisation d’élections régulières, l’Ukraine chemine toujours vers une indépendance difficile à conquérir face à Moscou. Malgré le spectre d’une paralysie de ses institutions politiques, la population de ce pays, «nation inattendue» ressurgie de ses cendres de l’indépendance théorique de 1991 à la transition pacifique de l’hiver 2004, manifeste une patience qui peut être un levier très efficace quand elle se conjugue avec une réelle opiniâtreté.

**Pays qui a su renouer avec ses anciennes traditions démocratiques du temps des «hetmans» et des Cosaques, l’Ukraine est habitée par une persévérance qui sait attendre les occasions propices pour progresser vers de nouveaux espaces de liberté.**

**M**ême si beaucoup (trop) d’Occidentaux ignorent sa vraie identité, ce pays est ressorti vivant de 350 ans de russification forcée à l’Est du Dniepr, de siècles de domination polonaise à l’Ouest de ce fleuve, puis des terribles décennies du communisme imposé depuis Moscou fauteuse de trois famines artificielles, celle de 1919-21, celle de 1932-33, le «Holodomor» qui a tué de 5 à 7 millions de paysans, et celle de 1948 où le communiste ukrainien félon Nikita Khrouchtchev a encore fait mourir 800.000 de ses compatriotes, sans oublier la sanglante parenthèse de la guerre entre Hitler et Staline, ces deux frères ennemis, conflit qui a ravagé la totalité du pays entre 1941 et 1943.



L’Ukraine a survécu, mais elle a déploré la bagatelle de quelque 20 millions de morts entre 1917 et 1953, l’année de la mort de Staline et de la fin à peu près totale des massacres collectifs à une échelle démesurée.

Et cette Ukraine dirige son regard vers l’Occident, tant européen que nord-américain, avec l’espoir qu’elle y trouvera un appui pour renforcer sa liberté. Cet espoir est fondé par le soutien que le camp libéral ukrainien a trouvé en particulier pendant la Révolution orange de la fin 2004, tant de la part de représentants de l’Union européenne comme Javier Solana, et surtout de pays voisins comme la Pologne et la Lituanie, deux nations combatives et passablement opposées aux agissements de la Russie, que des États-Unis et du Canada, ceux-ci s’impliquant en réalité non pas seulement au niveau de l’État mais aussi de plusieurs ONG[[42]](#footnote-42) de différentes sensibilités politiques (notamment des pro-Bush mais aussi des anti-Bush), certaines de ces ONG étant en partie formées de membres de l’émigration ukrainienne très présente en territoire canadien.

Mais cet espoir d’un ancrage à l’Occident s’était déjà concrétisé, dès les années 90, par des aides financières nord-américaines et européennes, notamment allemandes ou suisses, à la création d’entreprises privées, dont des structures de type PME ou d’établissements universitaires semi-privés comme l’Académie universitaire Pierre Moghila de Kiev rouverte dès 1991 après sa fermeture en 1918, ou indépendants de l’État comme l’Université catholique d’Ukraine réimplantée à Lviv après plus d’un demi-siècle d’exil forcé. C’est dès les années 90 que la société civile ukrainienne a reconstitué ses forces, avec le soutien financier et intellectuel d’organisations occidentales, de fondations ou de mécènes comme le milliardaire juif hongrois Georges Soros, un homme d’une grande efficacité, notamment comme co-fondateur de structures universitaires.

# Une nette majorité favorable à l’intégration à l’Europe

D’après un sondage publié vers la fin 2007, environ 63% des Ukrainiens se déclarent favorables à l’entrée dans l’Union européenne. Malgré leur rivalité personnelle, et de fâcheuses divisions internes qui provoquent régulièrement une paralysie de la Rada, le Parlement de Kiev, les deux dirigeants politiques «libéraux», le pragmatique Viktor Iouchtchenko et la passionnée Ioulia Timochenko se montrent tous deux partisans d’un net rapprochement avec l’Europe occidentale.

Même si Iouchtchenko s’est vu contraint de ménager les susceptibilités et la volonté de puissance de Vladimir Poutine, le puissant maître de la Russie voisine qui a la main crispée sur le robinet du gaz, il demeure apparemment attaché à cette ouverture vers un Occident dont l’Ukraine a besoin pour son propre développement tant économique qu’universitaire et culturel, encore très imparfait, surtout dans beaucoup de zones rurales.

À l’Est du pays, plutôt qu’une hostilité radicale, c’est par un curieux complexe d’infériorité fait à la fois de crainte et de jalousie que les populations russifiées et soviétisées des régions industrielles du Donbass se refusent à cette option du rapprochement avec l’Europe occidentale.

Et du côté de l’Union européenne elle-même, qu’en est-il au fait? Est-on vraiment prêt à Bruxelles à intégrer une Ukraine très méconnue jusqu’à la récente Révolution orange? En réalité, rien n’est moins sûr aujourd’hui, et cela pour deux raisons: d’abord, beaucoup de dirigeants politiques de cette Europe occidentale ont peur de froisser l’honorable M. Poutine, le grand fournisseur de gaz et d’illusions; ensuite, l’Europe occidentale n’est sans doute pas encore pleinement persuadée de la fiabilité politique et économique de l’Ukraine d’aujourd’hui, et encore maintenant, certains de ses cadres politiques, Dieu sait pourquoi, loucheraient plutôt en direction de la Turquie elle-même incertaine…

Toutefois, si un jour le gros appareil politique de l’Europe bruxelloise venait à se décentraliser quelque peu, et à admettre une organisation de ses pays membres en cercles concentriques, rattachés au noyau administratif européen central par des liens assouplis, le cas de l’Ukraine pourrait alors sans doute être considéré différemment. Mais à l’heure actuelle, il est probablement trop tôt pour se pencher sur une telle hypothèse.

# Les atouts de l’Ukraine

Malgré le retard qu’elle accuse toujours dans plusieurs domaines, surtout dans le domaine de la stabilité politique en proie à de fréquents blocages du Parlement (sérieux problème auquel Iouchtchenko souhaite remédier), de la santé publique (même sans compter les effets induits de la catastrophe de Tchernobyl), de l’agriculture et des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires, et malgré la persistance d’une grande pauvreté surtout en zone rurale, l’Ukraine possède plusieurs atouts qui lui permettent de prétendre raisonnablement à une association étroite avec l’Europe à moyen terme.

Le premier atout de l’Ukraine est le peuple ukrainien, qui manifeste de solides capacités de travail, contrairement à d’autres peuples slaves de culture byzantine soviétisée: «Un Ukrainien ne s’arrête de travailler qu’une fois le programme de sa journée achevé», déclare un diplomate français resté longtemps en poste en ex-URSS et notamment à Kiev. Ce peuple de souche paysanne est réaliste, patient, persévérant, débrouillard, et très apte à faire réussir des compromis pour éviter des affrontements stériles sur une terre déjà trop longtemps gorgée de sang…

Située à la croisée de plusieurs cultures historiques, la ville de Kiev, «la Jérusalem des Slaves» fondée de longs siècles avant Moscou qui se veut «la Troisième Rome», est un lieu de dialogue où coexistent depuis longtemps Ukrainiens et Russes majoritairement orthodoxes mais aussi une forte minorité protestante, Polonais catholiques très bien organisés, Juifs aux réseaux de relations multiples et à l’esprit d’entreprise stupéfiant, Arméniens courageux et subtils, et d’autres minorités ethniques bien intégrées. Le peuple ukrainien est en effet d’un tempérament majoritairement tolérant et disposé aux échanges commerciaux ou intellectuels, même si par le passé il n’a pas été épargné par des poussées de fièvre antisémite dans des contextes complexes. Aujourd’hui, l’Ukraine est une terre de dialogue, même quand des rivalités se font jour, notamment sur le plan politique, sur le plan financier ou sur le plan religieux…

En matière de développement économique, l’Ukraine a fait de gros progrès ces dernières années dans l’industrie informatique, où elle a su créer des entreprises d’une taille dépassant nettement celle des PME des années 90. Plus généralement, elle compte comme atouts non négligeables ses grandes métropoles industrielles, beaucoup plus puissantes de ce point de vue que Kiev la «littéraire»: Kharkov, siège de production des avions gros porteurs Antonov et centre d’industrie ferroviaire, mais aussi pépinière de juristes riches d’une expérience récemment acquise dans des pays anglo-saxons; Dniepropetrovsk, centre métallurgique modernisé, qui a vu naître, outre le peu recommandable Leonid Koutchma, l’infatigable Ioulia Timochenko, longtemps «reine du gaz»; la région houillère russifiée du Donbass hyper-urbanisée, bien équipée en infrastructures routières et également modernisée dans les années 90 avec l’aide fraternelle des Russes de Russie; le grand barrage hydro-électrique de Zaporozhie et ses activités connexes sur le Dniepr; le pays de cocagne de cette presque-île qu’est la Crimée, riche terre vinicole et agricole; et à terme, toutes les terres si fertiles du «Tchernoziom» au centre du pays, qui fut longtemps «le grenier à blé» de l’Europe, à preuve les convoitises féroces dont il a été victime, surtout venant de Moscou.

En matière de formation universitaire scientifique, littéraire et juridique, le vieux système soviétique avait déjà acquis une efficacité réelle malgré des aberrations bureaucratiques et malgré sa coloration idéologique marxiste-léniniste, devenue peu à peu un oripeau encombrant et absurde. Aujourd’hui, si malheureusement la vieille université d’État Chevtchenko de Kiev reste à la traîne et demeure gangrenée par la corruption d’une partie de son corps professoral et par des routines administratives, en revanche les nouveaux centres universitaires comme l’Université Pierre Moghila ont atteint depuis leur relance ou leur création en 1991 un niveau intellectuel largement équivalent à celui de l’Europe occidentale, et sans doute supérieur à celui de la France… À l’Université Moghila, mise en partenariat avec plusieurs universités occidentales, une «Business School» voisine avec des facultés de droit, de sciences sociales, de sciences politiques, d’histoire, de lettres et de philosophie, et notamment avec un Centre européen de sciences humaines au sein duquel on a créé…une maison d’édition très dynamique, «Dukh i Litera»[[43]](#footnote-43), qui a publié notamment des traductions de nombreux penseurs occidentaux, en particulier les «*Essais*» de Montaigne et les «*Pensées*» de Pascal, ainsi que des contemporains comme Paul Ricœur[[44]](#footnote-44), et Henri de Lubac, ou Hannah Arendt…

# Le cactus russe

Le cactus qui fait obstacle à l’intégration européenne se trouve, évidemment, solidement planté à Moscou, où un certain Vladimir Poutine règne sans partage, même après sa transformation en Premier ministre tout-puissant et la promotion de Medvedev sur le devant de la scène.

Ces dernières années, surtout depuis la Révolution orange qui a fait obstacle aux misérables fraudes électorales de ses «Siloviki» [[45]](#footnote-45), le lieutenant-colonel Poutine a utilisé le chantage au prix du gaz comme arme favorite.

Mais le gaz russe n’est pas la seule flèche de la panoplie du Kremlin: de toute évidence, les services spéciaux de l’ex-KGB soviéto-russe restent très capables de créer de sérieuses difficultés à cette Ukraine qui a l’insolence de se vouloir indépendante de son «grand frère». Il ne peut pas en être autrement du fait des séquelles de la très longue imbrication de la République soviétique d’Ukraine à la grande URSS transformée en Fédération de Russie augmentée de réseaux tentaculaires dans les pays voisins… Quand la coalition orange parvenue au pouvoir en décembre 2004 a éclaté, dès septembre 2005, moins d’un an après sa victoire électorale, outre le désaccord entre Iouchtchenko et «Ioulia», le facteur majeur de désagrégation a été le départ soudain du «socialiste» ambigu Alexandre Moroz, que certains soupçonnent à Kiev d’être un homme rendu sensible aux sirènes de Moscou…

Quant à la nouvelle attitude de Viktor Iouchtchenko, devenu plus conciliant – bon gré, mal gré – vis-à-vis de Poutine, et nettement opposé à la volonté de résistance persistance de Ioulia Timochenko, certains l’expliquent à la fois par des pressions psychologiques, faciles à exercer sur celui qui fut un mort en sursis, et par un apport financier personnel en matière de pourcentage prélevé sur le prix du gaz… Tout cela est-il vrai? L’histoire le dira, ou ne le dira pas… Mais en tout état de cause, la marge de manœuvre de Iouchtchenko vis-à-vis de Poutine est assez faible…

Autre canal de pression politique moscovite, traditionnel et multiséculaire celui-là, la présence majoritaire de l’Église orthodoxe russe sur le territoire ukrainien, avec un maillage de paroisses qui peut encore servir de relais parmi la population, même si la façon lourdaude dont de nombreux prêtres de cette branche ukrainienne du «Metropolitburo» du Patriarcat de Moscou ont appelé à voter Yanoukovitch en 2004 a quelque peu indisposé une forte proportion de leurs fidèles, et a même provoqué des réactions virulentes, en particulier à Kiev, où certains laïcs ont menacé de s’en aller pour se rallier au Patriarcat de Constantinople… Dans les centres intellectuels les plus développés d’Ukraine, l’inféodation politique – en réalité d’une intensité variable – de la majorité du clergé orthodoxe russe dans un contexte électoral plus que douteux a fait baisser considérablement le crédit dont il disposait jusqu’alors. Néanmoins, dans les fiefs rouges de l’Est du pays, l’Église orthodoxe russe demeure un levier politique très utilisable par des réseaux favorables à Moscou.

Toutefois, même dans l’Est russifié de l’Ukraine, mais pour des raisons très différentes de celles des autres Ukrainiens, la population s’est distanciée du pouvoir du Kremlin, parce qu’elle…désapprouve son passage à l’économie de marché, et à une forme de capitalisme qui lui fait peur car elle lui paraît contraire à sa sécurité soviétiforme!

Il ne faudrait donc pas se méprendre sur le caractère réel du clivage qui subsiste entre Ukrainiens de l’Ouest et du Centre d’une part, et Ukrainiens de l’Est et du Sud d’autre part: les citoyens ukrainiens d’origine russe qui vivent dans les régions de l’Est préfèrent avant tout vivre entre eux, tranquilles, à la fois loin de Kiev et…de Moscou, dans un monde resté très soviétique, planifié, ultra-fonctionnarisé et rêvant parfois d’une certaine autarcie, tempérée en réalité par les relations internationales semi-mafieuses des oligarques locaux, comme Rinat Akhmatov, le «roi du football» à Louhansk, et un des parrains de Viktor Yanoukovitch, cet orphelin à vie en quête de père et de repères.

Quant aux citoyens de souche russe habitant en Crimée, leur cas est très différents: ce sont, soit de riches apparatchiks ex-soviétiques passés sans état d’âme à un mode de vie capitaliste à l’occidentale, soit des familles d’anciens officiers de l’Armée Rouge envoyés passer leur retraite sur les rives de la mer Noire après la fin du communisme moscovite en 1991, et dont les enfants ont mis de l’eau dans le vin de leurs pères, en se faisant moins hostiles à l’identité globale de l’Ukraine.

Cela dit, les moyens de pression dont dispose Moscou vis-à-vis de Kiev restent assez variés, et passablement kaléidoscopiques, quand on connaît la grande créativité de l’ex-KGB en matière de farces et attrapes, et pas seulement en matière d’utilisation de poisons savamment distillés dans des plats gastronomiques rendus sournoisement indigestes.

# L’OTAN? Une autre affaire…

La majorité des Ukrainiens est acquise à l’idée d’une association étroite avec l’Europe occidentale, et souhaite même l’entrée dans l’Union européenne, quitte à se faire quelques illusions sur les avantages à en attendre et sur le rythme de l’amélioration globale de la vie quotidienne qu’elle peut espérer ensuite.

En revanche, concernant une entrée dans le système militaire international de l’OTAN, la population de l’ensemble de l’Ukraine est globalement plus réticente. Si une majorité de citoyens de l’Ukraine occidentale gréco-catholique et libérale, issue du défunt empire austro-hongrois, surtout dans les trois régions ex-autrichiennes de Lviv, Ivano-Frankivsk et Ternopil, est plutôt favorable à une intégration à l’OTAN, le reste de la population est beaucoup plus réservé.

En particulier, certes, ce projet d’alliance militaire rencontre une crainte et une hostilité viscérales chez les habitants des régions administratives d’Ukraine orientale, zones soviétisées et massivement russifiées par Moscou depuis les débuts du communisme bolchevique, proches du bassin houiller du Donbass, surtout les «oblasts»[[46]](#footnote-46) de Donetsk et de Louhansk, fiefs des oligarques qui sont les parrains du pro-russe Viktor Yanoukovitch, mais aussi les régions de Kharkov, métropole industrielle naguère très soviétisée, située à 38 kilomètres de la frontière russe et deuxième ville du pays où les partisans du libéral Iouchtchenko n’ont obtenu que 30% des voix aux élections démocratiques du 26 décembre 2004[[47]](#footnote-47).

# Une crainte partagée: l’indépendance du Kosovo albanais et musulman

Autre point de friction qui provoque l’incompréhension, cette fois, d’une grosse majorité d’Ukrainiens, pour une fois largement d’accord avec Moscou, la création d’une entité politique nouvelle de culture islamique au Kosovo au détriment de la Serbie. Cette initiative de l’ONU inspirée et soutenue par les États-Unis passe pour une dangereuse aberration tant chez la plupart des intellectuels ukrainiens que dans la majorité de la population de ce pays qui a, lui aussi, comme la Russie, l’expérience de la proximité problématique avec différents pays de tradition musulmane, de la Turquie aux anciennes Républiques musulmanes de l’ex-URSS, hormis le Kazakhstan resté modéré.

En outre, le souvenir de la guerre menée en Afghanistan au sein de l’Armée rouge n’est pas de nature à rassurer vis-à-vis de la réalité islamique les Ukrainiens qui ont été impliqués dans cette triste aventure militaire à leur corps défendant!

Assurément, la réalité du monde islamique contemporain est variée, et le Kosovo n’est ni l’Afghanistan ni l’Iran, mais l’Ukrainien moyen conserve une méfiance globale vis-à-vis de l’Islam, sauf quand il s’agit d’éléments très modérés et très voisins comme les Tatars de Crimée…, ceux-ci faisant figure d’honorable exception qui confirme une règle à observer avec la plus rigoureuse prudence.

La raison principale de cette méfiance vis-à-vis de l’Islam en général et de la communauté musulmane du Kosovo en particulier réside probablement dans le feuilleton sanglant à épisodes multiples de la guerre entre la Russie et la Tchétchénie, ennemi héréditaire aux yeux de nombreux Slaves de l’Est, et pas seulement des Russes!

# Un projet national qui se dessine

Surmonter, rappeler et panser les blessures d’un passé tragique longtemps nié ou méconnu par l’intelligentsia occidentale aveuglée ou séduite par l’utopie marxiste; construire un avenir digne de son identité originelle marquée par le christianisme de Byzance et proche de la démocratie; recueillir – enfin – les fruits de son travail; faire respirer – enfin – librement la culture populaire et intellectuelle liée à la spécificité de la langue ukrainienne[[48]](#footnote-48); mettre en valeur les atouts d’une situation géographique de pays carrefour entre l’Europe centrale[[49]](#footnote-49), la Roumanie limitrophe, la Bulgarie proche, la Turquie, et les routes menant à l’Asie centrale et la Russie comme la Biélorussie; manifester la nature originale d’une «nation inattendue», comme l’a définie l’historien britannique Andrew Wilson, qui a su, bon an, mal an, faire coexister en son sein Ukrainiens, Russes immigrés, une communauté juive terriblement décimée par les nazis entre 1941 et 1943, des Khazars ayant opté pour la religion du judaïsme sans être d’origine sémite, une communauté polonaise ayant survécu à de cruelles persécutions sous Staline, et des minorités ethniques comme les Arméniens, les Moldaves, des Roumains, des Allemands de souche, des Grecs, des Bulgares, des descendants des Cosaques, et les survivants des Tatars de Crimée autorisés à regagner sous Khrouchtchev après les déportations staliniennes. Tel est l’avenir que l’Ukraine se trace peu à peu comme un sillon dans le Tchernoziom, sa terre noire si fertile.

En un mot, vivre, et librement, en renouant avec un Occident qui reste, du moins à leurs yeux, synonyme de respect des droits de l’homme et du principe de souveraineté nationale, tel est le projet à la fois simple et ambitieux de la majeure partie de la population de cette Ukraine composite et parfois contradictoire, mais qui progresse pas à pas vers une indépendance conjuguée à une plus grande prospérité.

**L’OTAN 2008:**

**à prendre ou à laisser?[[50]](#footnote-50)**



*Par l’Amiral (CR) Jean DUFOURCQ,*

*Directeur de recherche au CEREM à l’École militaire (Paris) [[51]](#footnote-51)*

**L’**Alliance atlantique saute de sommets en sommets, sous la pression des événements du monde et sous l’impulsion des nations qui la composent, au premier rang desquelles la France a figuré depuis les origines en bonne place du fait de sa position géopolitique de pays charnière euro-atlantique. Mais le rythme soutenu de ces sommets depuis la fin de la guerre froide et les difficultés croissantes auxquelles elle est confrontée laisse présager la fin de la formule institutionnelle utilisée depuis les origines. Le dernier à Bucarest n’a guère convaincu, pas plus que les précédents à Riga ou Istanbul. L’OTAN[[52]](#footnote-52), c'est-à-dire l’organisation politico-militaire qui donne sa consistance au traité de l’Atlantique Nord signé à Washington en 1949, il y a plusieurs décennies et dans un autre contexte, cette OTAN-là à force de se transformer est sans doute arrivée aux limites de son élasticité. Elle rencontre des difficultés désormais majeures au plan opérationnel (notamment en Afghanistan), au plan fonctionnel (notamment sa planification de défense désormais introuvable) et au plan politique (notamment ses partenariats distendus). La solidarité et la cohésion des alliés en sont aujourd’hui lourdement affectées.

Les 26 nations alliées d’aujourd’hui ont sans doute besoin d’une autre organisation pour faire face ensemble aux grands enjeux du XXIème siècle comme les limites du récent sommet de Bucarest l’ont prouvé. C’est la thèse défendue ci-dessous qui appelle à une réflexion sérieuse sur l’organisation nouvelle que nous devons promouvoir maintenant. Une belle occasion d’exprimer nos vues va s’ouvrir en 2009 pour le sommet du «Soixantenaire» qui devra élaborer un nouveau concept stratégique pour une alliance vraiment adaptée au XXIème siècle. À nous d’exposer nos préférences et de proposer nos solutions, sans tarder.

Mais pour aborder l’avenir, comme toujours, il faut savoir d’où l’on vient.

La France, des origines de l’OTAN en 1949 à la présidence de l’UE en 2008

L’histoire de la France a été profondément marquée par les atouts et les contraintes de sa position géopolitique et, comme beaucoup de pays, la France eût l’histoire de sa géographie. Celles-ci expliquent sa personnalité stratégique et conditionnent ses réflexes en matière de sécurité du territoire, de défense de sa population et d’alliances.

Passons-les en revue avant d’esquisser la place que tient l’OTAN dans la posture de sécurité de la France en 2008.

* **La géographie d’abord**

Cap occidental du continent eurasiatique reliant l’Atlantique à l’Oural selon la formule consacrée, la France est à l’intersection de trois directions, de trois axes majeurs qui structurent sa réflexion stratégique. On les connaît bien[[53]](#footnote-53): l’axe continental, axe Ouest/Est contraignant, axe du danger et des incertitudes qui conduisit naguère la France à se «remparer» face à l’Est; l’axe océanique inverse Est/Ouest, qui procurait l’espace de manœuvre nécessaire et permettait renforts et réassurances; l’axe sud enfin, axe des ouvertures vers le reste du monde, vers et via l’Afrique, mais aussi vers les Asies du Sud et de l’Est, et vers le Pacifique. C’est selon ces trois directions stratégiques que s’est bien souvent ordonnée l’action extérieure de la France. On trouve d’ailleurs la trace de ces trois lignes stratégiques dans l’implication de la France dès la fin de la deuxième guerre mondiale dans le nouveau «système du monde» multilatéral; respectivement dans l’établissement dès 1949 de l’Alliance atlantique, en relève de l’éphémère Union occidentale créée l’année précédente, dans la construction européenne, et ses compléments récents de PESC[[54]](#footnote-54) et de PESD[[55]](#footnote-55), et dans la mise en place de l’ONU dès 1945 puis dans l’affermissement progressif de ses différentes entreprises de paix pendant et après la guerre froide.

* **L’histoire ensuite**

Elle influence grandement la vision française du rôle de l’OTAN au XXIème siècle; en tout cas l’histoire moderne, celle du XXème siècle et de ses trois guerres mondiales, la grande guerre et son très lourd tribut, la deuxième guerre mondiale ouverte sur le désastre ineffaçable de 1940, et enfin la guerre froide, passée par la France loin du front terrestre, en zone arrière. De chacune d’entre elles la France se souvient dans le détail. De la première qui a tant éprouvé son peuple, elle a gardé le souvenir de l’importance décisive de la planification stratégique, de la direction générale exercée par le généralissime, commandant en chef interallié, qu’a le premier incarnée Foch, l’ancêtre du SACEUR actuel. De la seconde, après l’esquisse hâtive du futur traité de Dunkerque à la veille de la guerre, elle a retenu la déculottée sanglante de mai 40, véritable surprise tactique et contournement stratégique de sa posture défensive. Elle n’a pas oublié le droit absolu du vainqueur et ses exigences tout au long de la guerre et l’importance de l’espace pivot nord-africain. Elle a relevé aussi combien l’Amérique du Nord avait tardé à choisir son camp en s’engageant au sol pour défendre la liberté; après 1917, il y eût 1942. Le temps parut alors bien long à certains. Plusieurs intermèdes fâcheux, aujourd’hui estompés, l’ont également marquée pendant la guerre froide; ils avaient trait au mouvement de libération des peuples liés au vaste Empire français. Tous ont laissé leur marque dans la mémoire stratégique française; qu’il s’agisse de l’abandon du corps expéditionnaire français d’Extrême-Orient, qui luttait en Indochine contre une révolution nationaliste à direction communiste dans les années 50; qu’il s’agisse de l’affaire de Suez en 1956 où un allié, l’Américain, s’associait à un ennemi, le Soviétique, pour faire plier deux alliés européens sûrs de leur droit et de la défense d’intérêts occidentaux communs; qu’il s’agisse enfin de la guerre d’indépendance de l’Algérie où les alliés de la France n’hésitaient pas à la clouer au pilori. Beaucoup auront retenu que l’Amérique, héritière d’un peuple affranchi d’une tutelle coloniale, a généralement privilégié cette solidarité des affranchis à la solidarité des alliés transatlantiques.

Ces éléments, et d’autres, structurent la personnalité stratégique française actuelle; ils ont joué un rôle central dans le double choix des années 60, celui de la réconciliation franco-allemande actée en 1963 par le traité de l’Élysée et celui de la constitution de la force de dissuasion française qui prit sa posture d’alerte stratégique pour la première fois un an après. Plus jamais de surprise stratégique à l’Est, plus jamais de dépendance totale à une Alliance; mais le bon voisinage stratégique et l’assurance tous risques, à n’importe quels prix. Dans les deux cas, la dimension éthique et la dimension stratégique, consolidées par un consensus général à l’échelle de la nation française toute entière, se sont conjuguées pour doter la France des moyens indispensables à sa survie en tant que nation indépendante et responsable. Notons que dans le même moment, et sur la base d’une analyse comparable, le grand allié européen de la France dans l’Entente cordiale de 1904, l’allié britannique, faisait le choix différent de l’association stratégique à Washington, et là aussi, à n’importe quel prix.

* **La France voulut l’Alliance atlantique**

Comme la Grande Bretagne, la France, préoccupée des instabilités d’un continent ouest-européen miné par une stratégie de prise de contrôle communiste dès la fin de la 2ème guerre mondiale, consciente des limites du traité de Dunkerque de 1947, puis de l’Union occidentale de 1948, fit tout pour lier les Américains au sort du monde ouest-européen qu’ils venaient de libérer. Après le coup de Prague de 1948 et le blocus de Berlin qui suivit, la défense du «monde libre» se jouait alors en Europe occidentale. Ce fût en 1949 le traité de Washington et une alliance dirigée militairement par un «groupe permanent» installé au Pentagone, organe exécutif tripartite (US, UK, FR) qui fonctionnera jusqu’en 1966, d’un comité militaire alors non permanent. C’est ce groupe d’experts qui élaborait alors la stratégie occidentale en réaction aux tensions soviétiques et préparait la planification stratégique. Puis ce fût la transformation des forces d’occupation en Allemagne en une véritable structure militaire multinationale qui installa son centre de gravité politico-militaire en France à Rocquencourt (SHAPE) et à Fontainebleau (AFCENT), tout près de Paris. La pression soviétique était si forte que la masse de l’Allemagne était devenue indispensable à la défense de l’Europe occidentale. Après la constitution de l’Allemagne fédérale en 1949, on facilita son réarmement pour l’intégrer dans le camp atlantique, d’abord en la diluant dans le projet de communauté européenne de défense (CED), puis en s’accordant à Paris en 1954 sur une Union de l’Europe occidentale, une UEO qui portait en germe l’actuelle PCSD[[56]](#footnote-56). Immédiatement mise en sommeil cette structure laissait de fait l’Alliance atlantique en première ligne face aux forces rouges. L’OTAN prît en charge pendant plus de 30 ans la sécurité de l’Europe de l’Ouest, France incluse. Les classiques directions stratégiques Est/Ouest de la France étaient ainsi bien assurées.

Mais la décolonisation achevée, et l’autonomie stratégique acquise grâce à l’arme nucléaire, la France pouvait aussi manifester sa présence dans sa direction stratégique de prédilection, celle du Sud, ce qui l’amenait à prendre des positions plus autonomes, parfois critiques à l’égard du partenaire américain, mais aussi plus conformes à son génie propre. Elle pouvait à nouveau assumer sa place dans les affaires du monde et entendait bien y exercer ses responsabilités. La marge de manœuvre qu’elle s’octroyait alors en menant une politique du rang s’appuyait aussi sur les instruments hérités de son passé, une place permanente au conseil de sécurité, une francophonie gérée parfois comme une rente post-coloniale, une autorité relativement préservée dans le concert des nations et une indiscutable réussite économique. Cette posture d’indépendance affirmée conduisit à une prise de distance avec l’Alliance atlantique concrétisée au tournant des années 60 par un retrait complet de la structure militaire intégrée de l’OTAN. Le centre de gravité politico-militaire de l’Alliance glissa en Belgique et les Allemands prirent alors naturellement dans l’OTAN les places laissées vacantes par les Français.

* **La France servit l’Alliance, à sa place, à sa façon et à son rang**

Pendant toute la guerre froide la France tînt avec sa 1ère Armée son créneau dans la planification opérationnelle de l’OTAN et après 1966, sa capacité militaire de manœuvre fût entretenue dans le cadre des différents accords (secrets) conclus entre les SACEUR et les CEMA français successifs. La position charnière des forces françaises leur permettait de se porter en renfort sur tout axe d’attaque de l’armée rouge. La position pivot des ports et de l’Hinterland de la côte atlantique française permettait ravitaillements et renforcements. L’affaire des Euromissiles allemands lui permit aussi de s’afficher solennellement solidaire de ses alliés. Et dans les années 80, la détente et les effets des travaux américano-soviétiques menés à Reykjavik la conduisit à estimer en 1987 à La Haye avec ses partenaires européens qu’il y avait des intérêts stratégiques européens et que la construction européenne ne serait complète qu’en abordant les questions de sécurité et de défense.

Ce fût alors le réveil de l’UEO puis les trois tentatives conduites sous impulsion principalement française pour édifier une Europe stratégique. On les connaît: tout d’abord en 1991, à Maastricht, l’articulation de l’UEO avec l’UE, en «bras armé» de celle-ci; puis à Bruxelles en 1994 l’émergence dans l’Alliance d’une identité européenne de sécurité et de défense (IESD/*ESDI*) érigée à Berlin en 1996 en «pilier européen de l’Alliance»; et enfin, après les insuccès de ces deux premières perspectives, le projet franco-britannique de St Malo qui se concrétisait dans l’objectif global européen arrêté à Helsinki à la fin 1999. Il fût réalisé fin 2002 et les accords de consultation UE/OTAN définis dans le traité de Nice fin 2000 ayant été transformés en agréments opérationnels (dits Berlin +), fin 2002, les premières opérations militaires et de police autonomes de l’UE pouvaient commencer en 2003. Chacun se souvient l’histoire récente. La France tenait là le projet qui lui permettait de mettre en phase ses intérêts stratégiques avec ceux de ses voisins européens; elle trouvait là la cohérence d’ensemble qui lui permettait de réassurer structurellement ses lignes stratégiques nationales et mettait fin à plusieurs siècles de fractures et de conflictualité sur le continent européen.

Survint la crise de l’Irak qui a ébranlé l’Alliance en 2002 et, comme quelques autres, la France fut alors présentée comme l’un des pivots d’une vieille Europe frileuse et ingrate, d’une Europe devenue pacifiste; qualifiée d’«ancien allié», souvent raillée, elle fut souvent présentée comme ne jouant pas le jeu de l’Alliance. Episode injustifié, instrumentalisé à l’extrême, notamment outre-atlantique, qui affecta une opinion publique française en phase avec son gouvernement sur ce sujet.

* **Vers la fin de l’exception française?[[57]](#footnote-57)**

L’épisode qui a débuté avec l’actuelle législature devrait conduire dès 2009 à une forme de régularisation des relations entre la France et l’OTAN. Le président de la République a fixé des conditions précises au retour plein et entier d’une France prenant toute sa place dans l’Alliance; ces conditions relèvent toutes d’une articulation efficace, politiquement et militairement, entre la Politique commune de sécurité et de défense, telle qu’énoncée dans le traité de Lisbonne qui devrait entrer en vigueur au début de l’année 2009, et l’action de l’OTAN. En réalité, l’OTAN tient aujourd’hui une place singulière dans la posture de sécurité de la France. Fournisseur régulier de troupes au 3ème rang général des pays de l’Alliance, exerçant des commandements opérationnels majeurs sur des terrains difficiles (Afghanistan, Balkans) et contributeur financier important (4ème rang), la France ne dispose d’aucune responsabilité d’envergure dans les organes du siège comme dans une structure militaire qu’elle a quittée il y a plus de 40 ans et dans laquelle elle a été remplacée principalement par l’Allemagne. Elle a comme les autres pays européens été confrontée aux difficultés d’avoir à partager sa légitimité politique, ses ressources financières et ses moyens militaires entre l’OTAN et la PCSD. Si cette dernière est sa priorité politique affichée, la première lui procure un utile cadre militaire de qualification de ses forces et de ses états-majors et de contacts opérationnels avec les forces américaines. Mais pour faire face aux vrais défis que rencontre l’OTAN aujourd’hui et qui font douter de sa pertinence à venir, elle tient souvent un autre langage politique que ses partenaires et alliés. Convergence opérationnelle, divergence politique, ce sont les tendances générales de la posture française dans l’OTAN. C’est cette sorte de grand écart que le président de la République une fois élu a voulu cherchant à établir, s’il est possible, un cadre de réelle complémentarité entre les entreprises européenne et atlantique.

**Problématique actuelle: ménager l’Alliance et l’Union au prix de l’OTAN?**

Comme d’autres, la France s’était posé la question de la pérennité de l’OTAN à la fin de la guerre froide. Mais dès 1991, à Rome, elle s’était rangée sans hésitation dans le camp de ceux qui voulaient un nouveau concept stratégique pour l’Alliance, un concept faisant la part belle à la gestion de crise et à la sécurité coopérative. Mais elle y mettait des conditions; celles du respect du primat du droit international incarné par l’ONU et du développement d’une capacité stratégique européenne. La tentative de constitution du «pilier européen de l’Alliance» faillit d’ailleurs la conduire dans le rang de l’OTAN après la ministérielle de Berlin en juin 1996, mais des maladresses commises de part et d’autre empêchèrent Américains et Français de s’accorder sur le rôle des Européens dans la structure territoriale de l’OTAN en Europe; le prétexte en fût Naples et le «commandement sud» de l’OTAN. Le rapprochement militaire opéré depuis décembre 1995 fut alors interrompu et la France poussa résolument l’option alternative de la PESD hors de l’OTAN à partir de 1999. Pourtant lorsqu’il s’est agi d’action militaire de gestion de crise, que ce fût en Bosnie, au Kosovo, en Afghanistan, la France a toujours été en bonne place, dans les tout premiers contributeurs de troupes de l’Alliance, prenant sa part des responsabilités, des risques et des coûts.

Souvent considérée comme critique, ne jouant pas le jeu collectif et bloquant le consensus dans l’Alliance, la France a en effet adopté ces dernières années une attitude sourcilleuse au plan politique mais coopérative au plan opérationnel, notamment à l’égard de la NRF. Elle n’a pas modifié ses lignes rouges, le respect du droit international et l’avènement d’une PESD autonome. Mais la complémentarité OTAN/PESD était la règle du jeu affichée à Paris car pour la France, il n’y avait pas d’incompatibilité à mener de front ces deux efforts de sécurité et de défense dans l’UE et dans l’OTAN puisque sensés se renforcer mutuellement. Une attitude très décomplexée prévaut depuis le début de l’actuelle législature; elle laisse présager une réévaluation de la position française à l’égard de l’OTAN.

De fait, on fait naturellement en France une distinction entre l’Alliance politique et son organisation militaire, l’OTAN, distinction qui paraît étrange à nos alliés. Il parait à beaucoup évident que l’Alliance atlantique constitue l’espace stratégique privilégié où Européens et Américains traitent de leurs intérêts de sécurité communs et arrêtent leur posture militaire commune quand ils agissent ensemble. Dans ce cas ils disposent avec SHAPE d’un outil militaire affûté et fiable, d’un instrument unique qui permet de qualifier des forces et de monter, d’organiser et de conduire des opérations multinationales associant forces américaines et forces européennes. En revanche vu de Paris, la structure territoriale de commandement de l’OTAN n’a plus guère d’utilité voire même de sens. De même s’agissant de la transformation des forces occidentales, beaucoup doutent qu’elle puisse être imaginée et conduite de façon centralisée de Norfolk selon un modèle américain dont les limites sont évidentes, notamment en Irak. La façon d’utiliser la technologie moderne et de penser l’action des forces en intervention ou en stabilisation, et notamment l’imbrication civilo-militaire que promeut une OTAN, dont tous les commandants stratégiques sont américains, ne provoque pas une automatique adhésion des militaires français.

Au demeurant les querelles doctrinales procèdent de divergences de stratégie nationale entre Alliés et elles ont des racines culturelles tant les expériences stratégiques des peuples nord-américains et ouest-européens diffèrent. Les récentes interrogations relatives à la mise à jour du concept stratégique de l’Alliance, le laborieux exercice de la «directive politique globale» qui a précédé le dernier sommet de l’OTAN à Riga fin 2006 et les travaux inextricables sur la question du financement des opérations de gestion de crise ont souligné ces derniers mois l’ampleur des divergences entre le Alliés et la nécessité de repenser l’Alliance et son devenir sur une base consolidée. Alors l’OTAN, à prendre ou à laisser?

Consensus, débats: une autre organisation pour l’Alliance

* **Ce qui fait débat en France**,

c’est l’OTAN et ses technostructures fonctionnelles, c’est sa transformation technique en instrument «attrape tout»; avec ses partenariats de plus en plus différenciés et de moins en moins articulés à une vision d’ensemble; avec sa tendance à se substituer aux nations et à les contraindre à des transformations expéditionnaires coûteuses, non validées par des opinions publiques généralement réticentes, au moins en Europe; avec ses perspectives de rassemblement communautaire des démocraties de la planète pour tenter un confinement des espaces potentiellement hostiles islamiques ou chinois; avec sa tendance à étouffer par ses initiatives la PCSD, voire à essayer d’occuper tout l’espace civilo-militaire qu’elle devrait par définition structurer. Mais malgré ces débats difficiles, il est probable que la France qui a joué le jeu de la NRF verrait d’un bon œil, un centre de référence occidental s’établir autour de la capacité avérée de SHAPE à préparer, qualifier, soutenir et commander de larges coalitions multinationales dont le contrôle politique et la direction stratégique reviendraient aux pays contributeurs, et à eux d’abord.

* **Ce qui fait consensus en France aujourd’hui comme hier**,

c’est assurément la valeur irremplaçable de la relation transatlantique, comme cadre unique de coordination des intérêts communs stratégiques des Américains et des Européens, unis dans la défense d’un modèle de société démocratique et libéral, rassemblés pour défendre la liberté. Mais pourquoi une grande commission stratégique Euro-américaine, USA/EU, ne pourrait elle pas se substituer à terme à l’OTAN actuelle. Alliance occidentale sans aucun doute; alliance de mousquetaires, assurément, «tous pour un et un pour tous»; on doit toujours cautionner l’article 5 du traité de Washington et la capacité militaire collective qui lui est associée. Mais Alliance centrée, géographiquement, sur l’espace atlantique et fonctionnellement, sur la sécurité commune et non sur un forum des démocraties d’un monde que les Français continuent de voir multipolaire et assujetti aux techniques d’un multilatéralisme efficace, dans lequel c’est l’Union européenne qui porte les intérêts stratégiques de la France et de ses voisins.

* **De quoi avons-nous finalement besoin?**

Certainement d’une nouvelle organisation efficace qui préserve la réalité de l’alliance transatlantique entre Nord-américains et Européens. Cette alliance, naturelle au vu de l’Histoire, de la géographie et de la culture partagée, rassemble des peuples qui formeront en 2050 respectivement 5% et 7% de la population de la planète et qui auront d’ici là à partager les leviers de commande de la planète avec de nouveaux venus, ces fameux BRIC[[58]](#footnote-58) qui de leur côté, vont avoir la lourde responsabilité d’accéder aux responsabilités de premier rang sans conflits ni révolutions. Il nous faut coordonner l’action collective transatlantique pour aborder ce nouveau système du monde; chacun avec nos visions, nos stratégies, nos talents; chacun avec les mandats qui seront confiés aux dirigeants par des peuples souverains en Amérique du Nord et en Europe. Une nouvelle organisation assurément et pas seulement militaire, mais aussi pour traiter de commerce, de technologie, de développement durable, de multilatéralisme et d’efficacité internationale au XXIème siècle.

Ce texte comprend une bibliographie proposée uniquement en fin de cet article, dans la version informatique du «Cahiers du CESAT» n° 12

**L’aide au déploiement en Côte d’Ivoire:**

## Le détachement du génie français de l’ONUCI

**(Extrait)**



### Par le Lieutenant-colonel Régis MIRCHER,

*du CESAT/Officier traitant au Cours Supérieur d’État-Major*

**U**n Détachement du génie (DETGEN) est maintenant engagé depuis plus de 3 ans au sein de l’Opération des Nations Unies en Côte d’Ivoire (ONUCI). Le déploiement initial, caractérisé par la rusticité a été progressivement remplacé par de meilleures conditions de vie pour les cadres et soldats de la Force. Cette préoccupation constante de l’ONUCI pour l’aide au déploiement mérite d’être soulignée car elle contribue directement au maintien de la capacité opérationnelle de la force.

Le détachement du génie français constitue, avec un détachement bangladais et un détachement pakistanais, une des trois unités génie de la force. D’un effectif de 171 cadres et sapeurs, il est composé d’une Compagnie Modulaire d’Aide au Déploiement (CMAD) soutenu par un élément de soutien.

Cette structure modulaire aux capacités élevées et polyvalentes se révèle particulièrement bien adaptée au théâtre ivoirien et au mode de fonctionnement de l’ONUCI qui donne au génie aussi bien des missions d’appui direct (direct support) que des missions d’appui général (general support).

En dépit d’une mission étendue[[59]](#footnote-59) l’environnement complexe du théâtre ne permet pas un emploi optimal de la CMAD. Cette complexité provient d’abord de l’organisation de l’ONUCI qui est d’abord une organisation civile avant d’être une force militaire. Dans ce cadre, le génie ne fait pas partie de la chaîne force et dépend de fonctionnaires civils de l’ONU. La complexité résulte aussi de la disparition des principales carrières gérées par des entreprises occidentales avant 2002 et de la désorganisation des circuits d’acheminement des matériaux. Pour autant, l’engagement d’une telle structure modulaire reste pertinent d’abord dans l’aide au déploiement mais éventuellement aussi dans certaines composantes de l’appui direct au profit de la force compte tenu de ses capacités et d’une relative polyvalence.

Au bilan, le DETGEN ONUCI constitue donc un détachement à forte valeur ajoutée. Son coût est faible au regard des bénéfices en termes de réalisations concrètes et d’image au sein d’une instance internationale comme l’ONU. Son appui aide au déploiement auprès de la force est précieux. Caractérisée par sa puissance et une relative polyvalence, la CMAD peut participer à une opération de stabilisation mais éventuellement aussi à une opération de coercition.

L’aide au déploiement (AD) est souvent considéré comme générateur de coût (acheminement d’équipements lourds). Pourtant, il serait quelquefois plus économique d’envoyer des moyens lourds d’AD en ouverture de théâtre. Avec un nombre de personnel réduit, une structure modulaire d’AD comprenant des moyens de génie de combat peut rapidement aider au déploiement de la force dans tous les domaines (appui direct et appui général) et faciliter ainsi sa mission.

## POSTUROPS: la numérisation

**au service des autorités civiles.**

**(Extrait)**



# *Par le Lieutenant-colonel Damien WALLAERT*

**L**a simple dénomination de la commission du «Livre blanc de la défense et de la sécurité» laisse à penser que les forces armées seront de plus en plus impliquées dans la sécurité intérieure. Or, la numérisation de l’espace de bataille est une réalité aujourd’hui dans l’armée de terre française. L’idée de «Posturops», est justement de démontrer l’intérêt de la numérisation et ses potentialités dans le cadre d’une intervention militaire sur le territoire national.

Le cadre d’emploi est connu et revêt deux facettes: la sécurité civile, c’est à dire l’aide aux populations en cas de catastrophe naturelle ou technologique ou encore d’accident dépassant les capacités des services civils dédiés; la sécurité générale, c'est-à-dire appui à la force publique dans ses missions de sécurité.

Deux exercices numérisés, baptisés «Posturops» 1 et 2 ont été joués en juin et novembre 2007 et permettent de tirer les premiers enseignements: La numérisation sur le territoire national rend la force militaire mise à disposition des autorités civiles plus efficace et permet de proposer une capacité de suivi en temps immédiat de la situation tactique aux échelons décisionnaires civils. Dans ce domaine l’armée de terre détient une avance certaine sur les autres composantes publiques concourant à la sécurité du pays et de la population.

Adaptée à la structure «PROTERRE», la numérisation permet une coordination beaucoup plus poussée des moyens déployés, qu’ils soient civils ou militaires. Les exercices effectués ont montré la possibilité de constituer une force numérique ad-hoc procurant aux autorités une capacité de suivi de situation en temps immédiat. La démonstration faite au préfet du Gard le 22 novembre 2007 en a fourni la preuve.

La numérisation répond donc à un besoin d’efficacité de nos forces engagées sur le territoire national et peut également être un outil de coordination et d’aide à la décision mis à disposition des autorités civiles. Dans cette perspective, les DMD[[60]](#footnote-60) peuvent être les ambassadeurs de ces capacités auprès des pouvoirs publics et deviennent des acteurs incontournables de la gestion des crises en France.

## Votre tribune:

**Réponse aux auteurs**



**article «DIEN BIEN PHU»**

**du Cahiers n°10 (Janvier 2008)**



# *Avis du Général GILLIS (CR) Bernard*

«…**C’**est un excellent article. Cependant, l’auteur estime (p.92) «qu’il aurait été hautement souhaitable de maintenir à son poste le Général NAVARRE». Ceci est utopique car – et l’auteur le démontre – le Général NAVARRE avait perdu une bataille (pas encore la guerre) et sa responsabilité était engagée par ses choix: par exemple (p.85), «le Général NAVARRE confirme la priorité stratégique donnée à l’opération ATLANTE»

Quel poids aurait eu le général NAVARRE pour exiger de ses grands subordonnés certains sacrifices, certaines décisions audacieuses nécessaires?

Le Général NAVARRE a été placé dans un contexte de conduite de guerre bien français, c'est-à-dire approximatif, et on ne peut lui reprocher d’avoir choisi cette stratégie. Mais, à partir du moment où elle a échoué et que cet échec était connu de tous, non seulement en Indochine mais aussi en France (et dans le Monde), il était inéluctable de relever le Général NAVARRE. En revanche, aucune faute personnelle, aucune faute contre l’honneur ne lui a été reprochée, à juste titre.

En tout cas, cet article est remarquable et fait honneur aux Cahiers et à son auteur.

## Leçon d’histoire



**Le repli intérieur de 1924**

**et ses conséquences**



*Par le Lieutenant-colonel Michel GOYA,*

*De l’État-major des armées*

**D**e 1919 à 1924, la France conserve son rang par son armée qui impose la considération par sa puissance, son modernisme et sa capacité d’intervention. En cinq ans, on la voit *«garder le Rhin, occuper Francfort, Düsseldorf, la Ruhr, prêter main forte aux Polonais, aux Tchèques, demeurer en Silésie, à Memel, au Schleswig, surveiller Constantinople, rétablir l’ordre au Maroc, réduire Abd el-Krim, soumettre la «tache» de Taza, s’opposer aux rezzous sahariens, prendre pied au Levant, pénétrer en Cilicie, chasser Fayçal de Damas, s’installer sur l’Euphrate et sur le Tigre, réprimer l’insurrection du djebel Druze, montrer la force en tous points de nos colonies d’Afrique, d’Amérique, d’Océanie, contenir en Indochine l’agitation latente, protéger au milieu des émeutes et des révolutions nos établissements de Chine»[[61]](#footnote-61).* Le rayonnement de l’armée française est à son comble et plusieurs États étrangers[[62]](#footnote-62) font appel à son expertise et à son matériel pour réorganiser la leur.

Pourtant à peine douze plus tard, en 1936, alors qu’Adolf Hitler envoie quelques bataillons «remilitariser» la Rhénanie, portant ainsi à nouveau la menace à la frontière de la France, cette même armée avoue sa totale impuissance. Il est vrai qu’entre temps, au nom de la disparition de l’ennemi majeur, des économies budgétaires et de la réticence à employer la force, le vainqueur de 1918 s’est replié sur lui même. La France vieillissante et traumatisée a été saisie de frilosité mais en croyant adopter une politique plus «sécurisante», elle a, en réalité, provoqué sa perte.

## La fièvre obsidionale

Cette rupture a d’abord une origine militaire. Lors de la séance du 22 mai 1922 du Conseil supérieur de la Guerre, le Maréchal Pétain insiste sur la recherche de l’*«inviolabilité absolue du territoire»* par une stratégie purement défensive. Cela lui attire la réplique du Maréchal Foch qui estime que: *«Si l’on est victorieux, on assure par là même la conservation du territoire…Assurer l’inviolabilité du territoire n’est pas le but principal à donner aux armées: c’est un dogme périlleux».* Foch considère qu’à choisir l’épée apporte finalement plus de sécurité que le bouclier, par sa capacité à «réduire» au plus tôt les menaces (re)naissantes et à soutenir les alliés européens qui ont remplacé des Russes désormais hostiles et des Anglo-saxons redevenus distants.

La conception de Pétain finit pourtant par l’emporter car elle rencontre à la fois l’idéalisme de l’opinion publique et le souci d’économie des gouvernants. Pour beaucoup en effet la négociation et le droit international sont les vrais armes de la paix. En 1924, le Cartel des gauches met fin à l’occupation de la Ruhr, enclenchant ainsi le repli général sur le territoire national. En 1926, à la tribune de la société des nations, Aristide Briand lance son *«Arrière les fusils, les mitrailleuses et les canons! place à la conciliation, à l’arbitrage, à la paix»*. La France parraine alors l’adhésion de l’Allemagne à la SDN et Briand obtient le prix Nobel de la paix. En 1928, la France signe le pacte Briand-Kellog mettant la guerre hors la loi. Nombreux sont aussi ceux qui sont soucieux de toucher les «*dividendes de la paix*», comme Poincaré qui estime que *«si nous sommes pour une dizaine d’années à l’abri d’aventures militaires, nous sommes, en revanche, pour cinq à six ans à la merci d’un accident financier»,* ou le ministre des finances Lasteyrie qui déclare lors du vote du budget de 1922: *«Y a-t-il réellement une nécessité absolue de s’engager dans la voie d’armement aussi importants?* […] *Nous sommes pour l’instant à l’abri du danger»*.

Cette nouvelle vision se concrétise par la loi d’organisation de l’armée en 1927 qui explique que: *«L’objet de notre organisation militaire est d’assurer la protection de nos frontières et la défense des territoires d’outre-mer»*. En présentant la loi, Daladier, Ministre de la guerre, renchérit même: *«la France ne déclarera la guerre à aucun peuple mais elle fermement résolue à défendre son territoire, et empêcher que la guerre y soit à nouveau portée»*. Tout cela se traduit concrètement par une réduction drastique des programmes d’équipements «offensifs» (donc «agressifs») au profit du service de la dette, qui représente la moitié du budget et de la ligne Maginot, instrument premier de la sécurité qui doit, en parant à toute surprise, nous donner le temps de mobiliser nos forces. En 1934, un an après l’arrivée au pouvoir d’Hitler, la France ne produit plus que trois chars.

En revanche, en cette période troublée (l’année 1934 est aussi celle des 15 morts et 1500 blessés des émeutes de février et de l’assassinat du ministre Barthou et du roi de Yougoslavie), les moyens de l’Intérieur sont sensiblement augmentés. Une garde républicaine mobile est créée pour assurer le maintien de l’ordre à la place d’une armée qui, depuis les «inventaires» et la répression des émeutes du Languedoc ou des mineurs du Nord avant 1914 garde un souvenir amer de son implication dans la sécurité intérieure. À l’époque, ces interventions avaient suscité un antimilitarisme virulent qui avait fait douter de la capacité de la France à se défendre et donc incité les Allemands à saisir l’occasion d’en finir. Dans les années 1920 et alors que le pacifisme se développe, on ne souhaite pas affaiblir la crédibilité de l’outil de défense en l’exposant à la critique de sa propre population.

Tous les instruments d’une sécurité en accord avec un effort budgétaire limité semblent en place: barrière défensive et dissuasive, augmentation des moyens de sécurité intérieure et, parallèlement, réduction de l’outil de défense mais avec la certitude de pouvoir le reconstituer en cas de retour d’une menace majeure.

## L’endormissement

Ce repli initié par le ministère de la guerre va finalement se retourner contre lui, transformant les armées françaises de force d’intervention en une structure nouvelle finalement apte à peu de choses. Voulant conserver des structures lourdes malgré une diminution rapide des effectifs[[63]](#footnote-63), l’armée de terre voit son commandement paralysé par la dilution de l’autorité et de la responsabilité entre de multiples personnes et organismes[[64]](#footnote-64), tandis que les grandes unités (30 divisions) sont bien incapables d’être autre chose que des cadres de mobilisation. Selon le Général Beaufre, *«l’armée subsistait mais vivotait au rabais: les effectifs squelettiques mangés par les corvées et les gardes, l’instruction individuelle bâclée en quatre mois, puis tous les hommes disponibles transformés en employés* […] *l’armée usait sa substance à flotter dans un habit trop large pour elle»[[65]](#footnote-65).* En 1930, le Général Lavigne-Delville alerte l’opinion: *«Que nous reste-t-il donc, l’évacuation* [de la Rhénanie] *faite, pour résister à l’agression possible allemande? Des frontières sans fortifications, des fortifications sans canons, des canons sans munitions, des unités sans effectifs, des effectifs sans instruction»*.

La loi de finances de 1933 qui prévoit la suppression de 5.000 postes d’officiers contribue encore à la dégradation de l’encadrement et du moral. *«Tout se conjugue pour dérouter et désenchanter les officiers: situations médiocres, avenir incertain, sentiment d’inutilité, hostilité latente du pouvoir, impression d’isolement de la nation. À cela s’ajoute le sentiment très net que l’organisation nouvelle de l’armée les empêche de faire leur métier»[[66]](#footnote-66)*. Les démissions se multiplient et le personnel d’active souffre d’un déficit de 60.000 hommes en 1933. Weygand écrit alors au Président du Conseil Herriot: *«L’armée risque de devenir une façade coûteuse et trompeuse. Le pays croira qu’il est défendu. Il ne le sera pas.»*

Quelques voix proposent bien des alternatives plus offensives grâce à la motorisation. Elles sont immédiatement sanctionnées. Parlant du projet d’une force d’intervention moderne décrit par de Gaulle en 1934, le Général Maurin, Ministre de la guerre, dévoile le piège logique : *«Comment peut-on croire que nous songions encore à l’offensive, quand nous avons dépensé des milliards pour établir une barrière fortifiée? Serions-nous assez fous pour aller au-devant de cette barrière de la ligne Maginot à je ne sais quelle aventure»*. En 1935, Gamelin s’appuie sur un argument d’autorité: *«Qu’il soit bien entendu que la seule autorité habilitée à fixer la doctrine est l’état-major de l’armée. En conséquence, tout article et toute conférence sur ces sujets devront lui être communiqués aux fins d’autorisation»*.En 1938, le Général Chauvineau écrit *Une invasion est-elle encore possible?* et répond par la négative. Dans la préface, le maréchal Pétain écrit que: *«L’expérience de la guerre a été payée trop cher pour qu’on puisse revenir aux anciens errements* [c’est-à-dire les doctrines offensives]». Selon une interprétation freudienne, l’armée est paralysée par la logique du Moi, l’autorité du Surmoi et un fort traumatisme Inconscient, tous trois se nourrissant mutuellement jusqu’à former derrière l’apparence des certitudes un sentiment d’impuissance.

## Le réarmement raté

L’armée ne sortira jamais vraiment de cette torpeur jusqu’au choc de mai 1940. De 1933 à 1935, alors qu’Hitler au pouvoir ne cache pas ses intentions, le gouvernement français réduit d’un tiers les dépenses des ministères de la Guerre, de l’Air et de la Marine. La tendance s’inverse à partir de 1935 et surtout de 1936, mais sans que cela s’accompagne vraiment d’une revitalisation de l’outil de défense.

Les instances de décision militaires dispersées sont incapables de faire des choix rapides, recherchent trop la perfection et maîtrisent moins bien les procédures budgétaires que le ministère des finances qui multiplie les entraves (60 % des crédits allouées en 1935 doivent être reportés). Il faut ainsi dix ans pour faire passer le fusil successeur du Lebel du bureau d’études à la fabrication en série et alors qu’un prototype de l’excellent char B est disponible depuis 1925, on est incapable de le produire en grande série. Il est vrai aussi que l’industrie de défense n’a plus aucun rapport avec celle de la victoire de 1918. Elle manque d’ouvriers qualifiés et de machines-outils modernes. Elle se méfie aussi de l’armée, client à la fois exigeant et peu fiable dont, jusqu’en 1936, elle n’a reçu que des commandes dérisoires et morcelées[[67]](#footnote-67).

L’armée de l’air n’est créée qu’en 1934 après le constat de sa déliquescence sous la tutelle du ministère de la Guerre. Mais comme il lui faut à la fois lutter contre les autres armées qui contestent son autonomie, composer avec une opinion qui considère le bombardement comme trop agressif et tenter de dynamiser une industrie aéronautique sinistrée et paralysée par les troubles sociaux, elle est incapable de retrouver sa puissance perdue.

Seule la marine nationale a pu tirer son épingle du jeu dans la disette budgétaire pour constituer une force de protection des flux nécessaires au soutien d’une éventuelle guerre totale. À partir de 1935, elle peut initier la construction de bâtiments de ligne mais pratiquement aucun ne pourra être prêt à temps.

## Le prix du renoncement

En mars 1935, Léon Blum, alors dans l’opposition, estimait que la parade au danger hitlérien résidait dans le désarmement et s’opposait au passage du service à deux ans pour compenser l’arrivée des «classes creuses»[[68]](#footnote-68) estimant que *«nous sommes bien au-delà des effectifs et des conceptions qu’exige la défense effective du territoire national».* Un an plus tard, les Allemands pénètrent dans une Rhénanie démilitarisée depuis les accords de Locarno (1925). L’affront et la menace sont évidents mais on découvre alors que la France est incapable de la moindre offensive sans lancer au moins une mobilisation partielle (soit le rappel d’un million de réservistes), et ce à quelques semaines des élections législatives (où le slogan vainqueur sera «Pain, paix, liberté»). La France renonce à toute action et donc aussi à toute crédibilité sur ses engagements. Les Alliés en prennent acte. La Pologne se rapproche du Reich et la Belgique dénonce le traité de 1920 préférant la neutralité à l’alliance française peu sûre, rendant d’un coup très incomplet notre système défensif.

En juillet 1936, le gouvernement du Front populaire désireux d’aider la République espagnole en lutte contre Franco ne peut aller au-delà de l’hypocrisie d’une «non intervention relâchée», là où l’Allemagne et l’Italie envoient des troupes. En 1938, Hitler reprend ses coups de force avec l’*anschluss*, puis par des revendications sur les Sudètes, menaçant cette fois directement un de nos Alliés. Avec les négociations de Munich où l’on abandonne la Tchécoslovaquie[[69]](#footnote-69), c’est l’URSS qui comprend qu’il n’y à rien à attendre d’une alliance avec la France. Au même moment, tout en avouant une nouvelle fois la faiblesse de l’armée[[70]](#footnote-70) (par ailleurs surestimée) le Général Gamelin, déclare: *«Toute la question est de savoir si la France veut renoncer à être une grande puissance européenne».*

En réalité, la France avait cessé d’être une puissance à partir du moment où, en renonçant à toute capacité d’intervention, elle s’était condamnée à n’être que spectatrice des évolutions du monde. À ramener trop près de son cœur son outil de défense, elle avait laissé les menaces extérieures grossir puis venir à elle, sans même le soutien d’amis qu’elle ne pouvait aider. Pour paraphraser Churchill, la France avait sacrifié son honneur, son rang et sa voix dans les instances internationales à l’illusion de la sécurité et d’un certain confort, moral et économique, pour finalement tout perdre en 1940.

## Rubrique

***«Le Hibou de la mansarde»***



# Le B2 sait tout, …

**mais il ne comprend rien**



*Soliloque du Hibou[[71]](#footnote-71) de la mansarde,*

*rapporté par le Colonel Gilles BEMELMANS,*

*Chef du Bureau «pilotage»*

*à l’État-Major de la Région Terre Sud-Est*

**P**erché sur une corniche poussiéreuse de la bibliothèque, le hibou marmonnait ce soir-là des bribes d’une vieille discussion du général Foch avec des stagiaires attardés après les cours en salle 25 (si, il y avait un groupe là lorsqu’il commandait l’École).

Le Général, qui ne détestait pas la contradiction, était revenu en cette fin de journée d’exercice dans le comité qu’il avait visité l’après-midi. Il y avait fortement secoué le chef d’état-major du moment sur ses conclusions et complètement désarçonné le B2.

«Le B2 entend tout, voit tout, sait tout, mais il ne comprend rien» avait-il lâché en partant, formule devenue proverbiale après la grande guerre (certains mauvais esprits prétendent que rien n’a changé).

Il avait laissé le pauvre chef d’escadrons responsable de la cellule complètement défait et fort dubitatif sur ses chances de poursuivre une carrière d’avenir dans cette spécialité qu’il convoitait pourtant.

Pris de quelque remords, ou plutôt de la volonté de discuter plus à l’aise pour voir ce que ses stagiaires avaient vraiment en tête, il était donc repassé mine de rien vers les cinq heures et quart.

«Voyons du CHEMIN, votre analyse de l’ennemi ne vaut pas tripette! Vous prétendez me détailler le dispositif de sa brigade de grand-garde à 48 heures d’ici, alors qu’elle n’est pas au contact et que rien ne contraint son chef à se placer comme vous le dites! Plus grave encore, vous lui prêtez des modes d’action, sans prendre la peine de déterminer quel pourrait être son but dans l’affaire qui l’oppose à nous».

Du CHEMIN voit bien que ça ne va pas, mais il ne sait trop quoi avancer sans risquer de se faire laminer une fois de plus par la logique de fer du général.

«Reprenons votre affaire:

À partir de Metz, il lance son attaque vers l’ouest, objectif les passages sur la Meuse et simultanément vers Nancy. Il veut visiblement élargir sa porte d’entrée et fixer nos réserves de deuxième échelon.

Vous étudiez le cas du corps d’armée chargé, après la prise du grand couronné de Nancy, de contenir notre réaction venant de Langres. Il a disposé une grosse brigade au-delà du thalweg de la Moselle, en avant de Neuves-Maisons. Vous me la décrivez enterrée ferme de manière à verrouiller le passage. Mais il n’a pas assez de forces pour nous contenir et éviter que nous ne le débordions. Il ne peut donc avoir pris une solution statique!

Allons du CHEMIN, croyez-vous qu’il n’a pas une idée en tête et qu’il dispose ses forces, juste pour les étaler?

Au contraire, le commandant du corps veut nous attirer, puis nous arrêter au plus tard sur Nancy dans 2 à 3 jours pour neutraliser la masse de manœuvre que nous lancerons afin d’intercepter sa ligne d’opérations. C’est son but. Pour cela, il va chercher à nous appâter, puis à préciser notre effort. Ensuite, il tentera de nous arrêter soit par une réaction offensive, soit en nous canalisant vers des positions d’arrêt à renforcer en conduite. Dans tous les cas son mécanisme sera dynamique et ordonné à son intention.

Mais si vous commencez par retenir une manœuvre, sans vous demander quel pourrait bien être le résultat qu’il cherche, quel est son objectif en un mot, où va-t-on? Eh bien, si l’on vous suit dans votre analyse, vous allez entraîner le B3 dans une manœuvre rigide qui va viser un dispositif figé.

C’est toujours la même histoire: on fait comme si l’ennemi n’avait pas de projets lui aussi!

Cela vient de ce qu’on ne cultive pas assez l’objectivité, l’habitude de commencer par définir le résultat que l’on veut, ou ce que l’autre veut. C’est la source la plus banale et la plus répandue des déboires de guerre.

Apprenez à penser … en termes d’objectif. C’est la seule façon de comprendre les affaires!».

«Et moi, si je reste posté devant cette vieille galerie à guetter le campagnol, je ne suis pas près de dîner …».



## On a aimé



**Les couleurs du drapeau,**

**l’armée française**

**face aux discriminations[[72]](#footnote-72)**



**De Monsieur Christophe BERTOSI**

**et Madame Catherine WITHOL de WENDEN**

**C**e livre porte sur les profils, les motivations et la place des militaires issus de l’immigration dans les forces armées.

Il est le fruit d’une étude commandée par le C2SD (Centre d’études en sciences sociales de la défense) et ayant fait l’objet d’une première publication en 2005[[73]](#footnote-73). Les deux auteurs sont tous les deux docteurs en sciences politiques et sont spécialistes des migrations et des questions d’identité. Christophe Bertosi est chargé de recherche à l’Ifri (Institut français des relations internationales) et Catherine Withol de Wenden est directrice de recherche au CNRS.

Comme toutes les études sociologiques qualitatives, l’enquête a compris deux volets, l’utilisation d’une importante bibliographie et l’exploitation d’entretiens en tête-à-tête. Les auteurs ont mené une première série de 15 entretiens préliminaires avec la hiérarchie puis ont effectué 62 entretiens de terrain, dont 17 dans l’armée de terre, du 8 mars au 15 juillet 2004. Les auteurs sont parfaitement conscients des limites d’une telle démarche, d’autant plus que, d’une part, aucun outil statistique n’est disponible pour avoir une vision plus globale de cette question et, d’autre part, quoique volontaires, les militaires avec qui les entretiens ont été menés ont tous été présentés par la hiérarchie.

Les auteurs montrent que ces militaires issus de l’immigration se considèrent pleinement comme des Français comme les autres. Pour eux la question de l’intégration ne se pose pas car ils sont ou se sentent pleinement français. Les événements internationaux depuis 2001 n’ont aucunement entamé cette loyauté. Ils se révèlent très attachés aux valeurs républicaines. Ils sont aussi parfaitement conscients qu’être militaires, porter l’uniforme, leur permet d’échapper aux stéréotypes véhiculés sur les personnes de couleur. Ils vivent aussi leur engagement dans les armées comme un accomplissement personnel et professionnel d’autant plus fort qu’aucune discrimination à l’embauche n’est pratiquée et que la Défense offre des parcours qualifiants et une réelle promotion sociale qui facilitera leur insertion professionnelle lorsqu’ils reviendront dans le civil pour ceux qui ne sont pas militaires de carrière.

Pourtant, l’enquête montre que certains de ces militaires peuvent être victimes de racisme et d’une mauvaise acceptation de leurs particularités culturelles et religieuses. Ces manifestations de discrimination rapportées par les personnes interrogées sont le fait d’individualités, parfois de groupes, ou liées à l’organisation de l’ordinaire, mais en aucun cas institutionnelles. Au-delà de leur caractère répréhensible, ces propos et attitudes se révèlent contre-productifs pour l’institution militaire car, d’une part, elles sont un obstacle au recrutement et à la fidélisation d’une partie de la population, et, d’autre part, elles font courir le risque d’une ethnicisation ou d’un communautarisme à rebours en réaction à la stigmatisation de la différence.

Enfin, l’étude pose la question du rôle des officiers et de leur implication dans le traitement de ces difficultés. La méconnaissance et l’homogénéité sociale du recrutement apparaissent aux auteurs comme les deux principales insuffisances.

On regrettera toutefois que la méthode retenue et l’expérience antérieure des auteurs n’aient pas permis des développements plus nuancés grâce à une mise en perspective plus large de la situation de ces populations par rapport à d’autres au sein de l’armée française. Les auteurs notent par exemple eux-mêmes que la féminisation reste souvent plus problématique que l’origine ethnique ou l’appartenance religieuse. De même, une comparaison de l’intégration des mêmes populations dans les autres corps en uniforme (services pénitentiaires, police, sécurité civile) ou dans des armées étrangères aurait apportée une utile profondeur de champ et une diversité d’expérience.

On déplorera également que l’insuffisante connaissance statutaire et pratique de la vie militaire ait conduit parfois les auteurs à une mauvaise compréhension de certains faits ou de certaines obligations (par exemple les mesures de sécurité liées aux contacts avec certains pays à risque). De même, les enquêteurs ont eu tendance à adhérer sans recul à la vision stéréotypée, développée par certains enquêtés, du corps des officiers (aristocratie, messe en latin…).

Il faut enfin noter que, depuis cette étude, une aumônerie musulmane aux armées a été créée en juin 2006 à la suite du rapport du Lieutenant-colonel Aïthocine.

*Lieutenant (ORSEM) Matthieu MEISSONNIER,*

*Administrateur au Sénat*

**«De la France de toujours**

**à l’Europe de demain»**



# Du Général (CR) FAVIN LÉVÊQUE[[74]](#footnote-74)

**T**el est le titre que l’auteur a donné à l’ouvrage qui vient d’être édité par UNICOMM[[75]](#footnote-75). Au delà du cadre autobiographique de son témoignage sur la période de la guerre froide et des jugements pertinents qu’il porte sur l’histoire tourmentée du demi-siècle écoulé, l’auteur a en fait l’ambition d’un essai politique tourné vers l’avenir.

Son véritable objectif est de mettre en relief la construction progressive de l’édifice Européen et d’indiquer la voie vers une Europe-puissance, indépendante, souveraine et solidaire, telle qu’il l’espère et pour laquelle il milite depuis plusieurs années au sein de l’Union PanEuropéenne Internationale et au sein du réseau des EuroDéfense.

Riche d’une carrière d’officier partagée entre des affectations au sein de Forces Françaises en Allemagne, à l’État-major de l’armée de terre et à la Délégation Générale pour l’armement (comme Directeur de la Communication puis Général adjoint au Délégué aux relations internationales), il en tire parti pour évoquer de façon réaliste le contexte franco-allemand et nous convier à faire avec lui le tour du monde dans lequel ses activités internationales l’ont conduit.

Il revient ensuite sur l’Europe en devenir, véritable objet de l’ouvrage, sur laquelle il porte un regard aiguisé. Il s’interroge notamment sur l’avenir de la Défense et de la Sécurité de notre continent et sur la volonté réelle des pays membres de l’Union Européenne de dépasser les objectifs d’une simple union économique.

Soucieux d’une Europe forte, écoutée, authentique, l’auteur proclame sa foi dans le rôle clef qu’une France, fidèle à ses valeurs éternelles, peut jouer dans cette montée en puissance.

Un livre qui intéressera tous ceux qui réfléchissent à l’achèvement de la construction européenne.

## *Par le Général (CR) Christian PIROTH*

Directeur de la publication:

GCA (2°s) PIROTH

Comité éditorial**:**

**Gbr DECLETY,**

**Col BIZEUL,**

**Col TOURAILLES,**

**Col (H) MAZEL,**

Cen WADIN,

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef**:**

**Cen WADIN**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Ltn (R) TAILLANDIER**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

Impression :

Point d’impression de l’Armée de terre

de Saint-Maixent-l’École – 07-0255

1. **Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

   **Site Intradef CESAT: www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-1)
2. ***Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.*** [↑](#footnote-ref-2)
3. depuis août 2007 [↑](#footnote-ref-3)
4. Traduit par le général Poirier en 1962; dernière édition: «*Stratégie»*, Paris, Perrin, coll. Tempus, 2007. [↑](#footnote-ref-4)
5. Plus exactement de son premier chapitre, *«Théorie de la stratégie»*, dont les trois autres ne sont que des développements. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir l’article que nous lui avons consacré dans le n°10 des *Cahiers du CESAT.* [↑](#footnote-ref-6)
7. Nombreux développements à ce sujet dans les actes du colloque international de Saint-Cyr Coëtquidan «*De la guerre? Clausewitz et le débat stratégique contemporain»*, à paraître chez Economica au printemps 2008. [↑](#footnote-ref-7)
8. Clausewitz, «*De la guerre»*, livre I, chapitre 2. [↑](#footnote-ref-8)
9. Au plan des moyens, la guérilla semble démentir cette conclusion car elle est toujours une lutte de la dague contre l’épée. Mais cette dague est maniée par un partisan et non par un courtisan: il y a donc bien ascension aux extrêmes au plan des fins, ce qui valide le raisonnement de Clausewitz. [↑](#footnote-ref-9)
10. Clausewitz, *op. cit.*, I, 1. [↑](#footnote-ref-10)
11. Général Jules Louis Lewal, «*Introduction à la partie positive de la stratégie*», 1892. [↑](#footnote-ref-11)
12. Pour une connaissance exhaustive de ce plan, le lecteur pourra se reporter à Georgette Elgey, in *La République des contradictions* Fayard 1968, pages 551 et suivantes où elle a publié en annexe l’intégralité du rapport de la commission d’enquête sur la défaite de Dien Bien Phu présidée par le général Catroux qui débute par une exégèse serrée du «plan Navarre». [↑](#footnote-ref-12)
13. Pour connaître la genèse de la création de ces groupes mobiles, le lecteur pourra se reporter à Boyer de La Tour in *Le martyre de l’armée française, de l’Indochine à l’Algérie* Les Presses du Mail, 1962, page 173.

    C’est ce général qui les mit sur pied en novembre 1950 alors qu’il exerçait pour quelques mois seulement le commandement des Forces terrestres au Nord Vietnam. (ex zone opérationnelle du Tonkin). [↑](#footnote-ref-13)
14. Quant aux moyens blindés, regroupés dans six régiments, ils n’étaient jamais répartis au sein de ces groupes mobiles, mais conservés en tant que Réserves générales. [↑](#footnote-ref-14)
15. Général Navarre: *l’agonie de l’Indochine* Plon 1956. Page 150. [↑](#footnote-ref-15)
16. Constitué par le «dégraissage» des états majors de Saigon et d’Hanoï. [↑](#footnote-ref-16)
17. Le choix de colonels anciens, certes chevronnés, pour exercer le commandement de ces véritables divisions – 12 bataillons – illustre bien la dramatique pénurie du corps expéditionnaire en officiers généraux. [↑](#footnote-ref-17)
18. Ces bases étaient constituées par des villages ou des groupes de villages fortifiés à l’intérieur desquels étaient déployés d’importants dépôts camouflés d’armements, de munitions et d’approvisionnements de toute nature; In *Navarre* *op cit.* page 160. [↑](#footnote-ref-18)
19. Un jeune brigadier commandait donc deux divisions, plusieurs groupements blindés et exerçait son contrôle opérationnel sur trois escadres aériennes, ce qui illustre encore le sous-encadrement chronique du corps expéditionnaire. [↑](#footnote-ref-19)
20. La main mise sur le carrefour de Dien Bien Phu, point de passage obligé pour une attaque vietminh en direction du Laos. [↑](#footnote-ref-20)
21. Le futur artilleur de Dien Bien Phu au destin tragique. [↑](#footnote-ref-21)
22. Notamment l’antenne chirurgicale du commandant Grauwin dont les souvenirs publiés dans *J’étais médecin à Dien Bien Phu* France Empire 1954 pages 159 constituent la source essentielle du récit de l’attaque du PC de la division. Le titre de cet article a été même emprunté au titre d’un chapitre de cet ouvrage. [↑](#footnote-ref-22)
23. Grauwin, un «vieux soldat», a réussi à s’exfiltrer de son cantonnement mitraillé grâce à l’aide d’un de ses infirmiers supplétif. [↑](#footnote-ref-23)
24. Dernier ouvrage publié: «*La Guerre Probable – penser autrement»*. (ÉCONOMICA, 2007). Ouvrage de référence sur la pensée clausewitzienne: «*Comprendre la guerre»* (ÉCONOMICA – 2ème édition – 2001) [↑](#footnote-ref-24)
25. Ce texte a fait l’objet d’un exposé lors du Colloque «Clausewitz» qui s’est tenu le 19 octobre 2007 à Coëtquidan. [↑](#footnote-ref-25)
26. *Lifting The Fog of War*, Admiral Bill Owens, Farnar, Straus and Giroux, New York, 2000 [↑](#footnote-ref-26)
27. Joachim BITTERLICH a rejoint le corps diplomatique de la République Fédérale d’Allemagne en 1976 et a tenu, en alternance, des fonctions d’ambassadeur à l’étranger (Alger, Madrid) ou auprès des instances européennes et des postes de conseiller politique (notamment de 1987 à 1998 Conseiller auprès du Chancelier Helmut KOHL pour les affaires européennes puis pour les affaires diplomatiques et de sécurité). De 1998 à 1999 il a été Représentant permanent de la République Fédérale d'Allemagne auprès du Conseil de l'Atlantique Nord à Bruxelles.

    Officier de réserve, il est ancien élève, à titre étranger ,de l’École nationale d’administration, dont il est actuellement membre du conseil d’administration. Il publie régulièrement dans diverses revues européennes et a édité en 2005 le livre «France-Allemagne, mission impossible»

    Depuis le 17 février 2003, il est directeur des Affaires Internationales du Groupe «Veolia Environnement». L’auteur s’exprime ici à titre personnel et n’engage en rien l’institution qu’il représente. [↑](#footnote-ref-27)
28. *Financial Times* du 25 Janvier 2008, page 11. [↑](#footnote-ref-28)
29. *Le* *Figaro* du 30 Novembre 2007, page 4. [↑](#footnote-ref-29)
30. Cité d’après *Internationale Politik* Mars 2008 (en langue allemande), page 37 (article de Leo Michel, «Liaison dangereuse») [↑](#footnote-ref-30)
31. «Auslaufmodell NATO?» [↑](#footnote-ref-31)
32. *Der Spiegel*, N° 8/2008, pages 110 à 113 [↑](#footnote-ref-32)
33. Europe’s World, summer 2007, page 15 - 19 [↑](#footnote-ref-33)
34. En faculté à Toulouse le Mirail, en Master 2, pour l’obtention d’un Diplôme Technique en Sciences Humaines / Psychologie (domaine de la psychotraumatologie). Rejoindra, en octobre 2008, la CISPAT (Cellule d’Intervention et de Soutien Psychologique de l’Armée de Terre) comme psychologue. [↑](#footnote-ref-34)
35. Louis Crocq est Professeur Associé Honoraire à l'Université René Descartes à Paris V. Il devient officiellement psychiatre au [Service de Santé des Armées](http://fr.wikipedia.org/wiki/Service_de_Sant%C3%A9_des_Arm%C3%A9es) en 1952 et prend sa retraite en 1987 en tant que Médecin Général des Armées. Il ouvre ensuite les premières consultations pour victimes de traumatismes psychiques (en 1987, à l’Hôpital Saint-Antoine, puis en 1997 à l’Hôpital Necker). À la demande du Secrétaire d'État à l'action humanitaire d'urgence de l'époque, [Xavier Emmanuelli](http://fr.wikipedia.org/wiki/Xavier_Emmanuelli), il crée en 1995 les cellules d'urgence médico-psychologiques ([CUMP](http://fr.wikipedia.org/wiki/CUMP)) en France qui prennent en charge les victimes d'attentats, d’accidents ou de catastrophes naturelles. Ses travaux font autorité sur la scène internationale en particulier ceux sur la [névrose traumatique](http://fr.wikipedia.org/wiki/N%C3%A9vrose_traumatique) et la névrose de guerre. [↑](#footnote-ref-35)
36. Natif de Brême en Allemagne, Karl Abraham (1877-1925) a poursuivi de brillantes études en médecine qui lui ont valu un poste au Burghölzli Mental Hospital, en Suisse, auprès du célèbre Eugen Bleuler. C'est à cet endroit qu'il s'initie à la psychanalyse auprès de Carl Gustav Jung. Il entrera en contact avec Freud en 1907 et deviendra un de ses plus fiables collaborateurs et un ami intime. [↑](#footnote-ref-36)
37. Le hongrois Sandor Ferenczi (1873-1933) a eu une carrière psychanalytique complexe, à l'image de cet homme brillant et sensible qui ne dédaignait pas s'aventurer sur des chemins inexplorés. Diplômé de médecine à Vienne, il devint neurologue avant d'obtenir le titre de psychiatre à la cour royale. Établi à Budapest, il rencontra Freud par l'entremise d'un collègue en 1908. [↑](#footnote-ref-37)
38. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-38)
39. Partie d'Échecs jouée en temps très contraint. [↑](#footnote-ref-39)
40. Fuseki: début de partie de Go; Chuban: milieu de partie; Shukyoku: fin de partie. [↑](#footnote-ref-40)
41. Équipe de reconstruction provinciale [↑](#footnote-ref-41)
42. Organisations non-gouvernementales [↑](#footnote-ref-42)
43. L’Esprit et la Lettre [↑](#footnote-ref-43)
44. nommé Docteur honoris causa de l’Université Moghila [↑](#footnote-ref-44)
45. Barbouzes [↑](#footnote-ref-45)
46. Régions héritées du système administratif soviétique [↑](#footnote-ref-46)
47. Malgré le travail admirable de quelques cercles juridiques de militants des droits de l’homme issus des groupes organisés pour le respect des accords d’Helsinki après 1975 et des groupes Mémorial constitués après 1989 pour étudier et rappeler le système répressif du Goulag. [↑](#footnote-ref-47)
48. Une langue très différente du russe, avec un alphabet distinct, une grammaire plus simple avec des suffixes plus courts et 38% de mots totalement différents. [↑](#footnote-ref-48)
49. Frontières communes avec la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie [↑](#footnote-ref-49)
50. La réflexion qui suit emprunte largement à plusieurs articles publiés dans la revue de défense nationale en 2004, 2005, 2006 et 2007; elle se réfère également à l’introduction à l’ouvrage collectif intitulé *«France-OTAN: vers un rapprochement doctrinal»* publié chez Bruylant sous la direction d’André Dumoulin (Mars 2006) et à plusieurs articles publiés dans la presse nationale en 2007. Ils sont rappelés dans la bibliographie en fin d’article. [↑](#footnote-ref-50)
51. Ancien de la Délégation aux études générales, du Centre d’analyse et de prévision du Ministère des affaires étrangères, de l’IHEDN à Paris, de la Représentation permanente française à l’UE à Bruxelles et directeur de l’équipe de recherche du collège de l’OTAN à Rome jusqu’à l’été 2007. [↑](#footnote-ref-51)
52. Rappelons que l’OTAN/*NATO,* organisation du traité de l’Atlantique Nord, est la technostructure politique et militaire mise en place pour faire face à la menace soviétique. Elle est dirigée politiquement par le conseil de l’Atlantique nord (CAN/*NAC*) dans lequel siègent les représentants permanents des chefs d’États et de gouvernements des nations alliés et militairement par le comité militaire (CM/*MC*) dans lequel siègent les représentants militaires permanents des CEMA/*CHOD* des armées alliés. Ces deux structures représentatives des nations sont assistées au siège, situé à Evere (Bruxelles), par un secrétariat international (SI/*IS*), un état-major international (EMI/*IMS*), et de nombreuses agences spécialisées. Deux commandements stratégiques, sont chargés, l’un des opérations à Mons (Belgique) et l’autre, de la transformation à Norfolk (USA); ils sont dirigés par des commandants suprêmes américains, le SACEUR et le SACT. Un structure militaire territoriale articulée sur deux commandants de forces interalliés, interarmées, installés à Brunsum (Pays bas) et Naples (Italie) complète ce dispositif de commandement et d’expertise politico-militaire de plus de 10.000 hommes. Les forces qu’utilise l’OTAN sont toujours des forces nationales. Le budget de l’OTAN s’élevait en 2007 à 1.876 Milliards d’euros dont la France, 3ème contributeur ex-aequo avec l’Italie fournissait de l’ordre de 140 Meuros. [↑](#footnote-ref-52)
53. Voir *«À la charnière»* in Politique Etrangère, juin 2003 [↑](#footnote-ref-53)
54. Politique Étrangère et de Sécurité Commune [↑](#footnote-ref-54)
55. Politique Européenne de Sécurité et de Défense [↑](#footnote-ref-55)
56. Politique Commune de Sécurité et de Défense [↑](#footnote-ref-56)
57. C’est le titre donné par le professeur Frédéric Bozo dans une réflexion publiée récemment (février 2008) sous l’égide de la Fondation pour l’innovation politique et qui examine subtilement l’aggiornamento en cours. [↑](#footnote-ref-57)
58. Groupe du Brésil, de la Russie, de l’Inde et de la Chine [↑](#footnote-ref-58)
59. *“To provide mobility, counter-mobility, survivability, explosive ordnance disposal (EOD) capabilities and general engineering support to the peacekeeping mission as a whole”.* [↑](#footnote-ref-59)
60. Délégation militaire départementale [↑](#footnote-ref-60)
61. Charles de Gaulle, «*Le fil de l’épée»*. [↑](#footnote-ref-61)
62. Tchécoslovaquie, Roumanie, Brésil. [↑](#footnote-ref-62)
63. Parallèle à la réduction du temps de service à un an en 1928. [↑](#footnote-ref-63)
64. Jean Doise, Maurice Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire*, 1987. [↑](#footnote-ref-64)
65. Beaufre, *Le drame de 1940*, 1965. [↑](#footnote-ref-65)
66. Jean Feller, *Le dossier de l’armée française*, 1966. [↑](#footnote-ref-66)
67. L’aviation, qui dépend alors du ministère de la Guerre, développe 332 prototypes de 1920 à 1930. [↑](#footnote-ref-67)
68. Ces classes creuses sont le résultat de la chute du nombre de naissances pendant la Grande Guerre. [↑](#footnote-ref-68)
69. La faiblesse militaire n’est pas la seule cause de l’acceptation de l’abandon de la Tchécoslovaquie. Les accords de Munich sont approuvés par 57 % des Français et la majorité des intellectuels. Giono déclare n’avoir *«honte d’aucune paix»,* tandis que Jules Romains estime qu’*«une guerre différée est peut-être une guerre qui n’aura jamais lieu»*.En 1939, Giono estime encore que *«nous sommes à deux doigts de tuer la guerre».* [↑](#footnote-ref-69)
70. Le Général Vuillemin estime lui qu’en cas de guerre *«au bout de quinze jours, l’aviation française aura cessé d’exister»*. [↑](#footnote-ref-70)
71. La Rédaction rappelle aux lecteurs que le Hibou est un vieux sage qui, la nuit venue, hante les mansardes de l’École militaire en soliloquant. Pour plus d’information les lecteurs pourront utilement se reporter au n° 8 des Cahiers du CESAT. [↑](#footnote-ref-71)
72. Robert Laffont, Paris, 2007, 275p [↑](#footnote-ref-72)
73. «*Les militaires français issus de l’immigration»*, Paris, Les documents du C2SD, N°78, 2005. [↑](#footnote-ref-73)
74. Le Général (CR) Favin Lévêque a été directeur de l’EMSST de 1992 à 1993. [↑](#footnote-ref-74)
75. UNICOMM -94 rue Saint Dominique -75007- Paris - contact@unicomm.fr [↑](#footnote-ref-75)